

LE RAPPROCHEMENT ITALO-YOUGOSLAVE ET LA PETITE ENTENTE

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

le 6 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

VLASTIMIR STOYANOVITCH

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Président*

MM. A. MESTRE

LE FUR

} *Suffragants*

PARIS

ÉDITIONS PIERRE BOSSUET

8, Rue Notre-Dame des Champs

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LE RAPPROCHEMENT
ITALO - YOUGOSLAVE
ET LA PETITE ENTENTE**

LE RAPPROCHEMENT ITALO-YOUGOSLAVE ET LA PETITE ENTENTE

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

le 6 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

VLASTIMIR STOYANOVITCH

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *Président*

MM. A. MESTRE

LE FUR

} *Suffragants*

PARIS

ÉDITIONS PIERRE BOSSUET

8, Rue Notre-Dame des Champs

1938



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PREMIERE PARTIE

Aspect général
sur la Politique extérieure
de la Yougoslavie depuis la Guerre

CHAPITRE PREMIER

La Politique traditionnelle

Après avoir ravagé toutes les contrées d'Europe pendant quatre longues années, la Grande Guerre prit fin en novembre 1918.

Fatiguée, ruinée, saignée à blanc, l'Europe éprouvait un immense besoin de paix, d'une Paix véritable et durable.

Les préliminaires en vue de conclure les traités de paix commencèrent au printemps 1919.

Le 28 juin 1919, à Versailles, le traité de paix parvint à être signé entre les puissances alliées et associées d'une part, et l'Allemagne, d'autre part.

Le 10 septembre 1919, à Saint-Germain, le second traité de paix fut conclu entre, de nouveau les puissances alliées et associées d'une part, et l'Autriche, de l'autre.

Le 27 septembre 1919, à Neuilly, intervint le troisième traité de paix entre les puissances alliées et associées d'un côté et la Bulgarie, de l'autre.

Le 4 juin 1929, à Trianon, ce fut la conclusion du quatrième traité de paix, entre les puissances alliées et associées et, cette fois-ci, la Hongrie.

Enfin, le traité de Lausanne signé le 24 juin 1923, entre les puissances alliées et associées et la Turquie, mettait juridiquement fin à la Guerre mondiale.

Différents principes ont dominé l'état d'esprit des grands hommes d'Etat réunis à Versailles. Le principe fondamental admis par tous était de mettre dans l'avenir toute guerre hors la loi et d'assurer une paix perpétuelle et solide.

L'incorporation du Pacte de la Société des Nations aux Traités de Paix eux-mêmes en fut la conséquence.

Les créateurs de la Société des Nations étaient, à tort ou à raison, persuadés que la S. D. N. était le seul instrument possible pour sauvegarder la paix.

D'autres principes dominaient aussi tous les esprits pacifistes. Le principe des nationalités était l'un des plus en vue. Celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avait conquis tous les esprits libéraux et démocrates gagnant les créateurs des traités de paix avant d'être pris en considération dans ces mêmes traités.

Dès lors, nous assistons, la guerre terminée et après que les traités de paix eurent commencé à jouer, à un remaniement complet de la carte européenne.

L'Europe avait perdu son aspect d'avant-guerre. Certains Etats disparurent complètement de la carte, d'autres furent créés, amoindris ou agrandis...

La Grande Guerre s'achevant par une défaite écrasante des Puissances centrales, considérées comme étant sinon les seules, du moins les plus grandes responsables de cette guerre, il en résultait que les traités de paix étaient conclus à leur grand détriment. Evidemment, il était très difficile, sinon impossible de mesurer le degré de responsabilité qui incombait à chaque Etat vaincu comme aussi d'évaluer au juste aussi l'importance des dommages subis par chaque Etat vainqueur. Néanmoins, après d'âpres discussions, les puissances alliées et associées se mirent d'accord et imposèrent leur volonté aux puissances vaincues.

De lourds sacrifices devaient être consentis par les puissances vaincues. Ainsi, comme résultat de cette malheureuse guerre et par suite des traités de paix, nous voyons disparaître totalement de la scène, la puissante et grande,

en apparence au moins, double monarchie austro-hongroise.

C'est là l'une des plus importantes conséquences de la Guerre, conséquence qui provoqua les plus grands changements en Europe. Qu'allait devenir cette puissance de 55 millions d'habitants et de 576.000 km²? Disparue complètement, nous voyons se fixer à sa place plusieurs Etats comme successeurs de la monarchie habsbourgeoise défunte.

D'autre part, l'Allemagne subissait, elle aussi, de lourdes pertes. Elle était privée de toutes ses colonies; en Europe également, elle perdait des territoires, sans compter que d'autres dispositions du traité de Versailles, la condamnaient à réparer les dommages considérables causés aux puissances victorieuses.

Il en allait de même pour la Bulgarie et la Turquie.

Il n'entre pas dans notre sujet de citer les dispositions des traités qui ont mis fin à la Guerre de 1914-1918. La seule chose qui nous occupe est la suivante : la situation après la guerre était à ce point complexe qu'il était impossible de trouver une solution qui pût être bonne pour tous. Très vite, après la conclusion des traités, on s'est trouvé en présence de différents courants, sinon de différents blocs de pays.

Evidemment les pays vaincus n'étaient pas du tout satisfaits et dirigeaient toute leur politique vers un révisionnisme complet des traités de paix. Malheureusement, ils n'étaient pas les seuls; même parmi les puissances victorieuses, des désaccords apparurent rapidement et nous pouvons voir, aussitôt après la Guerre, s'esquisser deux politiques différentes : la politique des pays satisfaits, c'est-à-dire des pays qui désiraient à tout prix conserver le *statu quo* et la politique des pays mécontents, c'est-à-dire des pays désirant fermement la révision des traités.



La Yougoslavie était un des nouveaux Etats créés après la guerre, après la désagrégation de l'Autriche-Hongrie.

La Yougoslavie s'est constituée en 1918, formée du royaume de Serbie, — dans lequel s'était intégré, quelques jours auparavant, le Monténégro — et de l'ancien pays slave qui faisait partie de la Monarchie austro-hongroise. Ainsi donc, grâce à la désagrégation de la puissante Autriche-Hongrie, nous assistons à la création d'une forte puissance unissant tous les Slaves du sud dans un même grand royaume de Yougoslavie.

Les vœux séculaires des Serbes, Croates et Slovènes se sont enfin réalisés, dépassant même toutes les espérances des plus grands optimistes yougoslaves.

Les traités de paix ont consacré la situation créée par la guerre et, de plus, ont recherché, dans leurs diverses dispositions et institutions, la conservation, pour un temps très long, de la paix et, à travers cette paix, de tous les bénéfices qui avaient été offerts aux Etats vainqueurs.

L'Etat yougoslave devenait donc un Etat qui ne demandait que la paix et le maintien des statuts créés par les traités de paix; il dirigeait sa politique extérieure en ce sens. Cependant, la Yougoslavie n'était pas le seul Etat ayant de semblables intérêts; un nombre assez important de pays européens aspiraient, eux aussi, à suivre la même politique, notamment les grands Etats occidentaux et démocratiques ainsi que les autres Etats successeurs de la Monarchie habsbourgeoise. Certes, il existait des divergences de vue, même parmi ces Etats satisfaits de l'issue de la guerre, mais elles n'étaient pas de nature à compromettre la similitude de leur politique extérieure.

A partir de 1919, nous voyons déjà la politique extérieure yougoslave engagée dans le même sens que la politique extérieure de la France, de l'Angleterre, de la Tché-

coslovaquie, de la Roumanie, etc..., et c'est ainsi qu'à la veille du vingtième anniversaire de la fin de la guerre, à la veille de la vingtième année de l'existence de la Yougoslavie, nous pouvons déjà parler d'une politique extérieure traditionnelle de la Yougoslavie.

Sans doute, vingt ans d'existence pour un pays, c'est peu et c'est peut-être insuffisant pour la formation d'une tradition en politique, mais si nous prenons en considération l'époque dans laquelle nous vivons, le fait est exact. Les activités diplomatiques, les relations en de multiples domaines entre les différents Etats se sont tellement développées après la guerre, que vingt ans ont largement suffi pour la formation d'une tradition dans la politique extérieure, même dans un Etat neuf, comme la Yougoslavie.

Examinons sommairement cette politique extérieure traditionnelle de la Yougoslavie. Pour des raisons que nous donnerons par la suite nous ne pouvons parler de tradition qu'en parlant de la politique extérieure yougoslave qui débute tout de suite après la guerre et prend fin avec l'année 1935. Nous avons déjà mentionné que le but principal de toute politique extérieure yougoslave consistait dans la conservation de la paix et des profits résultant de la Guerre. Il nous reste à déterminer ce qu'a fait la Yougoslavie pour atteindre à ce but, ce qui consiste, pour l'heure, à exposer toute la politique extérieure yougoslave depuis la Guerre jusqu'en 1935, évidemment dans ses grands traits.

I

LA FIDELITE A LA SOCIETE DES NATIONS

Les dirigeants de la politique extérieure yougoslave ne tardèrent pas à comprendre que le maintien du pacte de la Société des Nations ne pouvait avoir que des résultats bien-

faisants pour leur jeune Etat. Toute l'activité diplomatique yougoslave a donc été étroitement liée à l'esprit de la Société des Nations et n'est jamais sortie de son cadre. Entre temps, de 1919 à 1935, la Yougoslavie a procédé à la conclusion de nombreux traités et accords mais dans aucun de ces actes diplomatiques elle n'a omis, un seul instant, de mentionner l'institution de Genève. Il ne faut pas croire que les hommes d'Etat yougoslaves s'illusionnaient sur la toute puissance de la Société des Nations et que c'est seulement sur cette illusion qu'ils dirigeaient la politique extérieure de leur pays. Non, certainement pas, mais ils se rendaient fort bien compte que rien de parfait ne pouvait être créé instantanément, après une terrible guerre de quatre ans. Ils étaient assez intelligents pour comprendre qu'il valait mieux avoir et maintenir une Société des Nations, telle qu'elle se présentait, que de ne point l'avoir. La Société des Nations, pensaient les dirigeants de la Yougoslavie, ne peut pas nous donner des garanties totales, complètes, mais, quand même, dans une mesure assez convenable, elle nous donne des garanties. Pourquoi donc alors ne lui en serions-nous pas reconnaissants et ne nous attacherions-nous pas à elle, en agissant en vue de renforcer sa position à l'aide des moyens modestes dont nous disposons?

C'était là l'avis de tous les hommes d'Etat qui se succédèrent au pouvoir entre 1919 et 1935. Ils ne manquaient pas une occasion de louer la Société des Nations et, comme nous l'avons déjà dit, leurs actes internationaux ne sortaient jamais du cadre de cette institution mais en étaient toujours inspirés.

La Yougoslavie satisfaisait entièrement à toutes les obligations qui lui incombait en qualité de membre de la Société des Nations. Même dût-elle consentir de lourds sacrifices, la Yougoslavie ne manquait pas à son devoir. Ce fut le cas lors de l'application des sanctions économiques infligées à l'Italie déclarée « agresseur » dans la guerre italo-

éthiopienne. La Yougoslavie sut remplir ses obligations envers la Société des Nations en dépit des lourdes pertes économiques qui en résultaient, privée qu'elle devait être de l'excellent client qu'était pour elle l'Italie. Il est vrai que la Yougoslavie n'avait pas à se plaindre, elle non plus, de la Société des Nations. Si la Yougoslavie était un des membres les plus fidèles de la Société des Nations, ce n'est pas vainement que l'on pouvait dire également qu'elle en était l'« enfant chéri ». La politique de fidélité poursuivie par la Yougoslavie envers la Société des Nations était donc pleinement récompensée. Pour être persuadé que telle était vraiment la politique sincère de la Yougoslavie, il suffit de jeter un coup d'œil dans le texte de n'importe quel acte international conclu par la Yougoslavie de 1919 à 1935. De même, si l'on a recours aux différents discours et déclarations de tous les hommes d'Etat yougoslaves, de tous les ministres des Affaires Etrangères yougoslaves, nous pouvons remarquer que tous ont été des partisans sincères de la Société des Nations et parmi les meilleurs artisans de cette noble institution. M. Pachitch, aussi bien que MM. Nintchitch, Marinkovitch et Yevtitch, ne laissèrent jamais passer, les uns et les autres, l'occasion de contribuer au renforcement de la Société des Nations.

Le fort attachement de la Yougoslavie à la Société des Nations ne laissait place à aucune équivoque, ce qui, jusqu'en 1935, est tout à l'honneur de la diplomatie yougoslave.

II

L'ATTACHEMENT A LA FRANCE

Toute la politique extérieure de la Yougoslavie, de 1919 à 1935, est, par ailleurs, marquée par un fort attachement à la France, par une affection profonde et naturelle pour

le peuple français. Il n'est pas nécessaire de s'étendre longuement sur les rapports entre la France et la Yougoslavie; quelques mots suffisent à les résumer. Voici comment s'exprime à ce sujet M. L. Markovitch, ancien ministre et grand collaborateur du célèbre homme d'Etat yougoslave, Nicolas Pachitch, et le meilleur connaisseur, en même temps, de toutes les questions de politique extérieure yougoslave : « La Yougoslavie se trouve, au point de vue extérieur, sur le même terrain que la France ou, mieux encore, suit dans tous les problèmes européens, pour autant qu'elle y ait intérêt, elle aussi, la même ligne de conduite que la République Française. Elle le fait par affection et par conviction, par intérêt et par nécessité. Les rapports franco-yougoslaves sont uniques dans leur genre. On pourrait le mieux les qualifier en disant qu'il existe entre la France et la Yougoslavie une atmosphère de famille, dans le sens le plus pur de ces mots (1). »

Ce n'est pas là le seul sentiment de M. Markovitch, mais aussi celui du peuple yougoslave et qui continuera à pénétrer, dans l'avenir, les nouvelles générations yougoslaves.

La Yougoslavie n'a pas oublié et ne saurait jamais oublier cette tragédie terrible vécue côte-à-côte avec la noble et grande France, au cours de quatre longues et sanglantes années. Sans être lié par aucun engagement, le peuple français s'est livré en 1914 à une lutte héroïque, dans laquelle il versa le sang de ses propres fils, apportant ainsi une aide inestimable à la nation yougoslave. L'amitié franco-yougoslave est scellée du sang versé en commun sur les champs de bataille. La libération de la nation yougoslave s'est accomplie avec l'aide fraternelle des soldats français. Les Yougoslaves ont une vertu que chacun doit leur reconnaître, celle de la reconnaissance, et ils se souvien-

(1) Lazar Markovitch : *La politique extérieure de la Yougoslavie*, p. 251-252.

dront toujours de l'assistance apportée aux heures du danger mortel, assistance que la France a offerte à la petite Serbie de façon aussi chevaleresque. Il règne dans l'esprit du peuple yougoslave et du peuple français une sorte d'atmosphère sacrée.

« Pris et entraînés tous deux, il y a vingt ans, dans la même tourmente, ayant à défendre leur vie et leur liberté, nos peuples ont si bien mêlé leur sang, qu'ils se sont fait le même patrimoine de souffrance et de gloire (2). »

Animés du même sentiment que leur peuple, les dirigeants de la politique extérieure yougoslave conduisaient leur politique à l'égard de la France, avec le maximum de sincérité, d'affection et de reconnaissance. Toute la politique extérieure yougoslave, de 1919 à 1935, porte la marque de cette affection pour la République Française. Dans la période difficile de liquidation, entre 1918 et 1922, un certain nombre d'Etats étaient prêts à fléchir et à abandonner la France. La Yougoslavie, guidée par son grand homme d'Etat, Pachitch, se tint très loyalement et très courageusement à côté de sa grande amie. Si les gouvernements, en Yougoslavie, ont pu souvent changer, la politique extérieure, surtout dans les rapports avec la France, n'a jamais varié. Tous les dirigeants de la politique extérieure yougoslave, quel que soit le parti auquel ils appartenaient, ont eu un point de leur programme pour lequel aucune contestation n'était possible : l'attachement à la France.

On peut donc dire que la politique d'amitié sincère envers la France, inaugurée par Pachitch et ses collaborateurs, tous du parti radical, a été poursuivie, dans la direction des Affaires Etrangères, et dans tous ses détails par leurs successeurs appartenant au parti adverse.

(2) Paroles prononcées par Louis Barthou lors d'un dîner donné en son honneur à Belgrade le 26 juillet 1934. (*Politika* du 27 juillet 1934.)

La France et la Yougoslavie, toutes deux animées d'une affection mutuelle, avaient toutes deux le même grand intérêt à conserver le *statu quo* et la paix sans même avoir besoin de conclure un accord formel. Cependant, il était tout de même préférable, surtout pour la Yougoslavie, de voir confirmer par un traité ces sentiments d'affection unissant les deux nations sœurs. Dès 1925, commencèrent des pourparlers en vue de la conclusion d'un traité d'amitié franco-yougoslave. Si ces pourparlers n'aboutirent pas très rapidement, ce ne fut nullement par suite de divergences de vues entre les deux gouvernements mais, simplement, parce que rien ne pressait et que l'on attendait le jour où cette conclusion pourrait s'effectuer sans provoquer de mécontentement et de méfiance dans les autres Etats, notamment en Italie.

Les hommes d'Etat franco-yougoslaves ont donc su ménager la susceptibilité des autres nations, ce qui prouve leur grand désir de paix et ce dont on doit leur rendre hommage.

Le 11 novembre 1927, ils pensèrent le moment venu. En vérité, le 11 novembre n'était-il pas d'abord le jour anniversaire de l'armistice après la Grande Guerre et celui choisi pour la Fête de la Paix? Cette intention de conclure un traité d'amitié le jour même de la grande fête de la Paix reste des plus louable.

On ne doit pas avoir de doute sur l'esprit du traité d'amitié franco-yougoslave, conclu le 11 novembre 1927. En voici quelques dispositions :

Le Président de la République Française et Sa Majesté le roi des Serbes, Croates et Slovènes, ayant un égal souci du maintien en Europe d'un état de paix et de stabilité politique, aussi nécessaire au progrès social qu'à la prospérité économique de la France et du Royaume Serbe, Croate, Slovène;

fermement attachés au principe du respect des engagements internationaux solennellement confirmés par le pacte de la Société des Nations;

désireux, dans le cadre de ce pacte, d'assurer par avance

leur communauté de vue dans le cas où il serait porté atteinte à l'ordre établi, par le traité dont ils sont signataires; et convaincus du devoir des gouvernements modernes d'éviter le retour des guerres en préférant le règlement pacifique des litiges qui peuvent surgir entre eux;

ont résolu, à ces fins, de se donner mutuellement de nouveaux gages de paix, d'entente et d'amitié et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir : ..., lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu les dispositions suivantes : ...

Neuf articles suivent qu'il serait long de citer mais dont le contenu peut être aisément résumé. En effet, on peut dire que le maintien du *statu quo* établi par les traités de paix est l'unique élément de ce traité. Les deux parties contractantes s'engagent, par ce pacte, à se porter mutuellement secours au cas où une des parties contractantes serait injustement attaquée et, si cette attaque avait pour objet une modification quelconque de la situation créée par les traités de paix.

Il est de première importance de mentionner encore les dispositions du pacte par lesquelles les deux parties contractantes sont tenues de se concerter en vue d'assurer leur attitude solidaire dans l'éventualité de complications internationales qui pourraient affecter leurs intérêts communs.

On voit donc que le traité d'amitié franco-yougoslave de 1927 constitue la charte diplomatique des rapports permanents entre les Français et les Yougoslaves, et qu'il n'est qu'un pacte officiel par lequel s'est exprimée la volonté solidaire des deux nations unanimes à associer leurs efforts pour sauvegarder la paix, l'intégrité des deux pays et l'ordre né des traités de paix. Il n'est dirigé contre personne mais demeure un solide élément de maintien de la paix en Europe.

Les dirigeants de la politique extérieure yougoslave ne pouvaient être que très satisfaits des avantages que ce traité apportait à leur pays. Même sans ce pacte formel, ils étaient persuadés que la France aurait apporté son aide

à la Yougoslavie au cas où cette dernière serait injustement attaquée, mais ce pacte avait cet avantage de montrer aux éventuels ennemis de la Yougoslavie qu'ils auraient à compter avec la France s'ils envisageaient une atteinte quelconque à l'intégrité de son territoire. Ainsi l'Etat qui aurait eu quelque velléité d'attaquer la Yougoslavie aurait à réfléchir en prévoyant une intervention de la France. Un autre avantage, bien qu'il n'ait qu'une valeur morale, ne doit pas être sous-estimé : le traité franco-yougoslave a beaucoup contribué au bon renom de la Yougoslavie; la Yougoslavie, sous l'influence de l'habile propagande des pays révisionnistes, avait la réputation d'être un Etat agité qui cherche querelle et ne songe qu'à la guerre. La signature du traité franco-yougoslave a dissipé ces affirmations des pays révisionnistes et donné une très forte assurance du pacifisme de l'Etat yougoslave. En effet, il oblige le gouvernement yougoslave à consulter le gouvernement de Paris dans l'éventualité d'une complication internationale et, par conséquent, à suivre le conseil donné par la France dont le pacifisme ne permet aucune équivoque. Répétons-le, la Yougoslavie est récompensée de sa politique de sincère amitié envers la France, ce qui ne peut que stimuler l'affection déjà grande des Yougoslaves pour le peuple français.

Tous les gouvernements yougoslaves sous le régime parlementaire, c'est-à-dire jusqu'au 6 janvier 1929, ont suivi cette même politique d'amitié avec la France. Au Parlement, où l'opposition fut toujours très forte, jamais ne fut proféré le moindre mot contre la politique francophile du gouvernement. Tout le monde approuvait cette politique qu'on considérait comme tout à fait naturelle et inchangeable. Le gouvernement yougoslave commettait peut-être de lourdes fautes en résolvant certaines questions de politique intérieure mais ne se trompait que très rarement dans sa politique extérieure. Cette politique extérieure avait des traces bien visibles qu'il était facile de suivre.

Dès 1929 la politique intérieure de la Yougoslavie change du tout au tout : c'est la fin du parlementarisme et le commencement de la dictature qui s'établit jusqu'en 1931 puis se déguise de 1931 à nos jours. Mais si la situation intérieure avait complètement changé, les nouveaux dirigeants de la politique extérieure yougoslave ne modifiaient en rien leur position. L'amitié franco-yougoslave n'était donc nullement affectée par le changement de régime en Yougoslavie et nous assistons en 1932, le 16 octobre, au renouvellement du traité conclu en 1927, pour une nouvelle période de cinq ans. Tous les hommes d'Etat yougoslaves qui se succédèrent au pouvoir entre 1929 et 1935, tout en commettant les pires erreurs dans les affaires intérieures, demeurèrent très habiles en politique extérieure. Si bizarre que cela puisse paraître, les gouvernements qui préconisaient la force dans les affaires intérieures se montrèrent très pacifistes dans les relations internationales et c'est peut-être la seule chose pour laquelle on peut leur rendre hommage. C'est ainsi qu'en 1934, nous voyons le ministre des Affaires étrangères d'un gouvernement qui se préoccupait fort peu de la liberté à l'intérieur du pays, adresser au représentant de la France démocratique et libérale les propos suivants : « Sachant que la » paix entre les peuples ne peut être assurée que par la » collaboration internationale et par des ententes loyales, » la France ne s'est pas lassée de rester le promoteur infatigable de cette collaboration entre les peuples ainsi que » le défenseur de la plus haute institution internationale » de meilleure garantie de la paix : la Société des Nations. » Dans cette voie ainsi frayée que suit la France, marchent » tous les peuples de bonne volonté. Guidées par le désir » d'une paix durable et d'une collaboration franche et » loyale, dans une entière communauté de sentiments, dans » une harmonie parfaite des esprits et des cœurs qui furent » trempés dans les épreuves et les calamités endurées en » commun, nos deux nations, amies et alliées, sont indis-

» solublement liées par une même politique de paix, de
» sécurité nationale et de solidarité internationale et de
» respect absolu de la liberté des autres peuples.

En octobre 1934, le roi Alexandre I^{er}, à qui la direction de la politique extérieure yougoslave était particulièrement familière, se rendit en France en vue de souligner, une fois de plus, la grande amitié unissant les deux nations alliées mais il fut cruellement et lâchement assassiné à Marseille, le 9 octobre. L'émotion fut intense dans l'Europe entière. Malgré la plus grande propagande anti-française en Yougoslavie, malgré les lourdes fautes de négligence du gouvernement français, les gouvernants yougoslaves gardèrent leur sang-froid et continuèrent la politique de dévouement envers la France. C'était vraiment une rude épreuve pour la Yougoslavie dont elle sortit victorieuse et nous pouvons parvenir à la fin de la période que nous décrivons sans avoir vu un seul moment d'hésitation et de fléchissement du sentiment affectueux dont le peuple et le gouvernement yougoslaves étaient pénétrés à l'égard de la France.

III

LA POLITIQUE DE LA PETITE-ENTENTE

Dans le même but et dans le même esprit du pacte de la Société des Nations, la Yougoslavie pratiqua la politique de fidélité envers la Petite-Entente.

Dans la seconde partie de cette étude nous nous étendrons plus longuement sur la Petite-Entente; aussi n'aborderons-nous ici que très sommairement la question, afin de marquer seulement les traits caractéristiques de la politique extérieure traditionnelle de la Yougoslavie.

Il a été dit antérieurement que les traités de paix qui

se sont succédés en 1919 et en 1920 ont provoqué de grands changements de la carte de l'Europe. Ces traités de paix, en excipant du principe des nationalités, ont eu pour effet la création de nouveaux Etats nationaux et indépendants. La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Finlande, la Lettonie, l'Esthonie, la Lithuanie sont des créations des traités de paix; la Yougoslavie et la Roumanie ont obtenu l'unité nationale. En dehors de ce succès du principe des nationalités, nous avons déjà pu dire que les traités de paix ont réussi à constituer un organisme international devant servir dans l'avenir de garantie pour sa sauvegarde. Ainsi, était-il dans le rôle de la Société des Nations de toujours trouver la solution pacifique des conflits et d'écarter l'utilisation de la force. Le pacte de la Société des Nations, par différents articles, assurait aux Etats-membres la sécurité et la paix; les articles 10 et 16, notamment, leur accordaient ce maximum de garantie. Du point de vue théorique, l'article 10 s'exprime ainsi :

Les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir, contre des agressions extérieures, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise au moyen d'assurer l'exécution de cette obligation.

Il était donc permis de penser qu'ainsi la paix ne pourrait être jamais sérieusement troublée.

L'article 16, de son côté, spécifiait dans sa première partie :

Si un membre de la Société a recours à la guerre, contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes les relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'Etat en rupture de pacte et à faire cesser toutes les communications financières, commerciales ou person-

nelles entre les nationaux de cet Etat et ceux de tout autre Etat membre ou non de la Société. En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers gouvernements intéressés les effectifs militaires, navals ou aériens par lesquels les membres de la Société contribueront respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société...

Il était vraiment difficile, dès lors, de croire qu'il existerait un Etat qui pourrait se hasarder à troubler l'ordre établi.

Malheureusement, une fois encore, la pratique s'est montrée différente de la théorie. On s'est vite aperçu qu'en dépit des sévères dispositions du pacte, les Etats-membres ne pouvaient pas ne pas être sans inquiétude. L'appareil de la Société des Nations était trop lourd pour pouvoir donner rapidement la garantie nécessaire aux Etats attaqués. Tout naturellement, les Etats nouvellement créés avaient à craindre l'éventualité d'une revanche des Etats vaincus.

Fidèlement attachés à la Société des Nations, ces Etats envisagèrent en même temps d'autres mesures en vue de sauvegarder leur intégrité territoriale et leur indépendance politique. La Yougoslavie se rendait compte qu'elle ne pouvait avoir une confiance absolue en la Société des Nations et, par ailleurs, ses dirigeants n'avaient pas l'illusion de croire que leurs propres moyens de défense suffiraient à protéger leurs intérêts à tout moment et contre tout agresseur. Heureusement, le pacte de la Société des Nations comporte un article 21 qui permet la création de pactes régionaux qui ne seraient pas « considérés comme incompatibles avec aucune des dispositions du présent pacte ».

Ayant les mêmes intérêts en danger, possédant une même expérience de l'histoire et avec beaucoup d'affinités communes, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, s'appuyant sur l'article 21 du pacte de la Société des Nations, se sont empressées d'assurer leur indépen-

dance par la conclusion de plusieurs traités mutuels qui, tous ensemble, réalisaient la Petite-Entente.

La Yougoslavie, pour sa part, a beaucoup contribué à l'organisation de la Petite-Entente et, plus tard, à son affermissement et à son élargissement. M. Pachitch, Premier yougoslave, fut l'animateur principal de cette entente bienfaisante pour la paix en Europe centrale et balkanique.

Nous allons rapidement passer en revue plusieurs phases de la Petite-Entente et nous constaterons que l'attachement de la Yougoslavie à la Petite Entente était des plus grands et des plus sincères.

Ainsi donc, pour conserver leur individualité nationale, leur indépendance politique et leur intégrité territoriale, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie se trouvèrent amenées à conclure des pactes régionaux pour suppléer aux garanties insuffisantes que leur assurait la Société des Nations. On peut dire dès à présent, ce qui sera démontré ultérieurement, que la Petite-Entente était vraiment un organisme international de premier ordre et qui connut le succès.

Le peuple yougoslave, ainsi que ses dirigeants, étaient conscients de l'énorme importance que présentait l'existence de la Petite-Entente, forte et résolue; c'est pour cette raison, que fut suivie cette politique et que la Yougoslavie ne manqua pas une occasion d'apporter un nouvel appui à cet organisme très utile et surtout très pacifiste. Pour cette politique de fidélité envers la Petite-Entente, les gouvernements yougoslaves ne rencontrèrent à l'intérieur du pays aucune opposition. De même que pour la politique d'amitié avec la France, l'opinion générale était pour la politique de fort attachement à la Petite-Entente.

Il est vrai que les dirigeants de la politique extérieure yougoslave trouvaient une compréhension complète chez les dirigeants roumains et tchécoslovaques, ce qui facilitait beaucoup la tâche du raffermissement des accords conclus.

Déjà des liens amicaux et fraternels existaient entre les trois nations alliées. En effet, depuis son origine en 1920 et jusqu'en 1935, par conséquent pendant la période qui nous intéresse, la Petite-Entente est passée par des phases qui démontrent très clairement une tendance très nette vers un grand raffermissement des liens établis, de sorte qu'elle sortait de plus en plus du cadre de l'alliance particulière pour entrer dans celui des grandes organisations internationales. C'est d'ailleurs vers ce but que les hommes d'Etat des trois peuples dirigèrent leur politique extérieure.

Si nous suivons la tradition de la politique extérieure yougoslave, nous constatons, en premier lieu, la préoccupation des gouvernements de consolider, d'affermir la Petite-Entente. Au début, la Petite-Entente n'était que la combinaison de trois conventions bilatérales défensives : a) la Convention entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie signée à Belgrade, le 14 août 1920, par MM. Nintchitch et Bénès; b) la Convention entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie signée à Bucarest, le 23 avril 1921, par MM. Veverka et Jonesco; c) la Convention entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Roumanie signée à Belgrade, le 7 juin 1921, par MM. Jonesco et Pachitch.

Les trois Conventions contiennent des dispositions presque identiques et il ressort de leurs dispositions que le but de la Petite-Entente est de maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices, telle que prévue par le pacte de la Société des Nations ainsi que l'ordre établi par les traités de Trianon et de Neuilly spécialement. Mais déjà, à travers les dispositions de ces trois conventions originaires de la Petite-Entente, apparaissait le fait que la Petite-Entente était plus qu'une alliance. En effet, l'article 3 identique dans les trois conventions spécifie que : « Aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce puissance sans l'avis préalable de l'autre », ce qui prouve la restriction volontaire des libertés d'action dans

le domaine de la politique extérieure des trois pays contractants. Les résultats de ces Conventions ont été reconnus comme bienfaisants et les parties contractantes signataires les ont renouvelées lorsqu'elles arrivèrent à expiration.

Il est particulièrement intéressant de s'arrêter un instant sur la prolongation de la première Convention, c'est-à-dire celle entre la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, afin de montrer combien les chefs de la politique extérieure yougoslave attachaient d'importance au maintien de la Petite-Entente. En effet, au terme des deux années prévues pour la durée de la Convention originaire Tchécoslovaquie-Yougoslavie, M. Pachitch, indiscutablement le diplomate le plus clairvoyant de tous les diplomates yougoslaves jusqu'à nos jours, avait suggéré à M. Bénès dont les qualités diplomatiques sont notoires, d'ajouter, dans l'ancienne Convention, des dispositions nouvelles par lesquelles les liens d'alliance existant déjà entre les deux membres de la Petite-Entente seraient encore renforcés. Le résultat ne tarda pas à suivre car dès le 31 août 1922, à Marinske Lazné, MM. Bénès et Pachitch signèrent une convention complémentaire. Par cet acte l'accord originaire se trouve renouvelé et des nouvelles dispositions viennent élargir les liens primitifs.

L'article 4 de la convention complémentaire tchéco-yougoslave stipule :

Les deux H. P. C. s'engagent à se prêter en général appui politique et diplomatique dans leurs rapports internationaux dans le cas où elles croiraient leurs intérêts communs menacés. Elles s'engagent à se concerter sur les mesures propres à leur sauvegarde.

Donc, les deux Etats s'engagent à se prêter assistance, non seulement dans leurs rapports avec la Hongrie mais toujours et partout, lorsque leurs intérêts seront menacés.

L'article 3 de la même convention complémentaire vient élargir la base de l'alliance :

Les H. P. C. s'efforceront d'asseoir sur une base solide toutes leurs relations économiques, financières et celles de leurs moyens de transports et, à cet effet, de s'assurer mutuellement la collaboration la plus étroite. A cette fin, elles conclueront des arrangements particuliers, spécialement un traité de commerce conforme à ce but.

On voit donc que la préoccupation des deux gouvernements était de renforcer leurs liens et que, depuis 1922 au moins, la Petite-Entente n'avait pas pour unique but de *maintenir* la paix mais aussi de la *raffermir*.

Nous devons ajouter que cette convention reste encore en vigueur, ce qui nous servira par la suite à démontrer la nouvelle orientation de la politique yougoslave depuis 1935.

Les deux autres conventions originaires et défensives furent renouvelées à leur tour, en 1923. Une troisième prolongation eut lieu en 1926 à Bucarest et, en 1928, à Genève, ce qui démontre bien, une fois encore, que la consolidation définitive s'était déjà opérée au moyen des dites prolongations et, surtout, par le fait que les dispositions de la Convention tchéco-yougoslave avaient été complétées. Mais les dirigeants de la politique extérieure des trois pays respectifs ne voulaient pas se contenter de ces résultats. Ils entendaient aller plus loin dans cette même œuvre de consolidation de la Petite-Entente.

Le 21 mai 1929, au cours de la Conférence de Belgrade, afin de donner plus de cohésion à la Petite-Entente, d'affirmer une solidarité croissante dans leurs relations, les gouvernements des trois pays procédèrent à la conclusion d'un « acte général de conciliation d'arbitrage et de règlement judiciaire entre les trois Etats de la Petite-Entente » ou d'une « Convention Tripartite » comme on le nomme encore.

Par ce nouvel acte les trois Etats sont engagés par *un seul traité*, alors que jusqu'au 21 mai 1929, ils n'étaient liés que par des conventions bilatérales et défensives. Doréna-

vant, la nouvelle alliance tripartite met en évidence dans quelle large mesure le rapprochement entre les membres de la Petite-Entente s'est cimenté. Par ces actes nouveaux, une unité d'ordre juridique a été atteinte entre les Etats de la Petite-Entente. Un peu plus tard, toujours inspirés par les mêmes idéaux, les trois ministres des Affaires Etrangères des trois pays respectifs, MM. Bénès, Marinkovitch et Mironesco, réunis à la Conférence périodique de Strbske-Pleso, « sont tombés d'accord de resserrer encore les relations entre les membres de la Petite-Entente et d'offrir un nouvel exemple de solidarité régionale qui pouvait servir de modèle digne d'imitation à une époque où l'Europe était préoccupée par l'idée, récemment concrétisée par Aristide Briand, dans son fameux mémorandum du 1^{er} mai 1930, d'une « Union fédérale européenne »... A cette fin, ils ont même signé, le 27 juin 1930, « l'Accord complémentaire aux traités d'amitié et d'alliance entre les Etats de la Petite-Entente ».

Ce dernier acte complète les dispositions des quatre Conventions défensives de 1920 à 1922 et transforme en règle écrite les relations qui s'étaient établies pendant les dix années précédentes. C'est ce qui découle du préambule de cet Accord complémentaire :

Désireux de renforcer davantage encore les liens d'amitié et d'alliance qui existent entre les Etats de la Petite-Entente, voulant compléter par une procédure stable l'organisation de la collaboration politique et de défense des intérêts communs de leurs trois Etats ont résolu de consacrer la pratique et la procédure actuelle de la collaboration intime entre leurs Etats en les précisant davantage...

C'est donc un Statut de la Petite-Entente qui est créé et qui régleme l'organisation intérieure de l'alliance.

Une nouvelle phase de la consolidation définitive de la Petite-Entente est marquée par la signature du *Pacte d'Organisation*. Celui-ci fut signé à Genève le 16 février 1933,

où les trois ministres des Affaires Etrangères : MM. Bénès, Titulesco et Jevtitch, se trouvaient réunis en session extraordinaire. Ici encore, le préambule lui-même du Pacte nous montrera clairement le but recherché par les trois Etats-membres de la Petite-Entente :

Désireux de maintenir et d'organiser la paix, ayant la ferme volonté d'intensifier les rapports économiques avec tous les Etats sans distinction et avec les Etats de l'Europe Centrale en particulier; soucieux de voir sauvegardée la paix dans toutes les circonstances, d'assurer l'évolution vers une stabilisation définitive des conditions de l'Europe Centrale et de faire respecter les intérêts communs de leurs trois pays...; décidés à donner à cet effet aux rapports d'amitié et d'alliance existant entre les trois Etats de la Petite-Entente une base organique et stable,

et convaincus de la nécessité de réaliser cette stabilité, d'une part, par l'unification complète de leur politique générale et, d'autre part, par la constitution d'un organe directeur de cette politique commune au groupe des trois Etats de la Petite-Entente formant ainsi une unité internationale supérieure et offerte à d'autres Etats dans des conditions à convenir dans chaque cas particulier, ont résolu...

Nous voyons donc que le *Pacte d'Organisation* du 16 février 1933 représente un progrès considérable dans la consolidation définitive de la Petite-Entente. On verra dans la première partie que ce Pacte a créé l'unification de la politique générale des trois membres, un organe directeur qui est le *Conseil Permanent* des Etats de la Petite-Entente et deux organes auxiliaires, dans l'unique but de resserrer les relations entre les trois pays, cette fois liés pour une durée illimitée.

Depuis la signature du Pacte d'organisation jusqu'en 1935, ainsi qu'en 1920 et 1933, la fidélité de la Petite-Entente a toujours été en grandissant, ce qui prouve de façon très claire que la politique traditionnelle extérieure de la Yougoslavie avait vraiment un caractère ferme et bien défini.

De même que dans ses relations avec la France, la Yougoslavie n'a pas eu un seul instant d'hésitation et de fléchis-

sement dans ses relations avec les Etats-membres de la Petite-Entente.

Ici encore nous voyons que les gouvernements au pouvoir pendant le régime démocratique, c'est-à-dire jusqu'en 1929, aussi bien que ceux qui ne s'appuyaient pas sur le peuple, c'est-à-dire les gouvernements qui furent au pouvoir à partir de 1929, ont suivi une voie identique en politique extérieure, ce dont ils n'ont eu qu'à se féliciter.

IV.

LE RAPPROCHEMENT DES PAYS BALKANIQUES ET LA POLITIQUE DE L'ENTENTE BALKANIQUE

Dès 1920, les hommes d'Etat européens se sont rendus compte de l'insuffisance des articles 10 et 16 du pacte de la Société des Nations. En effet, le nombre des membres de la Société des Nations était si grand que rien n'était plus difficile que de concilier les intérêts des pays les plus lointains et les plus différents. Il est vite apparu que certains Etats avaient un intérêt spécial similaire, presque identique, dont la satisfaction appelle une solidarité plus étroite et une collaboration intense. Cette évidence ne pouvait échapper aux créateurs mêmes du Covenant. L'article 21 de celui-ci prévoyait déjà la conclusion d'ententes régionales de caractère, bien entendu, purement pacifique. Il n'est nullement étonnant que plus tard, en 1926, l'Assemblée de la Société des Nations recommanda elle-même la conclusion d'ententes régionales et qu'en 1927, fut constitué un Comité d'Arbitrage et de Sécurité pour trouver la meilleure formule des ententes régionales.

Un an après, la Société des Nations adopta les suggestions faites par ce Comité au sujet des ententes régionales. Dans le même ordre d'idées se produisirent le rapproche-

ment des Etats balkaniques et la création de l'Entente Balkanique, le 9 février 1934.

Le mouvement unioniste qui s'est manifesté dans les Balkans, depuis 1929, se rattache à cette tendance d'après-guerre vers la création de groupements régionaux de caractère fédératif, c'est-à-dire de groupements ne constituant pas de simples alliances mais resserrant le contact et la collaboration entre les peuples intéressés, dans tous les domaines de leur activité, dans le cadre et l'esprit de la Société des Nations et du Pacte de Paris (1).

La politique extérieure yougoslave n'attendit pas l'année 1929 pour s'affirmer des plus correcte dans ses relations avec les autres Etats balkaniques. Dès les premiers jours de son existence, la Yougoslavie montra sa grande bienveillance en vue de créer dans les Balkans une atmosphère de cordialité et d'amitié. Malheureusement, ce n'était pas facile car, depuis longtemps, un certain antagonisme se manifestait entre les Etats Balkaniques.

Toujours, les grandes puissances européennes ont entretenu des désaccords parmi les peuples balkaniques dans le but d'augmenter leur prestige en Europe et de se créer des voies de pénétration vers le riche Orient à travers les Balkans. Ainsi, cet antagonisme ne permettait pas aux dirigeants des différents Etats balkaniques de s'apercevoir de leur communauté d'intérêts et de mettre fin à leur mésentente.

Peu à peu, cependant, la volonté des Etats balkaniques, parvint à créer une atmosphère favorable au succès d'une entente. La première manifestation eut lieu à Athènes en octobre 1929, à la suite d'une résolution du 27^e Congrès Annuel de la Paix. Ce Congrès Annuel de la Paix se préoccupait surtout du problème de consolidation de la paix par le raffermissement de la Société des Nations et c'est à cette fin que fut organisée la *Conférence Balkanique* qui devint

(1) Stevan Petrovitch : *L'Union et la Conférence Balkaniques*, Introduction, p. XII.

un organisme permanent de rapprochement. Sans doute, cette Conférence n'avait pas un caractère officiel mais il n'en est pas moins vrai que, depuis le premier jour, les gouvernements de tous les Etats balkaniques lui donnèrent un fort appui.

L'idée d'un pacte a donc mûri lentement à travers les Conférences Balkaniques. Nous avons déjà mentionné que tous les gouvernements balkaniques, tout en soulevant des réserves, s'employaient beaucoup pour l'aboutissement de cette œuvre de rapprochement entre les peuples des Balkans. Ce nous est particulièrement un devoir de constater le grand attachement à cette politique du Souverain yougoslave ainsi, d'ailleurs, que de celui de ses ministres des Affaires Etrangères. Déjà, lors de la première Conférence Balkanique, on a pu entendre de la bouche de M. Voïslav Marinkovitch, ministre des Affaires Etrangères de Yougoslavie, les mots suivants : « Le salut de l'avenir des peuples » des Balkans dépend de leur union : les peuples balkaniques doivent savoir qu'ils seront ou tous libres et indépendants ou qu'aucun d'eux ne le sera. »

Dans le même but toujours de parvenir à une entente balkanique, le roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie, bien éloigné de demeurer étranger à la direction de la politique extérieure yougoslave, entreprit une croisière dans les Balkans vers la fin du mois de septembre 1933. Au cours de son voyage circulaire, le souverain yougoslave eut une entrevue d'abord avec le roi Carol de Roumanie, puis avec le roi Boris de Bulgarie et aussi avec Mustapha Kemal, président de la République Turque; le roi Alexandre eut enfin, une dernière entrevue à Corfou avec M. Maximos, ministre grec des Affaires Etrangères. La bonne volonté existait chez presque tous les gouvernements des peuples balkaniques et c'est grâce à elle que nous pouvons voir, à la fin de 1933, la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie reliées entre elles par des traités d'amitié et d'arbitrage bilatéraux.

Pourtant, ces Etats ne se montraient pas encore satis-

faits. Ils voulurent à tout prix conclure un pacte balkanique plurilatéral, à la réalisation duquel le gouvernement yougoslave se consacra activement. Le résultat ne se fit pas attendre; le Pacte d'Entente Balkanique fut entériné à Athènes, le 9 février 1934. Par malheur, sur six Etats balkaniques, le Pacte n'en comportait que quatre. La Bulgarie et l'Albanie n'y adhèrent pas. C'était, de toute évidence, grand dommage mais les créateurs de l'Entente Balkanique pensaient que si cette Entente ne pouvait pas rassembler les six Etats, elle pouvait comprendre, tout au moins, certains d'entre eux. Il va sans dire que cette Entente entre la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie n'aura rien à redouter de la Bulgarie et de l'Albanie.

La Bulgarie, notamment, refusait d'entrer dans l'Entente parce que le Pacte avait nettement un caractère anti-révissionniste; or, elle n'était pas du tout disposée à renoncer à ses prétentions révisionnistes.

Quant à l'Albanie, elle ne fut pas même invitée, en raison de ses relations avec l'Italie, les autres Etats balkaniques désirant éviter toutes complications éventuelles avec cette puissance. Néanmoins le Pacte prenait soin de laisser la porte ouverte aux deux autres Etats balkaniques en leur donnant la possibilité d'y adhérer ultérieurement.



Nous nous trouvons donc devant une œuvre accomplie après de longs et pénibles efforts de la part de tous les hommes d'Etat balkaniques et, particulièrement, de la part des dirigeants de la politique extérieure yougoslave. Par le Pacte d'Entente Balkanique, la Yougoslavie a montré, une fois encore, la continuité de sa politique extérieure et a contribué au raffermissement de la paix dans les Balkans (1).

(1) Voir le texte du Pacte d'Entente Balkanique, à la partie annexe du présent ouvrage.

De chaleureuses déclarations suivirent la signature du Pacte, émanées des représentants des quatre Etats contractants, chacun d'eux préconisant la paix. Très agréable fut l'évocation par le ministre de l'un de ces Etats de la belle parole d'Hésiode s'écriant devant ses compatriotes : « Toi » Persée, écoute donc la justice, oublie la violence à jamais. » Telle est la loi que le fils de Cronos a prescrite aux humains; que les poissons, les fauves, les oiseaux de l'air » s'entredévorent puisqu'il n'est point parmi eux de justice; » mais aux hommes, Zeus a fait don de la justice dont la valeur leur dépasse tout ».

Le représentant de la Yougoslavie, voulant marquer la grande joie de son pays, créateur de l'Entente Balkanique, s'empessa d'ajouter, à son tour :

Nous pouvons nous réjouir d'avoir été les fructueux artisans d'une œuvre qui contribuera largement, non seulement à l'entente des peuples balkaniques, mais aussi à la consolidation de la paix en général. Comme les autres pays signataires, mon pays continuera, avec un profond dévouement, sa politique traditionnelle de l'entente des peuples balkaniques, collaborera à cette œuvre avec une volonté inébranlable. Nous espérons et désirons sincèrement qu'à cette œuvre d'Entente Balkanique se joignent tous les peuples des Balkans pour contribuer à la création d'une atmosphère de confiance internationale. En affermissant la paix des Balkans, nous avons la certitude d'avoir prêté un appui considérable à la paix générale qui constitue le grand idéal de l'humanité contemporaine. C'est pourquoi — nous en sommes convaincus — le Pacte que nous venons de signer aura une place d'honneur, non seulement dans l'histoire de nos pays, mais aussi dans celle de l'Europe nouvelle.

Nous avons tenu à faire cette citation pour mettre en lumière le caractère de la politique extérieure traditionnelle de la Yougoslavie que nous nous proposons d'exposer.

L'Entente Balkanique, une fois créée, n'en est pas restée là; la collaboration très étroite entre les contractants s'est développée dans tous les domaines et, depuis lors, ont évolué la direction générale de la politique extérieure ainsi que

la méthode d'action diplomatique des quatre Etats-membres.

Des réunions périodiques du Conseil de l'Entente Balkanique furent prévues. Chaque membre devait envoyer régulièrement des informations aux autres membres. Ainsi, existaient de continuelles communications entre les quatre pays.

A Ankara, lors des réunions de Conseil de l'Entente Balkanique (30 octobre-2 novembre 1933), les quatre Etats, après s'être mis d'accord, créèrent le « Statut de l'Organisation de l'Entente Balkanique » et d'autres Statuts de consultations économiques.

L'Europe se montrait vraiment étonnée de la tournure prise par les événements dans les Balkans. Après des époques toutes de discorde et de nervosité, il est aisé de comprendre l'intérêt que pouvait susciter en Europe ce mouvement de rapprochement des Etats Balkaniques :

Il y en a qui, à son annonce, crurent apercevoir déjà à l'horizon lointain l'aurore d'un avenir beaucoup plus heureux que le présent pour le Proche-Orient entier; qui s'autorisèrent à croire qu'on était en train de tracer un nouveau chemin, vaste et beau, grande artère conduisant tout droit ces peuples à une évolution toute différente de la précédente, à un avenir pas très lointain, plutôt proche, basé sur la collaboration des peuples balkaniques (1).

Il nous est donné de remarquer que la politique extérieure de la Yougoslavie dans les Balkans correspondait parfaitement à sa politique extérieure générale, c'est-à-dire qu'elle était, elle aussi, toute imprégnée de l'esprit de la Société des Nations ou, plus clairement, sincèrement consacrée à la paix. Les dirigeants de cette politique yougoslave ne pouvaient que s'en féliciter et la mauvaise réputation de la Yougoslavie, issue de la propagande révisionniste en Eu-

(1) Michel Deudais, Professeur à l'Université de Salonique : *l'Organisation du Proche-Orient et le mouvement de rapprochement balkanique*, p. 6.

rope, tendait à s'évanouir, à la grande joie du brave peuple yougoslave.

Nous avons tracé la politique yougoslave dans la Société des Nations et avons envisagé sa politique avec la France, la Petite-Entente et dans les Balkans; nous devons dire maintenant quelques mots des relations italo-yougoslaves, toujours dans le même intervalle de temps, c'est-à-dire de 1919 à 1935.

Ici encore, la parfaite continuité de la politique extérieure yougoslave n'a pas manqué de se manifester.

V

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC L'ITALIE

S'il est agréable d'exposer la politique extérieure *traditionnelle* yougoslave dans ses rapports avec la Société des Nations, avec la France, la Petite-Entente et l'Entente Balkanique, il en est tout autrement dès qu'il s'agit de l'Italie. Ceci ne veut pas dire que la politique yougoslave à l'égard de l'Italie ait souvent varié par la faute ou le manque d'esprit de suite des dirigeants yougoslaves. Bien au contraire; même dans ses relations diplomatiques avec l'Italie, la Yougoslavie a pratiqué, entre 1919 et 1935, une seule politique. Malheureusement, malgré les excellentes intentions du gouvernement yougoslave, ces relations ne pouvaient être toujours amicales. Aussi, si nous avons laissé entendre plus haut qu'il est pénible de parler de tradition dans les relations italo-yougoslaves, ce n'est que par le désir de ne pas considérer comme traditionnel quelque chose qui est mauvais et doit être changé. L'objectivité nous impose toutefois de montrer cette tradition telle qu'elle était en réalité. Une

partie de cette étude, sera consacrée à la question des relations italo-yougoslaves. Ici, par crainte de nous répéter, nous nous bornerons à indiquer les principes et les caractères généraux de cette politique.



Rien n'est plus faux que l'opinion assez répandue, que les Yougoslaves sont et seront les ennemis éternels des Italiens. Nous sommes persuadés du contraire. Certes, les événements qui se sont déroulés après 1919 ont justifié cette idée d'inimitié entre les deux peuples voisins. Nous traiterons par la suite ce sujet; pour le moment nous allons examiner quelle a été l'attitude des gouvernements yougoslaves qui se sont succédé entre 1919 et 1935, vis-à-vis de l'Italie.

Sans nous éloigner pour le moins du monde de la vérité, nous pouvons dire que tous les gouvernements yougoslaves, et même tous les partis d'opposition, étaient profondément attachés à une politique d'amitié et de cordialité avec leurs voisins de l'Adriatique.

Il n'est pas difficile de prouver combien était grand leur désir de rester en bonnes relations avec l'Italie. Un simple regard sur les événements permet de s'en convaincre.

De graves différends ont surgi entre la Yougoslavie et l'Italie sitôt après la Guerre, en conséquence du malheureux traité de Londres de 1915. Une fâcheuse tension diplomatique se prolongea jusqu'en 1920. Mais au mois de novembre de cette même année, fut signé le traité de Rapallo par lequel le gouvernement yougoslave consentait de sérieux sacrifices dans le seul but de rester en bonne intelligence avec l'Italie. Nous serions injustes de ne pas rendre hommage ici au représentant de l'Italie, le comte Sforza qui, par ses idées pacifistes, contribua pour beaucoup à la conclusion du traité de Rapallo. La compréhension entre les représen-

tants de la Yougoslavie et du comte Sforza fut complète aussi bien que leur confiance mutuelle.

Dans son livre, *Les Bâtisseurs de l'Europe Moderne*, voici ce qu'écrivit le comte Sforza au sujet de la conclusion du traité de Rapallo :

Pendant mes négociations pour le traité de Rapallo, vers la fin de 1920, avec Vesnitch, alors premier ministre, le vieux Pachitch qui appuyait le cabinet Vesnitch et avait vu avec plaisir notre prise de contact directe lui envoya à Rapallo ce court billet : « Ne marchandez pas avec Sforza; il vous demande ce qu'il m'a toujours dit qu'il demanderait; il est notre ami mais, si vous marchandez, il rompra et dictera unilatéralement ses frontières. » Vesnitch me montra les lignes de Pachitch après la signature du traité. » (1)

Les dirigeants yougoslaves accomplirent donc les efforts nécessaires pour imposer à leur peuple d'énormes sacrifices d'ordre national, dans le seul but de conserver la paix dans l'Adriatique. Les gouvernements suivants firent de même, se résignant à ces mêmes sacrifices que l'Italie ne cessa pas de leur demander.

(1) Dans le même ouvrage, le comte Sforza cite sur le même sujet le célèbre historien américain Shotwell qu'après lui et à notre tour reproduisons : « Le comte Sforza avait réuni à Rapallo, en novembre 1920, les plénipotentiaires yougoslaves pour terminer enfin, deux ans après la Guerre européenne, le partage des territoires de la Monarchie habsbourgeoise se trouvant le long de l'Adriatique.

« Le comte Sforza se refusa à négocier sur la base des marchandages diplomatiques ordinaires. Il voulut l'honnête conciliation des aspirations nationales des deux peuples qui se terminerait par une entente entre eux. Il offrit donc de satisfaire les revendications yougoslaves en leur laissant la Dalmatie, sauf Zara mais il fut intransigeant pour la frontière naturelle italienne des Alpes Orientales. Les ministres yougoslaves n'étaient pas prêts à céder sur ce point. Dans la nuit du 9 novembre, le comte Sforza, dans une sorte d'ultimatum, les somma de ne pas se laisser vaincre par la crainte de l'impopularité qui les accueillerait à Belgrade; tout accord sera impopulaire; il était prêt, lui, à poursuivre une politique de paix dans l'Adriatique, fût-ce au prix de sa popularité, de la mort même; ils devaient donc faire comme lui, s'ils voulaient servir leur pays, comme lui le sien. Puis, tournant les talons, il les quitta brusquement, comme si les négociations étaient en fait rompues. Le matin suivant, la délégation yougoslave acceptait le programme italien et, deux jours après, le traité de Rapallo était signé. »

Entre 1920 et 1927, il y eut de fréquentes controverses entre les deux pays voisins mais qui, toutes, se réglèrent grâce à la politique pacifiste des gouvernements yougoslaves. L'on peut dire que la période de 1920 à 1927 fut faite de concessions successives par la Yougoslavie à l'Italie.

Le traité de Rapallo, la convention de Santa-Margherita, le traité de Rome, la convention de Belgrade et de Neptune étalent cette politique yougoslave d'une façon éclatante. Au commencement de 1926, le ministre des Affaires Etrangères yougoslaves, M. Momtchilo Nintchitch, était en mesure de déclarer :

Nos deux pays, liés par de multiples intérêts, sont entrés dans la période effective de collaboration amicale sur les domaines nombreux dans lesquels nos intérêts se superposent ou se complètent. L'échange de vue que j'ai eu dans une atmosphère d'amitié et de confiance avec M. Mussolini n'a fait que confirmer à quel point des intérêts importants orientent nos deux pays vers l'amitié et la collaboration.

On était en droit de penser que tout allait pour le mieux. Cependant, bien que l'accord du 27 janvier 1924 stipulât que les deux nations s'engageaient à ne régler aucune affaire balkanique sans s'être préalablement concertées, l'Italie conclut avec l'Albanie l'accord de Tirana. Celui-ci, naturellement, provoqua en Yougoslavie de très graves inquiétudes. Le ministre des Affaires Etrangères, M. Nintchitch, signataire avec M. Pachitch, du traité de Rome, démissionna sur l'heure en signe de démonstration contre cette politique peu loyale de la part de Rome ou, pour mieux dire, de M. Mussolini.

Une conséquence directe du traité de Tirana fut un refroidissement des relations italo-yougoslaves. Le gouvernement de Belgrade considéra, avec raison, du reste, cette politique de l'Italie comme un encerclement de la Yougoslavie, et cela d'autant plus que l'Italie faisait tout son possible pour étendre son influence en Bulgarie, en Grèce et

en Turquie et qu'elle avait déjà signé, le 6 avril 1927, un traité d'amitié et de collaboration avec la Hongrie révisionniste. Quand en novembre 1927, l'Italie procéda à la conclusion d'un second traité de Tirana, le gouvernement Yougoslave marqua de la stupeur. Comme l'a exprimé M. Lazare Markovitch, ancien ministre yougoslave et collaborateur de tous les ministres des Affaires Etrangères yougoslaves jusqu'en 1929, « la Yougoslavie fit des réserves expresses sur ce second traité italo-albanais du 22 novembre 1927 et il fut même envisagé à Belgrade de porter l'affaire devant la Société des Nations ».

Depuis lors, les relations des deux peuples voisins allèrent en empirant. Véritablement la Yougoslavie avait sacrifié tout ce qu'elle pouvait sacrifier pour la paix avec l'Italie. Aller plus loin se révélait absolument impossible. Pourtant, le grand désir de tous les gouvernements yougoslaves qui se succédèrent entre 1926 et 1935 resta toujours le même, à savoir : garder l'amitié de l'Italie. Le Roi Alexandre 1^{er} qui, comme nous l'avons déjà dit, tenait le rôle le plus important dans la direction de la politique extérieure de son pays, était peut-être l'un des plus grands artisans de cette même amitié. A ce propos le comte Sforza écrit dans son récent ouvrage intitulé *Synthèse de l'Europe* :

J'ai fréquenté si longtemps Alexandre Karageorgevitch — et dans des moments où il n'y avait pas de place pour des attitudes diplomatiques — que je puis bien affirmer qu'il ne cessa jamais de souhaiter une entente véritable entre nos deux peuples, comme le seul moyen d'assurer définitivement la sécurité et le bien-être de son pays.

Pour ma part, même lorsqu'il s'embarqua — croyant bien faire — dans une dictature dont j'osais lui dire qu'il la trouverait sans issue, je n'oublierai jamais la loyauté et la ferveur avec lesquelles il avait toujours tâché d'aider tout ce qui pourrait servir à la cause de l'amitié entre les Italiens et les Yougoslaves, cause qui fut si chère il y a un siècle au cœur et à l'esprit de deux grands Italiens comme Mazzini et Cavour (1).

(1) C. Sforza : *Synthèse de l'Europe*, p. 122-123.

Nous voyons donc que la Yougoslavie tenait beaucoup au maintien des bonnes relations avec l'Italie mais, évidemment, elle devait veiller, en même temps, sur sa sécurité et son intégrité et même combattre, avec toute sa vigueur, la pénétration des Italiens dans les Balkans. Le ministre des Affaires Etrangères yougoslave, M. Nintchitch avait, avons-nous dit, démissionné pour protester contre le traité de Tirana. Cette démission fut suivie de celle du gouvernement tout entier. Afin de mieux corroborer que la Yougoslavie unanime s'opposait nettement à cette politique italienne, nous rapporterons le mot d'un des chefs de l'opposition de l'époque, Swetozar Pribitchevitch : « Aujourd'hui l'Albanie » est une colonie italienne; les rapports italo-yougoslaves » ne deviendront amicaux que lorsque l'Italie se retirera » des Balkans ».

C'est dans cette atmosphère que se sont déroulées les relations italo-yougoslaves de 1927 à 1935. Nombreux furent les incidents durant cette période mais l'hostilité prit un caractère surtout aigu après le tragique assassinat du Roi Alexandre à Marseille, en octobre 1934.

Les Yougoslaves convaincus que l'assassinat odieux avait été préparé en Hongrie et en Italie, ont déclenché une vive campagne de presse contre ces deux Etats. La polémique s'est étendue jusqu'à des discussions sur le passé, sur la contribution italienne à la guerre mondiale et on échangea, à cette occasion, des propos fort blessants sur la valeur de l'armée italienne pour laquelle les Yougoslaves exprimaient leur mépris. La réponse de l'autre côté de l'Adriatique se faisait sur le même ton et il était à craindre que cette affaire tragique de la mort du roi Alexandre ne suscita des complications analogues à celles de l'assassinat du Prince héritier d'Autriche en 1914, en entraînant une nouvelle guerre. Heureusement l'attitude des grandes puissances étrangères au conflit et le commencement du rapprochement franco-italien ont écarté toutes menaces pour la paix (1).

(1) Georges Christopoulos ; *La politique extérieure de l'Italie fasciste*, p. 207.

La Yougoslavie, encore que durement éprouvée par la perte de son Roi, parvint quand même à se reprendre et à conserver la paix. Comme la Yougoslavie voyait clairement depuis 1926 l'intention de l'Italie mussolinienne, elle dirigea toute sa politique extérieure en vue d'un fort rapprochement des Etats balkaniques : elle y réussit merveilleusement.

Pour sa part, l'Italie voyant cette situation dans les Balkans, prit conscience, au commencement de 1935, qu'elle devait choisir une autre politique si elle prétendait réaliser ses intentions; à cette fin, elle commença à tempérer son hostilité envers la Yougoslavie. Là, s'ouvre une autre période que nous étudierons par la suite.

Résumons la politique traditionnelle de la Yougoslavie dans ses rapports avec l'Italie. Ce qu'elle offre de caractéristique tient en ceci : De 1919 à 1926, la bienveillance très nette de la Yougoslavie et les nombreuses concessions de celle-ci étaient plus qu'évidentes. A partir de 1926, tout en conservant les mêmes sentiments pour le peuple italien et tout en préconisant la paix, la Yougoslavie montra à la face du monde que jamais elle ne se résignerait à la pénétration de l'Italie dans les Balkans et à un encerclement désiré à tout prix par elle.

VI

PREOCCUPATION D'ENTRETENIR AVEC TOUS LES ETATS DE BONNES RELATIONS

Il nous faut maintenant passer très sommairement en revue les relations de la Yougoslavie avec l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie Soviétique, la Bulgarie et la Hongrie, dans ce même espace de temps de 1919 à 1935, afin de déga-

ger le caractère général de la politique extérieure traditionnelle yougoslave. Nous n'entrerons pas dans les détails, d'autant que ceux-ci sont presque inexistants, en ce qui concerne les rapports avec l'Angleterre, l'Allemagne et surtout la Russie Soviétique.

RELATIONS ANGLO-YOUGOSLAVES

Il va sans dire que la politique extérieure de n'importe quel gouvernement de Belgrade, était marquée par un profond respect et une sincère amitié envers le grand Empire Britannique. De même que dans ses relations avec la France, la Yougoslavie, dans ses relations avec l'Angleterre, s'inspirait d'une profonde reconnaissance, car elle ne pouvait oublier l'appui que l'Angleterre lui avait donné dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance.

Il n'existait toutefois, aucune alliance entre la Grande Bretagne et la Yougoslavie, à l'instar de celle qui existait entre la France et la Yougoslavie depuis 1927. La Grande-Bretagne qui n'est pas un Etat continental et qui ne veut à aucun prix compromettre sa position mondiale par des engagements d'alliance avec différents Etats, continue de refuser régulièrement toute idée d'alliance quelle qu'elle soit. Mais, sans aucune alliance formelle, la politique extérieure yougoslave était dirigée *souvent* dans le même sens que la politique extérieure de Londres. Parlant des relations franco-yougoslaves, nous disions que Belgrade allait *toujours* de pair avec Paris. En ce qui concerne Londres, nous devons faire une réserve. Aussi, ne dirons-nous pas que les Yougoslaves suivirent *toujours* la politique anglaise mais qu'ils la suivirent *souvent*.

A quoi tient cette différence?

Après la Guerre, la Yougoslavie avait posé comme principe de suivre de près, dans sa politique extérieure, la ligne tracée en commun par les Cabinets de Paris et de Londres.

Cette ligne correspondait parfaitement aux intérêts de la Yougoslavie chaque fois que la France et l'Angleterre étaient d'accord. Chose regrettable pour elle, les deux grandes puissances occidentales n'étaient pas toujours d'accord et, de temps à autre, apparaissait entre Paris et Londres une certaine déviation, auquel cas la Yougoslavie était obligée de choisir entre deux lignes différentes, celle de la France et celle de la Grande-Bretagne. Elle se trouvait même parfois dans l'impossibilité de garder la même distance et le même attachement pour Paris et pour Londres. Sans doute, les Yougoslaves eussent été très heureux si une harmonie parfaite avait régné entre les deux grandes puissances amies, mais comme c'était impossible, la Yougoslavie devait opter.

Un peu l'intérêt, un peu la tradition, un peu la sympathie ont amené les dirigeants de la politique extérieure yougoslave à adopter toujours le point de vue de Paris et à abandonner par moments celui de Londres.

Cette attitude de la Yougoslavie lui a coûté très souvent assez cher car les dirigeants de la Grande-Bretagne prenaient souvent leur revanche en donnant leur appui, dans les questions diplomatiques, à la thèse qui n'était pas toujours celle de la Yougoslavie. Si la diplomatie yougoslave tâchait de convaincre l'Angleterre de sa bienveillance, de sa reconnaissance, de son amitié, il n'en restait pas moins vrai que la Yougoslavie continuait à suivre la ligne tracée par Paris, même si ce n'était pas celle désirée par Londres. Rien de plus naturel et, en vérité, l'Angleterre n'avait pas à en prendre ombrage.

Telle se présente la politique traditionnelle yougoslave dans ses relations avec la Grande-Bretagne. C'est pour la mieux illustrer que nous devons reproduire à son endroit l'opinion de M. L. Markovitch dont la parfaite connaissance de la question n'autorise aucune réticence :

Nos relations avec la Grande-Bretagne sont demeurées ami-

cales mais, par suite de circonstances toutes particulières indépendantes de notre volonté, nous nous sentons plus près de la France que la Grande-Bretagne qui n'est pas une puissance continentale et s'inspire, dans sa politique, de principes qui ne sont pas toujours à notre avantage. L'entente franco-britannique répond le mieux aux intérêts de notre pays parce que cette entente peut garantir la paix en Europe. S'il y a eu un désaccord entre la France et l'Angleterre, la Yougoslavie a toujours penché du côté de la France (1).

LES RELATIONS ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA YUGOSLAVIE

Il est particulièrement difficile de parler des relations politiques entre l'Allemagne et la Yougoslavie dans la période allant de 1919 à 1935 pour la simple raison que ces relations n'étaient pas très développées. Il n'en faut pas déduire que les relations yougo-allemandes étaient pour cela mauvaises. Au contraire, bien que pires ennemis pendant la guerre, les Allemands et les Yougoslaves, sitôt la guerre terminée, ont cessé de se considérer comme des adversaires. Une parfaite courtoisie diplomatique a toujours régné durant cette période, la Yougoslavie montrant clairement son désir de rester en bons termes avec la puissante Allemagne.

De leur côté, les dirigeants de la politique extérieure yougoslave qui se sont succédé au pouvoir entre 1919 et 1935, ne pouvaient pas aller au-delà de la simple courtoisie, pour la simple raison que du point de vue politique, il n'existait aucun point de rencontre entre la Yougoslavie et l'Allemagne. Les Yougoslaves sont absolument dominés par les idées de paix et de solidarité internationale; le respect de la justice, de l'égalité des peuples et de l'indépendance de chaque pays sont quelque chose de sacré pour le peuple yougoslave.

(1) L. Markovitch : *Les désarmements et la politique de Belgrade*, pp. 209-210.

Au grand dam du monde entier, on n'en peut dire autant de l'Allemagne ou, tout au moins, de ses dirigeants. Le militarisme allemand, l'impérialisme allemand et toute la doctrine allemande du droit international sont à l'opposé des désirs pacifiques yougoslaves. La Yougoslavie, d'autre part, n'avait pas du tout la conviction que les Allemands avaient renoncé à leurs anciennes tendances, à savoir le fameux « Drang nach Ostën ». De par ces divergences de vue, il était tout naturel qu'une amitié de même ordre que l'amitié franco-yougoslave fut totalement exclue.

La politique extérieure allemande, avec son caractère nettement dynamique, avait peu de chance de séduire un Etat dont la politique extérieure était nettement statique. Jusqu'en 1919, les dirigeants yougoslaves respectèrent le sentiment du peuple dont ils étaient les représentants légitimes et orientèrent en ce sens leur politique avec l'Allemagne. Les gouvernements de 1919 à 1935, bien que ne reposant pas sur la volonté du peuple, suivirent heureusement la même politique et, partant, le sentiment de la nation. La période de 1919 à 1935 était donc marquée, en ce qui concerne les relations yougo-allemandes, par une certaine méfiance de la part de la Yougoslavie à l'égard de l'Allemagne révisionniste mais qui n'excluait pas la cordialité et la courtoisie internationales.

On ne saurait conclure de telles considérations que, dans tous les domaines, les relations yougo-allemandes se trouvaient réduites au minimum. Tout au contraire, les rapports économiques entre les deux pays ont été très développés. Rien de plus naturel : l'Allemagne est un pays industriel et la Yougoslavie, un pays agricole, les échanges étant facilités par la proximité des deux pays et par de nombreux moyens de communication. Se complétant ainsi par leur structure économique, les deux pays ne tardèrent pas à comprendre, en dehors de toute préoccupation politique, la nécessité d'un rapprochement économique aussi étroit que possible.

Les dirigeants yougoslaves ne pouvaient ignorer cependant que la politique allemande consistait depuis toujours à conquérir d'abord économiquement un pays et à l'envahir ensuite politiquement. Instruits de cette tactique ils se sont bien gardés de tomber dans l'excès et peuvent, à juste titre, se déclarer satisfaits du résultat puisque, jusqu'en 1935, l'Allemagne n'a jamais pu se targuer de la moindre influence politique en Yougoslavie. Les conditions pour un développement des rapports économiques entre l'Allemagne et la Yougoslavie étaient à ce point favorables que, pour les dirigeants yougoslaves, des relations diplomatiques cordiales et courtoises suffisaient à stimuler les rapports entre les deux pays. L'exigence de la part de l'Allemagne d'un engagement politique de la Yougoslavie à l'occasion d'échanges économiques eût toujours été considérée comme inacceptable et aurait été évincée d'une façon ou de l'autre.

En résumé la politique extérieure traditionnelle de la Yougoslavie dans ses rapports avec l'Allemagne n'a jamais dépassé le cadre économique, d'ailleurs très développé. Ce rapprochement économique, d'autre part, n'avait pas la moindre chance d'influencer en quoi que ce fut la politique extérieure traditionnelle yougoslave.

LA RUSSIE ET LA YUGOSLAVIE

S'il peut être délicat d'exposer les relations politiques yougo-allemandes, il est encore beaucoup plus pénible d'aborder l'étude des relations de la Yougoslavie avec la Russie soviétique.

La Yougoslavie, pays entièrement slave, était, à juste titre, considérée comme la prolongation du petit Etat serbe d'avant-guerre pour lequel la grande et généreuse Russie avait toujours été, en toutes circonstances, ce qu'est pour un enfant, sa mère. Or, cette même Yougoslavie est le seul Etat européen qui n'a pas encore reconnu le nouveau gouvernement du plus grand Etat slave du monde. Ainsi, les

relations diplomatiques entre ces deux pays slaves demeurent-elles en suspens.

Difficile à comprendre, pareille attitude des gouvernements yougoslaves d'après guerre s'expliquerait par les raisons suivantes :

1° La Russie tsariste était considérée comme la grande protectrice de tous les Slaves. Lorsque la sanglante révolution russe de 1917 mit fin au régime tsariste, un grand nombre de partisans du Tsar trouvèrent, comme de juste, asile en Yougoslavie dans une hospitalité largement méritée. On peut imaginer sans peine l'amertume de ces Russes réfugiés envers la nouvelle Union des Républiques Socialistes Soviétiques; connaissant la nature sentimentale des âmes slaves, on ne peut que penser aussi que les Yougoslaves, à leur tour, commencèrent à honnir les auteurs de la sanglante révolution russe.

2° Les dirigeants yougoslaves prirent peur de la propagande communiste qui ne pourrait, supposait-on, qu'être favorisée, par création de relations diplomatiques entre les deux pays.

Simple erreur. Rien ne semble plus faux que de placer une garantie d'amitié entre deux pays dans les rapports personnels de leurs gouvernants. Ce n'est pas parce que le Tsar Nicolas II était un grand ami des Slaves et des Balkans qu'il fallait s'imaginer que disparaîtrait avec lui l'amitié et l'amour du peuple russe pour la Yougoslavie. Certes, le régime russe a changé mais l'âme des millions de Russes ne peut changer, elle, aussi vite qu'on était prêt à le supposer.

Il ne faut pas trop critiquer les gouvernements yougoslaves dans leur politique envers l'U. R. S. S. jusqu'en 1935. S'ils n'ont pas officiellement reconnu les Soviets, tout au moins la position de principe de la Yougoslavie vis-à-vis de la Russie comme du peuple russe est demeurée invariable.

Pour des raisons d'ordre secondaire, cet état de chose

a persisté et nous devons souligner qu'en général les gouvernements yougoslaves n'ont montré aucune sorte d'animosité envers la Russie Soviétique. Même, M. Marinkovitch, fort longtemps ministre des Affaires étrangères yougoslave, fit beaucoup, lors de son entrée en fonction, pour rétablir les relations diplomatiques de son pays avec la Russie et n'échoua que de peu dans son entreprise.

En 1933, se produisit un événement de première importance pour les relations russo-yougoslaves : le 4 juillet 1933, était conclue une convention (Convention de Londres) (1) entre l'Union Soviétique, la Turquie et la Petite-Entente, y compris la Yougoslavie, par laquelle :

... chacune des H. P. C. s'engageait à accepter dans ses rapports mutuels ou avec les autres et dès le jour de la mise en vigueur de la présente Convention, la définition de l'agression telle qu'elle est expliquée dans les rapports du Comité pour la question de sécurité, en date du 24 mai 1933, à la Conférence pour la réduction et la limitation des armements, rapports faits à la suite de la proposition de la délégation soviétique...

La signature de cette Convention ne prouve-t-elle pas la reconnaissance de fait du gouvernement de Moscou par Belgrade? Lors de la signature de cette Convention, M. Titulesco a pu prononcer les paroles suivantes : « Ces conventions constituent une première et importante étape » dans la voie qui mène à la normalisation des rapports » entre nos pays... »? Les Roumains sont allés si loin qu'ils ont vu dans cette Convention de Londres une quasi-reconnaissance de l'Union de la Bessarabie à leur pays . On ne voit pas les raisons pour lesquelles on ne considérerait pas cette même Convention comme une reconnaissance de

(1) Le titre officiel de la Convention est : *Convention de définition de l'agression entre la Yougoslavie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Turquie et l'Union soviétique socialiste*, avec une annexe à l'article III de la dite convention, signée à Londres, le 4 juillet 1933.

la Russie par la Yougoslavie. Certes, manquait encore la reconnaissance formelle, mais s'il est vrai que le gouvernement de Belgrade ne faisait rien pour la hâter, il est vrai aussi qu'il ne faisait rien pour l'éloigner.

D'autre part, le Conseil permanent de la Petite-Entente, dans sa session du 13 septembre 1934 à Genève, a pris une décision selon laquelle les trois Etats de la Petite-Entente s'engageaient à voter pour l'admission de la Russie Soviétique à la Société des Nations. Ajoutons encore que le nom de la Yougoslavie a figuré avec celui des autres Etats sur l'invitation adressée à la Russie Soviétique d'adhérer à la Société des Nations et que le représentant de la Yougoslavie n'a pas manqué de déclarer la vive satisfaction de son pays en faveur de l'entrée de la Russie dans l'Institution genevoise.

Nous avons remarqué que la lacune résultant de l'absence des relations diplomatiques régulières entre les deux nations sœurs était un peu atténuée du fait de l'attitude bienveillante en toutes circonstances de tous les gouvernements yougoslaves envers la Russie. Ainsi se fixe la Tradition dans la politique extérieure yougoslave vis-à-vis de la Russie.

LA BULGARIE ET LA YUGOSLAVIE

Toute l'histoire des Bulgares et des Yougoslaves est marquée par une rivalité farouche entre ces deux nations sœurs. Si l'on consulte l'histoire, c'est à n'y pas croire, tant sont nombreuses entre eux les guerres fratricides. Pourtant, si deux Etats ont vraiment besoin de s'entendre définitivement, c'est bien la Bulgarie et la Yougoslavie.

Malheureusement, ces deux Etats se comportèrent comme si les Balkans étaient trop peu étendus pour supporter la coexistence de deux Etats importants. Admettons la spontanéité de cette fausse conception, dans un passé

lointain, chez ces deux peuples balkaniques. Nous n'en reconnâtrons pas moins que cette fâcheuse animosité réciproque a été plus tard et jusqu'à nos jours, *encouragée* par les puissances étrangères qui considéraient, peut-être à tort, qu'un accord éventuel entre les Etats Balkaniques ne pouvait leur être profitable.

L'ingérence des grandes puissances dans les affaires balkaniques a nettement contribué à l'installation de cet esprit d'animosité entre les peuples de la Péninsule. Si, au cours de l'histoire, tant de guerres eurent lieu entre Serbes et Bulgares, c'est surtout à cause de l'immixtion des grandes puissances dans leurs affaires; elles se servaient de ces petits peuples, n'hésitaient pas à les dresser l'un contre l'autre, uniquement soucieuses de leur propre prestige international.

Il a été versé beaucoup de sang dans les Balkans avant que, la réflexion aidant, fut lancée la fameuse formule : « Les Balkans aux peuples balkaniques ». Celle-ci mise en avant, il convient de se garder d'un optimisme exagéré et croire que les peuples balkaniques se sont mis d'accord à tout jamais. Rien de plus faux. Même après la terrible Guerre de 1914-1918, l'état d'esprit entre la Bulgarie et la Yougoslavie laissait beaucoup à désirer. Les agissements terroristes des différents comités bulgares (il est vrai, de comités non responsables) qui prétendaient imposer, future par des moyens de terreur, la révision des traités, ne rendaient pas possible un accord quelconque entre Bulgares et Yougoslaves.

Par ailleurs, l'ingérence étrangère battait toujours son plein et rendait impossible toute entente cordiale entre les deux nations. L'Italie surtout ne cessait d'encourager le révisionnisme bulgare en se montrant toujours grande amie de la Bulgarie. Les Bulgares ne se rendirent pas compte assez tôt des visées de l'Italie; ils ne se rendirent pas compte qu'ils n'étaient qu'un instrument entre les mains

de Mussolini, au service de sa politique d'encerclement de la Yougoslavie. La Bulgarie avait cherché l'appui de l'Italie — d'une grande puissance — afin de remettre sur le tapis la question macédonienne; comme récompense de cette politique pro-italienne, elle n'a obtenu qu'un isolement dans les Balkans, qui ne peut que lui être néfaste puisqu'elle reste un petit Etat.

Longtemps donc après la Guerre les relations entre la Bulgarie et la Yougoslavie sont restées fort tendues. Par bonheur, après une dizaine d'années d'atmosphère irrespirable, le ciel s'est mis à s'éclaircir au-dessus de Sofia et de Belgrade. Le nombre croissant de Bulgares favorables à une entente cordiale avec la Yougoslavie commença à avoir une influence en Bulgarie. Du côté yougoslave, on a tout fait pour éliminer les difficultés. D'où les accords de Pirote du 16 mars 1929; la Convention sur la liquidation des double propriétés du 4 février 1930, les accords du 14 février 1933 sur le maintien de l'ordre à la frontière et autres mesures semblables. On allait vers une détente et les optimistes entrevoyaient déjà à l'horizon un rapprochement et une amitié bulgaro-yougoslave.

A partir de 1933, les gouvernants yougoslaves multiplièrent leurs efforts pour trouver une solution d'entente solide et durable avec la Bulgarie. Le Roi Alexandre était un des champions de cette politique et il ne ménagea pas ses efforts à cette fin lorsqu'ils lui parurent opportuns. On se rappelle qu'il était un grand partisan de l'Entente Balkanique et qu'il se préoccupait beaucoup d'amener la Bulgarie dans cette Entente. C'est le Roi Alexandre qui tendit le premier la main au Roi Boris de Bulgarie, le 12 septembre 1933, à la gare de Belgrade lorsque, se rendant à Londres, le souverain bulgare traversa la capitale yougoslave. Ce ne fut cependant qu'un peu plus tard que le désir d'un rapprochement avec la Bulgarie se manifesta chez les dirigeants de la politique extérieure yougoslave, parmi lesquels le Roi joua un tout premier rôle

La Yougoslavie était, comme toujours, partisan de la sécurité collective et faisait de grands efforts pour obtenir l'adhésion de la Bulgarie à l'Entente Balkanique sur le point de se réaliser. Dans ce but, le Roi Alexandre entreprit une croisière en Mer Noire et, à cette occasion, visita à Euxinograde, le 3 octobre 1933, le Roi Boris' avec lequel il eut un long entretien. Les efforts de Belgrade furent sans résultat puisque les Bulgares refusèrent d'adhérer à l'Entente Balkanique qui se constitua sans elle le 9 février 1934.

La Yougoslavie n'abandonna pas l'espoir d'obtenir le consentement de la Bulgarie à une politique de réalisation d'une sorte de Locarno balkanique et, dans ce but, le Roi Alexandre de Yougoslavie entreprit un nouveau et courageux voyage dans la capitale bulgare, le dernier jour de septembre 1934. L'adhésion de la Bulgarie à l'Entente Balkanique ne suivit pas, mais tout fut mis en œuvre pour y aboutir. Dans un ouvrage publié en 1935 sous le signe du Ministère des Affaires étrangères yougoslave, nous pouvons lire :

Les relations yougo-bulgares sont entrées dans une nouvelle phase. La Yougoslavie souhaite ardemment que la Bulgarie collabore non seulement à la consolidation des conditions économiques, politiques dans les Balkans mais aussi dans une pleine mesure à l'activité de tous les autres pays balkaniques. Belgrade a conclu à cet effet avec Sofia un traité de commerce, une convention vétérinaire et un accord ferroviaire, afin de permettre à la Bulgarie de développer son commerce d'exportation dirigé en majeure partie à travers le territoire yougoslave (1).

Tels étaient les rapports bulgaro-yougoslaves en 1935. Un traité bilatéral d'amitié entre ces deux Etats restait possible mais la Yougoslavie, fidèle à ses principes et préférant voir la Bulgarie entrer dans un pacte collectif comme

(1) *La Yougoslavie d'aujourd'hui*, rédigé par M. Zivolitch, p. 271.

l'Entente Balkanique, dirigeait toute sa politique vers ce but.

LES RELATIONS ENTRE LA HONGRIE ET LA YEOUGOSLAVIE

S'il existait entre la Bulgarie et la Yougoslavie une rivalité historique qui ne pouvait que nuire au développement d'une cordialité et d'une amitié entre ces deux peuples frères de race, il n'était rien de pareil entre la Yougoslavie et la Hongrie. Les deux peuples pouvaient se réclamer, au contraire, d'avoir lutté en commun pendant plusieurs siècles contre l'envahissement des Turcs qui, du xiv^e à la fin du xix^e siècle, a constitué pour l'Europe un si grand danger.

La Grande Guerre mondiale avait placé les deux Etats voisins dans deux camps différents. La Hongrie avait le malheur d'appartenir au camp qui, après quatre ans de résistance, devait s'avouer vaincu. Le traité de Trianon régla la situation de la Hongrie et la vie normale reprit peu à peu. Voisine immédiate de la Hongrie, la Yougoslavie devait s'estimer satisfaite; elle ne demandait plus maintenant qu'une chose : la paix. Pour atteindre ce but, une ligne de conduite bien tracée et peu difficile à suivre s'offrait à elle : maintenir avec tous les meilleures relations possibles, particulièrement avec ses voisins. C'est pourquoi elle ne cessa de rechercher les moyens susceptibles de régler toutes les questions pouvant surgir entre elle et la Hongrie.

Côté hongrois, on n'était pas aussi bien disposé. La Hongrie était fort peu satisfaite de sa nouvelle condition et entendait l'améliorer. Entre deux voies essentiellement différentes, ses dirigeants hésitaient : la Hongrie pouvait renoncer à sa politique d'hostilité envers la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie et s'entendre avec tous les pays danubiens, faire cause commune avec eux. Elle pouvait se rapprocher de l'Allemagne, de l'Autriche et de

l'Italie, dans l'espoir d'obtenir la révision des traités et la modification de son actuel statut territorial.

Il paraît bien qu'une question d'amour-propre se soit greffée sur ce grave problème du choix de la route à prendre et ce fut la deuxième solution qui l'emporta : c'est ainsi que la Hongrie s'engagea avec véhémence dans le camp révisionniste où elle ne cessa de jouer un très grand rôle.

La Yougoslavie se retrouvait sans cesse sous le coup des attaques de la propagande hongroise. De tout temps, pourtant, les dirigeants et le peuple yougoslave avaient aspiré à entretenir les meilleurs rapports possibles avec leur voisine du nord et ne manquèrent pas une seule occasion de lui tendre la main. La réplique à cette main tendue fut la suivante : affaire des mitrailleuses du Saint-Gothard, affaire de contrebandes d'armes de Hirtenberg, accords tripartites de Rome, création de camps de terroristes, comme celui trop fameux de Yanka Poustà.

Toutefois, n'exagérons rien. L'irrédentisme hongrois était beaucoup plus dirigé contre la Roumanie et la Tchécoslovaquie que contre la Yougoslavie. Il faut reconnaître aussi qu'à plusieurs reprises, dans l'intervalle de 1919 à 1935, il y eut certaines démarches des dirigeants hongrois en vue de procéder à un rapprochement entre la Hongrie et la Yougoslavie. C'est ainsi qu'au mois de septembre 1926, le Régent Horthy prononça, à Mohacs, un discours qui ne peut qu'être loué et dans lequel il exprima le désir très net du peuple hongrois d'arriver à une collaboration avec la Yougoslavie. Le Gouvernement de Belgrade ayant toujours eu ce même désir, on peut se demander, après avoir pris connaissance du discours remarquable du Régent Horthy, pourquoi n'est pas survenue alors une entente entre la Hongrie et la Yougoslavie dont les intérêts communs sont manifestes ?

Le problème qui se posait était loin d'être simple et facile à résoudre. Là encore, comme dans leurs relations avec les autres Etats, les dirigeants de la politique yougoslave

suivirent une ligne très droite et très claire dont ils ne voulurent jamais se départir. La Hongrie comme la Yougoslavie faisait partie de ce bloc de pays qu'on appelle les Etats Centraux mais les Yougoslaves, tout en étant partisans d'un rapprochement avec la Hongrie, ne pouvaient envisager l'utilité réelle d'une collaboration avec ce dernier pays, en dehors d'une collaboration collective avec tous les Etats de l'Europe Centrale.

Les dirigeants yougoslaves ont toujours proposé aux Hongrois un rapprochement et une étroite collaboration entre tous les pays danubiens. La Yougoslavie s'est toujours obstinément refusée à l'idée d'un rapprochement séparé et cela avec juste raison. Les intérêts des Etats de l'Europe Centrale sont tellement enchevêtrés qu'il eût été très difficile d'aboutir à une collaboration séparée entre la Hongrie et la Yougoslavie sans nuire à l'amitié et à la collaboration existant déjà entre la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. C'est pour cette excellente raison que les Yougoslaves proposaient aux Hongrois un règlement des questions de l'Europe Centrale par un accord commun entre tous les pays danubiens, un accord à l'image de celui de Locarno. A cette proposition les Hongrois répondirent toujours négativement, ce qui ne pouvait qu'accroître le différend entre la Hongrie d'un côté et les pays de la Petite-Entente de l'autre.

Cette position hostile à tout rapprochement avec les autres pays danubiens montre bien que la Hongrie avait opté pour une politique qui ne pouvait que justifier la méfiance de la Yougoslavie comme celle, d'ailleurs, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie. Si la Yougoslavie avait à choisir entre l'amitié des Etats qui sont liés avec elle par le Pacte de la Petite-Entente et celle de la Hongrie, elle ne pouvait hésiter à se prononcer. Tous les gouvernements yougoslaves jusqu'en 1935 souhaitaient bien, en effet, une entente de tous les pays danubiens, la Hongrie comprise, mais aucun d'entre eux n'eut cette étrange idée d'envisager

un rapprochement avec le gouvernement hongrois par un acte bilatéral, au prix d'un affaiblissement de la Petite-Entente.

La Hongrie n'entendait pas renoncer à sa politique extérieure, émaillée de combinaisons dangereuses; elle ne voulait pas se tourner vers une politique de collaboration avec les autres pays de l'Europe Centrale. C'était en vain que les dirigeants hongrois manifestaient de temps à autre, des velléités de se rapprocher de la Yougoslavie, ce désir ne concordant pas avec le reste de leur politique. Le gouvernement de Belgrade ne se laissait pas égarer. N'éprouvant que fort peu d'attrait pour un règlement bilatéral, la Yougoslavie a préféré garder ses anciens amis tout en maintenant des relations cordiales avec la Hongrie et en multipliant ses efforts pour l'amener à une collaboration avec les Etats danubiens.

CHAPITRE II

La Politique extérieure yougoslave depuis 1935

Au cours des pages précédentes, nous avons pu voir que la politique extérieure yougoslave s'était toujours engagée selon une ligne unique et droite et qu'à ce titre elle méritait vraiment d'être qualifiée de politique traditionnelle. Il nous faut maintenant examiner la politique extérieure yougoslave de 1935 à nos jours.

Avant d'entrer dans le vif du sujet plusieurs explications s'imposent :

Empressons-nous de dire que, dans ce chapitre, il ne sera pas question de savoir laquelle des deux politiques — celle de 1919 à 1935 ou celle de 1935 à nos jours — est la meilleure et la plus logique, solution reportée à une autre partie de notre étude. Nous nous contenterons de montrer ici et de prouver qu'il y a changement dans la politique extérieure yougoslave, qu'elle s'exerce suivant une nouvelle orientation et, disons le mot que la politique extérieure traditionnelle yougoslave a subi une déviation.

Cette première explication donnée, abordons la deuxième. Si l'on admet qu'il existait une pré-orientation de la politique extérieure yougoslave, comment expliquer, à par-

tir de 1935, cette brusque volte-face? Voici. Fin 1934, surgit pour la Yougoslavie, un événement d'une portée considérable : l'assassinat à Marseille, le 9 octobre 1934, du Roi Alexandre I^{er} par des agents de différentes organisations terroristes internationales, alors que le Souverain se rendait à Paris pour y consacrer la politique traditionnelle yougoslave et affirmer, plus solennellement encore, la grande amitié franco-yougoslave.

Nous avons déjà dit, à plusieurs reprises, que le Roi était le vrai dirigeant de la politique extérieure yougoslave et que c'était lui qui l'avait inspirée dans le sens suivi depuis 1929. Nous avons dit aussi que dans sa politique extérieure, le Roi avait l'appui de toute la nation yougoslave, ce qui ne pouvait que se comprendre puisqu'il ne faisait que poursuivre la politique extérieure pratiquée jusqu'en 1929 par les gouvernements issus du régime parlementaire. Or, voici que sur le sol français, sous les balles d'un bandit international, par suite aussi d'inconcevables négligences des services de police français, tombe le véritable chef et l'animateur de la diplomatie yougoslave...

Le coup était dur, cruel, pour un Etat aussi jeune que la Yougoslavie. Après plusieurs mois de grande nervosité vint au pouvoir un gouvernement qui, à l'heure actuelle, préside encore à ses destinées. Une régence composée de trois personnes désignées par le Roi défunt devait acquitter les devoirs du jeune roi Pierre II pendant sa minorité, c'est-à-dire jusqu'en 1941. Le chef de ce gouvernement, en même temps ministre des Affaires Etrangères, homme d'affaires, fervent admirateur de l'Allemagne, ne paraît pas éprouver beaucoup de sympathie pour la politique traditionnelle de la Yougoslavie comportant attachement à la France et à la Petite-Entente. Ce nouveau gouvernement profita de la situation créée par la mort tragique du Roi sur le sol français pour orienter la politique extérieure yougoslave dans une autre direction.

C'est donc ce changement de gouvernement après la mort

tragique du Roi Alexandre qui provoqua cette brusque volte-face de la politique extérieure yougoslave.

A cette explication s'ajoutent deux autres raisons : la maladresse de la diplomatie française d'un côté et l'habileté de la propagande allemande de l'autre. Arrêtons-nous, un instant, à ces deux raisons qui nous feront comprendre la suite.

La France ne faisait absolument rien pour maintenir et affermir l'amitié franco-yougoslave. Les Français étaient tellement persuadés de l'attachement de la Yougoslavie envers eux qu'ils se permettaient la plus déconcertante négligence dans leurs rapports avec la Yougoslavie. Dans le domaine économique, lié de plus en plus étroitement au domaine politique, les relations avec la France étaient pour ainsi dire nulles. Ce n'est pas à dire que la France et la Yougoslavie, étant donné leur structure économique et leur situation géographique, n'avaient aucune possibilité de développer leurs rapports commerciaux. Non. Pure négligence, répétons-le. Pendant ce temps l'Allemagne décuplait ses efforts, voire même ses sacrifices, pour accroître avec la Yougoslavie ses relations économiques. Dans le domaine culturel, ce qu'accomplissait la France était bien loin d'être suffisant; là encore, elle était toujours distancée par l'Allemagne.

Bref, la politique de la France envers la Yougoslavie se révélait trop statique, trop immobile; l'amitié franco-yougoslave n'en ressentait pas par trop préjudice tant que le peuple contribuait au contrôle de la politique extérieure, mais du jour où il en fut autrement, dès le moment où cette politique dépendait des sympathies d'un seul homme, cette amitié pouvait être comprimée à tout instant.

C'est ici que nous enregistrons la plus lourde faute de la diplomatie française : la France avait pris l'habitude de lier l'amitié franco-yougoslave à la personnalité du ministre des Affaires Etrangères yougoslave et non à la fidélité de

toute la nation yougoslave. Plus grande faute encore : la France n'a pas cessé de laisser accroire aux Yougoslaves eux-mêmes que leur pays n'était pas encore mûr pour la liberté, pour la démocratie et qu'il fallait, une fois pour toutes, en finir avec le régime parlementaire yougoslave.

Cette politique française n'eut pas de funeste influence sur la politique extérieure yougoslave tant qu'exista le Roi Alexandre, parce qu'il suivait de près, en politique extérieure, la ligne tracée par les dirigeants de cette politique au temps du régime parlementaire. Après l'assassinat du Roi, le peuple yougoslave n'était plus en mesure d'agir et le sort de l'amitié franco-yougoslave s'en trouva gravement compromis. Les nouveaux dirigeants yougoslaves ont largement profité de cette impuissance du peuple, à laquelle la France a elle-même beaucoup contribué par ses recommandations à certains Yougoslaves de ne pas se mêler de la direction de leur Etat; leurs sympathies se situant ailleurs qu'en France, ils ont accentué la faute du gouvernement français et ont commencé à diriger leur politique extérieure dans un sens nouveau.

Les gouvernements de Berlin et de Rome n'ont pas tardé à s'apercevoir qu'un nouveau terrain d'entente s'offrait pour eux à Belgrade, entièrement propice à servir leurs desseins de politique internationale. Et redoublant d'efforts, ils n'ont pas manqué d'obtenir de sérieux résultats.

Ainsi s'explique la volte-face de la politique yougoslave. Nous allons en voir les graves répercussions dans toute la politique extérieure yougoslave, non seulement dans la politique franco-yougoslave, mais aussi dans la politique à l'égard de l'Entente Balkanique et surtout de la Petite-Entente.

Avant d'exposer des faits qui corroborent la déviation totale de la politique extérieure yougoslave une dernière explication, la plus importante peut-être, est à fournir.

La plus importante, certes, parce que, sans elle, le monde pourrait s'étonner qu'un peuple aussi loyal que le peuple yougoslave puisse changer radicalement sa politique extérieure dans une brusque volte-face, en une nuit, au point de manquer à sa fidélité envers ses amis éprouvés.

Si une déviation dans la politique extérieure yougoslave s'est produite, doit-on en déduire que le peuple yougoslave, cessant d'être reconnaissant, a abandonné ses amis? Il n'en est rien. Un peuple comme le peuple yougoslave est incapable de pratiquer une pareille politique. A aucun moment, le loyalisme du peuple yougoslave ne peut être mis en doute, à aucun moment parce qu'il n'est pas d'épreuve assez forte qui puisse le faire dévier. Malheureusement, comme nous le verrons par la suite, la déviation de la politique extérieure yougoslave est un fait auquel le vrai peuple yougoslave demeure tout à fait étranger.

Le gouvernement en Yougoslavie ou, davantage encore, son chef, en même temps ministre des Affaires Etrangères, est tout-puissant. Sans doute, il y a un Parlement, mais pour juger de son pouvoir en Yougoslavie, il suffit de laisser la parole à M. Markovitch, ancien ministre et vieux parlementaire :

En ce qui concerne spécialement un contrôle éventuel du Parlement, nous remarquons, tout d'abord, que le Parlement yougoslave ne représente en aucune façon la volonté du peuple. Tel est le sens du régime inauguré le 6 janvier 1929, après la suppression de la Constitution de 1921 jugée impraticable parce qu'elle garantissait le régime parlementaire et le respect de la volonté nationale exprimée par la voix des députés librement élus. Dans le régime actuel, le Parlement doit seulement *marquer* le rôle de la représentation nationale sans *représenter* le peuple et sa volonté réelle. Le Parlement actuel est, d'ailleurs, conscient du rôle de figurant qui lui est assigné et il s'acquitte de cette tâche assez habilement. Le Parlement est donc, en Yougoslavie, un simple instrument aux mains du gouvernement qui s'en sert pour masquer un régime qui persiste à demeurer personnel et en fait dictatorial. Dans ces conditions, il serait tout à fait

inexact de penser qu'un contrôle parlementaire quelconque s'exerce sur la politique extérieure du pays (1).

Complétons par quelques détails la physionomie du Parlement yougoslave. *Le vote en Yougoslavie est public* et il n'est nullement facile de donner sa voix publiquement contre le gouvernement en exercice, parce que ce dernier sait prendre toutes mesures appropriées contre les « courageux » citoyens. D'autre part, aux délibérations de la Skoupehtina au pouvoir depuis juin 1935, ne participent pas les représentants de l'Opposition Unie qui réussirent, lors des dernières élections, à rassembler plus de 40 % des voix, en dépit du vote public et du régime de terreur instauré par le gouvernement pour forcer le peuple à voter pour lui.

Les peuples démocratiques de l'Occident ne peuvent se faire une idée exacte de ce que signifie cela : rassembler 40 % des voix contre un gouvernement dictatorial ! Sans courir le risque d'être taxé d'exagération, nous pouvons dire que 40 % de voix de l'opposition en pareilles conditions représentent, en réalité, plus de 80 % des voix en conditions normales.

Qu'est-ce à dire ? Etablir que le Parlement yougoslave est incomplet et tronqué, sans pouvoir réel, n'est-ce pas dresser constat de son inexistence ? Donc, n'en parlons pas.

Quant à l'oppression du gouvernement, en dehors du Parlement, il est également pénible d'avoir à l'enregistrer. Un *Bureau Central de la Presse*, rattaché à la Présidence du Conseil, exerce une censure impitoyable et ne tolère aucun article qui ne se montrerait pas favorable au chef du gouvernement. Dès lors, les journaux sont devenus les simples exécuteurs des ordres gouvernementaux. Les journaux étrangers ne peuvent entrer en Yougoslavie que s'ils ne traduisent rien de déplaisant pour le gouvernement

(1) L. Markovitch : *Les variations de la politique de Belgrade*, article publié dans la revue *Politique*, janvier 1937, pp. 40-60.

yougoslave. Brochures, revues et livres demeurent rigoureusement contrôlés par la police.

Le peuple yougoslave n'a donc pas de moyen légal de contrôler et de critiquer la politique extérieure. Des exemples nombreux démontrent qu'il est loin d'être satisfait de cette nouvelle politique extérieure du gouvernement Stoyadinovitch, à défaut de sa possibilité à pouvoir exprimer son sentiment. En décembre 1936, l'opinion publique crut s'apercevoir que le nouveau gouvernement dirigeait sa politique extérieure autrement que ne l'avaient fait jusqu'à ce jour les gouvernements démocratiques ainsi que ceux qui s'étaient succédé de 1919 à 1935.

Ne voulant pas collaborer avec ce Parlement fantôme, et bien que fortifiés de l'énorme majorité du peuple yougoslave, les chefs du parti d'opposition se heurtaient à leur propre impuissance pour renverser le gouvernement ou lui imposer une autre politique extérieure.

C'est alors que, faisant écho à la voix populaire, ils rédigèrent un memorandum qu'ils présentèrent au Prince Régent Paul. S'adressant à ce dernier, ils s'exprimaient ainsi :

Personne dans le pays ne connaît la position véritable du Gouvernement, même dans les questions les plus vitales de la politique extérieure. Il nous semble — et les grands organes de l'opinion internationale en parlent ouvertement — qu'on abandonne les anciennes alliances, qu'on affaiblit les liens d'amitié éprouvés et que l'on s'engage dans des combinaisons tout à fait opposées.

Un peu plus tard, le 2 avril 1937, les mêmes chefs du parti d'opposition firent une nouvelle déclaration dans laquelle ils protestaient énergiquement, au nom du peuple yougoslave, contre la politique extérieure du Cabinet Stoyadinovitch, déclarée dans le document dangereuse pour le pays et s'écartant de la ligne traditionnelle.

Tout récemment, au mois d'août 1938, une nouvelle déclaration du parti d'opposition confirma le mécontentement

du peuple touchant la nouvelle politique extérieure et exigea le retour à l'ancienne politique traditionnelle.

Le peuple yougoslave ne joue donc aucun rôle dans la détermination de la politique extérieure et c'est de la seule politique du Cabinet Stoyadinovitch dont nous allons avoir à nous entretenir.

Rappelons une fois encore que nous n'entreprendrons ici aucune critique de la politique extérieure yougoslave et que, dans cette partie de notre étude, nous nous abstenons d'établir par comparaison la valeur de ces deux politiques. Nous ne voulons que fixer des faits d'où se dégage manifestement la nouvelle orientation de la politique extérieure yougoslave.

I

LE DETACHEMENT DE LA S. D. N.

Nous avons vu que jusqu'en 1935, la Yougoslavie se montra fermement dévouée à la S. D. N. et qu'elle contribua de tout son pouvoir à maintenir l'autorité de cette maison de paix. La sécurité collective, principe fondamental de la S. D. N., était alors recherchée par tous les gouvernements yougoslaves.

Mais, déjà, vers le milieu de cette même année 1935 le gouvernement yougoslave qui venait de prendre le pouvoir inaugurerait une nouvelle politique envers la S. D. N.. Les nouveaux dirigeants trouvaient un peu lente, voire inefficace la politique traditionnelle de la Yougoslavie basée sur les principes de l'institution de Genève.

De 1935 à nos jours, ils s'en éloignent de plus en plus. La Yougoslavie, naturellement, restait toujours membre de la S. D. N., mais il était plus qu'évident que « l'enfant chéri de Genève », ne s'intéressait plus beaucoup à sa stabilité et

que c'était le gouvernement yougoslave lui-même qui, ainsi, portait atteinte à cette très noble mais trop faible institution.

Ces atteintes bien que ne venant pas d'une grande puissance, présentaient tout de même une grande importance, du fait qu'elles émanaient d'un Etat qui jusqu'alors avait tout tenté pour le bien de cette S. D. N. et qu'elle avait tout intérêt à fortifier et non à affaiblir.

Les nouveaux dirigeants yougoslaves se prétendent réalistes et ils ne cachent guère leur méfiance à l'égard de l'efficacité de la S. D. N.

La sécurité collective? Cela ne leur dit rien qui vaille et nous allons voir sans tarder la Yougoslavie substituer, au système de sécurité collective, un tout autre système préconisé par l'Allemagne, celui des pactes bilatéraux.

Contrairement à sa tradition, en effet, la Yougoslavie s'est laissée entraîner dans cette même politique qu'elle combattait et elle a conclu avec l'Italie un pacte bilatéral par lequel elle se rangeait définitivement parmi les adversaires du système de sécurité collective de la S. D. N. Nouvel acte international en opposition éclatante avec sa politique extérieure d'avant 1935. Alors que dès l'origine tous ses actes s'inspiraient des principes du pacte de la S. D. N., l'accord Italo-Yougoslave ne fait même pas mention de la S. D. N., non plus que de ses principes.

Si nous prenons, en exemple, le traité d'amitié franco-yougoslave du 11 novembre 1927 et le comparons à l'accord italo-yougoslave de 1937, nous constaterons l'éloignement évident de la Yougoslavie de la S. D. N.

Ainsi, dans le préambule du traité franco-yougoslave nous trouvons l'exorde suivant :

Fortement attachés au principe du respect des engagements internationaux, *solennellement confirmés par le pacte de la S. D. N.*;

désireux, *dans le cadre de ce pacte*, d'assurer par avance leur communauté de vue dans le cas où il serait porté atteinte à l'ordre établi par le traité dont ils sont signataires, les H, P, C.,...

Après avoir respecté à travers les articles qui suivent, toutes les obligations du pacte de la S. D. N., les deux Hautes Parties contractantes, introduisent par surcroît, dans ce traité, un article 7 où il est dit :

Rien dans le présent traité ne pourra être interprété ou appliqué de manière à porter atteinte aux droits et obligations des Hautes Parties Contractantes, *en vertu du pacte de la S. D. N.*

Suit l'article 8 :

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la S. D. N., conformément à l'article 8 du pacte.

Rien de semblable dans l'accord italo-yougoslave du 25 mars 1937. Le pacte de la S. D. N., les principes qui en découlent? Rien ne les rappelle. Pour les deux H. P. C. cette institution reste lettre morte.

Il n'est même pas question de l'enregistrement de l'accord à la S. D. N.; pourtant, l'article 8 du Pacte subsistait toujours!

L'Italie, comme tous les autres pays révisionnistes, ne voulut pas connaître les obligations résultant du pacte de la S. D. N. De même la Yougoslavie, modifiant sa politique extérieure traditionnelle oublia, elle aussi, ces obligations et se rallia à la thèse italienne. L'accord italo-yougoslave marque de façon patente que les dirigeants yougoslaves se sont éloignés de la politique de fidélité envers la S. D. N., politique si chère à leurs prédécesseurs.

D'autres événements s'ajoutent à celui-là pour confirmer l'éloignement de la Yougoslavie de Genève et par là, la déviation de la politique extérieure de Belgrade.

En décembre 1937, lors de la visite à Belgrade de M. Delbos, ministre des Affaires Etrangères de France, des toasts furent échangés entre lui et M. Stoyadinovitch, chef du gouvernement et ministre des Affaires Etrangères yougoslave. Alors que M. Delbos, dans son toast, parlait de la sincère

amitié franco-yougoslave et insistait sur le fait que cette amitié était toujours étroitement liée au pacte de la S. D. N. et qu'elle lui était conforme, M. Stoyadinovitch se garda de prononcer même le mot de Société des Nations.

C'était la première fois, qu'un représentant de la Yougoslavie croyait devoir éviter, en semblables circonstances, d'adresser quelques paroles bienveillantes à l'égard de la Grande Institution pacifique de Genève à laquelle il se défendait même de faire allusion.

Tout le monde en fut étonné mais se persuada dans le même temps que le gouvernement yougoslave n'avait plus grande sympathie pour la S. D. N. et ses principes.

Autre fait encore dans le même ordre d'idée. En trois années et plus de son gouvernement, le ministre des Affaires Etrangères yougoslave, appelé, à plusieurs reprises, à représenter non seulement son pays, mais encore les deux autres membres de la Petite Entente, n'a jugé ni nécessaire, ni opportun de se rendre pas même une seule fois à Genève!

Jusqu'en 1935, les ministres des Affaires Etrangères yougoslaves assistaient presque régulièrement à toutes les sessions de la S. D. N., et ne se laissaient remplacer par leurs délégués que des plus rarement. A partir de 1935, c'est le contraire qui se produit. M. Stoyadinovitch refuse obstinément de s'y rendre et se contente de s'y faire représenter.

C'est un détail, mais il montre bien que les gouvernants yougoslaves ne suivent plus la même politique vis-à-vis de la S. D. N., de plus en plus négligée par eux.

La S. D. N. a subi de très graves atteintes de la part de plusieurs autres Etats, mais la Yougoslavie, pour sa part, a nettement contribué à son affaiblissement actuel.

II

L'ELOIGNEMENT DE LA FRANCE

Nous avons assez insisté sur la profonde amitié que la Yougoslavie nourrissait pour la France et les Français.

Nous avons dit et répété que tous les gouvernements yougoslaves, à quelque tendance politique qu'ils appartenissent, étaient fortement attachés à la France libre et démocratique.

Nul, à aucun moment, ne pouvait imaginer que pourrait exister à Belgrade un gouvernement pour lequel la sincère amitié franco-yougoslave ne serait plus la préoccupation première. Cependant, nous devons montrer ici que même à l'égard de la France, la Yougoslavie, ou mieux ses dirigeants, ont depuis 1935 dirigé leur politique dans un sens qui n'a pas toujours été conforme à cette traditionnelle amitié.

Tout au début, il pouvait paraître difficile de supposer que le nouveau gouvernement yougoslave ne rencontrait la même sympathie que ceux qui l'avaient précédé. La France, notamment, ne se doutait de rien, d'autant plus que, dès son arrivée au pouvoir, le nouveau ministre des Affaires Etrangères yougoslave, avait fourni les plus claires déclarations, suivant lesquelles la politique extérieure de la Yougoslavie, demeurerait inchangée.

Le peuple yougoslave lui, non plus, ne le supposait pas, car s'il n'avait aucune participation réelle au pouvoir depuis 1929, il avait cependant constaté qu'en politique extérieure, ses dictateurs suivaient heureusement l'orientation désirée par lui-même et toujours favorisée par ses véritables représentants.

Le peuple yougoslave a été induit en erreur par ses nouveaux gouvernants qui ont agi contre ses naturelles inclinations.

Une réaction du pays s'est bien produite mais avec re-

tardement, après coup, c'est-à-dire après que le nouveau Cabinet yougoslave eut engagé sa politique dans une voie nouvelle, vers un nouveau destin, au mépris de son initiale déclaration de fidélité à la politique extérieure traditionnelle de ses devanciers : simple manifestation officielle ne faisant que masquer ses intentions véritables !

Privée de liberté, l'opposition unanime du peuple yougoslave demeure sans effet.

De 1935 à nos jours, nous assistons à un refroidissement des relations, franco-yougoslaves jusqu'alors très amicales. La presse française y fit allusion ouvertement. En Yougoslavie, la presse, obligatoirement muette, n'indiquait pas ce changement mais, en public, le bruit courait que la Yougoslavie n'était plus parmi les meilleures amies de la France.

D'autre part, la presse gouvernementale laissait filtrer de temps à autre des articles qui n'étaient pas des plus flatteurs pour la France. On se rendait parfaitement compte que le gouvernement yougoslave tentait de rejeter la faute du renversement de sa politique extérieure sur la France elle-même.

Pour être objectif, nous devons avouer que, de leur côté, les divers gouvernements français, soit par négligence, soit par maladresse, ont eux-mêmes fourni au gouvernement yougoslave prétextes à justifier son changement d'attitude.

C'est un fait que l'attentat de Marseille qui n'a malheureusement été couronné de succès que par suite des graves manquements des services de police du gouvernement français, a facilité la campagne anti-française menée par l'Allemagne et l'Italie, campagne utilisée par le gouvernement yougoslave pour justifier devant l'opinion publique, son éloignement de la France.

Bien qu'il nous soit pénible d'insister sur ce point, il nous faut souligner que la personnalité à laquelle était plus spécialement dévolu le soin de veiller sur la sécurité du roi Alexandre pendant son séjour en France, et à qui incombait

l'organisation de toutes les cérémonies de la visite royale, a rempli son devoir de telle façon que le roi a été tué, à peine avait-il mis le pied sur le sol français. On a également reconnu plus tard que l'accueil préparé à Paris à ce roi allié et aimé, était encore très loin de répondre à un accueil éclatant.

Cependant, cette même personnalité française n'a pas tardé à être élevée, en France, à la Présidence du Conseil, et à occuper par la suite, dans plusieurs Cabinets, le même poste qu'elle tenait au moment de l'assassinat. La propagande anti-française et le nouveau gouvernement yougoslave saisirent l'occasion pour rapprocher la Yougoslavie, du fameux axe Rome-Berlin, pour lequel les nouveaux dirigeants de la Yougoslavie n'avaient déjà que trop de sympathies.

En mars 1935, l'Allemagne dénonça le traité de Locarno. Le représentant de la Petite-Entente au Conseil de la S. D. N. était alors M. Titulesco et il lui appartenait de se prononcer sur la position de la Petite-Entente en présence de cet événement. Avant de se rendre à Londres, où devait avoir lieu la réunion du Conseil de la S. D. N., il consulta les représentants de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie sur la question.

Les représentants de ces trois Etats se mirent d'accord et M. Titulesco donna à la presse un communiqué dans lequel il disait que dans la question de Locarno, la Petite-Entente se rangeait inconditionnellement au côté de la France.

Tout était pour le mieux lorsque subitement, le ministre des Affaires Etrangères yougoslave démentit ce communiqué, et qui plus est, assura le gouvernement de Berlin qu'en la circonstance, la Yougoslavie garderait la neutralité.

Quelques jours après, à la commission des Finances du Sénat yougoslave, il tenait de tels propos sur la France, que le grand quotidien londonien *Times*, en manifestait son étonnement. On pouvait lire, en effet, dans ce journal que

M. Stoyadinovitch aurait déclaré qu'après tout, l'Allemagne, rompant le traité de Locarno, n'avait pris que ce qui lui appartenait et que la Yougoslavie ne participerait en aucun cas aux sanctions éventuelles contre l'Allemagne.

Ces deux faits sont suffisants pour montrer l'éloignement de la ligne traditionnelle de la politique yougoslave vis-à-vis de la France.

Une aussi grande incorrection envers la France eût été absolument impossible à imaginer avant 1935.

Ce n'est pas tout.

Le gouvernement yougoslave lui-même prenait activement part à la propagande anti-française menée par l'Allemagne. C'est ainsi qu'un actuel ministre yougoslave, principal collaborateur du chef du gouvernement, a pu se permettre le luxe de critiquer et de blâmer les élections françaises de 1936, en manifestant des sentiments francophobes.

Au cours des années 1936 et 1937, il nous est donné de constater de fréquentes attitudes douteuses et quelque peu incorrectes à l'égard de la France, dans le même temps où les gouvernements de Berlin et de Belgrade s'inondaient de déclarations d'amitié.

Belgrade s'éloignait de plus en plus de Paris.

C'est à cette même époque que fut prise une initiative également déplorable.

Une visite de M. Yvon Delbos, ministre des Affaires Etrangères français, avait été prévue à Belgrade pour le 12 décembre 1937. Cependant que M. Yvon Delbos avait déjà entrepris sa tournée en Europe Centrale dont l'itinéraire passait par Varsovie et Bucarest avant d'atteindre la capitale yougoslave, M. Stoyanovitch décida brusquement, quelques jours à peine avant ce 12 décembre 1937, de se rendre immédiatement à Rome, en visite officielle, auprès de M. Mussolini. Cette démarche ne présentait cependant aucun caractère d'urgence; elle ne pouvait qu'être mal considérée par la France. M. Stoyadinovitch ne rentra à Belgrade que le

11 décembre pour y accueillir son collègue français le lendemain.

Avant de recevoir le représentant officiel de la France, à la veille de sa visite, le chef du gouvernement yougoslave avait donc cru nécessaire de conférer avec M. Mussolini, chef de l'Italie fasciste, qui, justement à cette époque, menait triste propagande contre la France.

Quoi de plus révélateur? Même en admettant que cette brusque démarche du Premier yougoslave n'ait eu aucun rapport avec la visite de M. Delbos à Belgrade, on ne peut que reconnaître que la date choisie pour la décider et l'exécuter était pour le moins malencontreuse et déplacée.

C'est tellement vrai que la presse italienne ne manqua pas de souligner qu'avant de converser avec Paris, Belgrade avait cru devoir consulter Rome.

Cette nouvelle incorrection n'échappa pas au peuple yougoslave. Pour montrer son attachement à la France et sauver en même temps sa réputation de correction et d'honnêteté, il fit spontanément au représentant de la France, à son arrivée, un de ces accueils chaleureux et enthousiastes dont seules, peut-être, sont capables les foules slaves. La France était plus que jamais acclamée, par le peuple, d'enthousiasme, par amour, bien que la police gouvernementale ait tout tenté pour éviter cette explosion de manifestation francophile.

Le représentant de la France était à peine rentré à Paris que M. Stoyadinovitch se rendait à Berlin en nouvelle visite de courtoisie diplomatique.

Encore un curieux choix de date qui ne manqua pas de provoquer un sentiment d'amertume en France et une joie maligne à Berlin et à Rome.

Nous croyons avoir démontré à l'aide d'exemples typiques, qu'on ne saurait plus conserver aucun doute sur la nature de la nouvelle politique extérieure du gouvernement yougoslave à l'égard de la France, Déviation, revirement

complet. Belgrade se trouve embarqué dans la politique de l'axe Rome-Berlin et cette politique qui paraît devoir persister est nettement contraire à celle pratiquée par Paris.

III

L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ENTENTE BALKANIQUE

Nous avons constaté, dans notre premier chapitre, que l'attachement de la Yougoslavie à l'Entente balkanique était fort et sincère.

Nous avons vu que le plus grand artisan de cette belle entente avait été le roi Alexandre de Yougoslavie lui-même. Il n'eut aucune peine à créer cette entente balkanique dans laquelle il voyait, avec raison, le salut des peuples balkaniques. Les quatre Etats membres de cette Entente n'eurent qu'à se réjouir le jour où elle fut réalisée. Après la signature du pacte, un optimisme vraiment justifié régna dans les Balkans.

L'Entente balkanique était une institution utile à la consolidation de la paix en Europe. La Yougoslavie devait se féliciter de sa création qui consacrait la défaite de ses ennemis en élevant un rempart susceptible de contenir leurs constants assauts contre sa sécurité.

A ce pacte manquait la signature bulgare et sa valeur s'en trouvait diminuée mais son créateur escomptait justement l'obtenir bientôt.

Tous les amis de la paix, tous les amis des peuples balkaniques voyaient pour eux dans cette Entente le Salut et la Paix.

La politique extérieure yougoslave était donc dirigée vers l'élargissement de l'Entente balkanique. Malheureusement, depuis la mort du roi Alexandre ou mieux, depuis le changement survenu dans la direction du gouvernement yougo-

slave en 1935, la politique extérieure de la Yougoslavie a également dans ce domaine subi une déviation. Ce serait à n'y pas croire et, pourtant, cela est.

Les nouveaux dirigeants yougoslaves ne tenaient pas beaucoup à l'Entente balkanique et, dès leur arrivée au pouvoir, ils commencèrent à la négliger. Un premier affaiblissement fut provoqué par une interprétation spéciale donnée au pacte par le gouvernement grec.

Déjà, lors de sa signature, la Grèce avait tenté de faire prévaloir l'interprétation qui lui était la plus favorable, mais l'opposition de la Yougoslavie, très justifiée, fit écarter une pareille prétention. Finalement la Grèce, ayant acquiescé, signa le pacte, se déclarant même satisfaite.

Au juste, que redoutait la Grèce?

Se plaçant dans l'hypothèse d'une attaque albanaise contre la Yougoslavie, elle craignait que l'Italie n'entrât dans le conflit aux côtés de l'Albanie.

Or, les signataires du pacte s'obligeaient à porter aide et assistance au pays membre attaqué, ce qui, dans l'hypothèse envisagée, entraînait l'obligation pour la Grèce de s'opposer par les armes à l'aide italienne apportée à l'Albanie.

La Grèce ne voulait pas entrer en conflit avec l'Italie et tentait d'interpréter le pacte balkanique de la façon suivante :

Si un Etat membre de l'Entente était attaqué par un autre pays balkanique, soutenu par un troisième Etat non balkanique, la Grèce ne serait pas considérée comme liée par l'obligation d'assistance au pays balkanique victime de l'agression.

De cette façon, au cas d'une attaque albanaise soutenue par l'Italie, la Yougoslavie ne pouvait attendre aucun secours de la part de la Grèce; or, les frontières de la Grèce s'interposant entre celles de la Yougoslavie et de la Turquie, la neutralité grecque découlant de cette interprétation

rendait illusoire, en l'espèce, l'obligation d'aide et assistance de la Turquie elle-même.

La Yougoslavie repoussa donc cette interprétation et la Grèce, loyalement, signa quand même le pacte balkanique, reconnaissant quel énorme avantage il représentait pour les quatre Etats-membres.

Ce qui avait été refusé à la Grèce en 1933 lui fut accordé en 1936 par le nouveau gouvernement yougoslave. A la surprise générale, au mois de mai 1936, le représentant yougoslave, M. Stoyadinovitch, céda sur tous les points, adoptant intégralement la thèse grecque.

Pourquoi a-t-il agi ainsi? Nous l'ignorons. Mais il n'est pas douteux que l'Entente balkanique s'en trouva affaiblie. Cette modification ne réduisait certes pas à néant l'Entente et il est certain qu'avec un peu de bonne volonté les Etats membres auraient pu continuer leur existence normale. Pareille disposition d'esprit n'existait malheureusement pas chez les dirigeants yougoslaves.

Nous avons vu que la politique traditionnelle de la Yougoslavie tendait à faciliter l'entrée de la Bulgarie dans l'Entente et à intensifier le rapprochement des Etats membres actuels.

Or, le 25 janvier 1937, subitement, la Yougoslavie et la Bulgarie signèrent un traité bilatéral de paix perpétuelle, tout à fait en dehors de l'Entente balkanique. Au lieu de faire entrer la Bulgarie dans l'Entente, la Yougoslavie paraissait presque ainsi s'en désolidariser.

Nous avons également vu plus haut qu'institué par le Pacte existait un système de collaboration étroite entre les Etats membres de l'Entente balkanique et que les intérêts politiques particuliers d'un Etat devaient être subordonnés à l'intérêt commun.

Chaque Etat-membre devait consulter préalablement les

autres membres avant de réaliser des engagements nouveaux avec un autre Etat balkanique. La Yougoslavie néanmoins avait signé un nouveau pacte en négligeant purement et simplement toutes les dispositions du Pacte. Il était tout à fait naturel qu'une pareille attitude suscitât un sentiment de méfiance chez les autres Etats-membres de l'Entente.

Vingt jours après la signature du pacte bilatéral bulgaro-yougoslave, avait lieu à Athènes la réunion du conseil de l'Entente balkanique. M. Stoyadinovitch se trouvait sous l'obligation de donner des explications à ses collègues de l'Entente. Mis au pied du mur, l'homme d'Etat yougoslave déclara que le pacte bulgaro-yougoslave n'impliquait aucune modification dans les relations entre les Etats-membres de l'Entente balkanique; il signa même une déclaration spéciale dans ce sens.

La face était sauvée, mais rien que la face, parce qu'en fait se trouvait altérée la qualité des rapports amicaux antérieurs entre Etats membres de l'Entente balkanique.

Pour donner plus de poids à notre affirmation, nous aurons une fois encore, ici, recours à M. Markovitch qui, dans un excellent article publié par *l'Esprit International*, s'exprime ainsi :

Aux termes de ce pacte balkanique, la Yougoslavie est obligée de défendre la Grèce, la Roumanie, et la Turquie, en cas d'une attaque non provoquée de la Bulgarie. Or, par le traité bulgaro-yougoslave, la Yougoslavie a pris l'engagement de ne recourir jamais en aucun cas, à une guerre contre la Bulgarie.

Les alliés balkaniques devaient voir dans une obligation aussi précise et aussi absolue de la Yougoslavie, un affaiblissement, sinon un abandon des obligations écrites dans le pacte balkanique. Monsieur le Président du Conseil yougoslave leur a donné l'assurance formelle que le traité avec la Bulgarie, n'infirme en rien les obligations yougoslaves fixées par le pacte balkanique.

Cette interprétation quasi authentique n'est pas cependant conforme au texte clair et précis du pacte de Belgrade. On n'y fait mention d'aucune exception. L'engagement pris par la You-

goslavie est générale et il n'admet, juridiquement parlant, aucune dérogation. Si donc, les appréhensions politiques ont été écartées à Athènes, le doute juridique continue de subsister malgré l'interprétation de M. Stoyadinovitch.

Pour interpréter un contrat d'une façon authentique, il faut que toutes les parties contractantes s'accordent sur le sens du traité qui les lie. On ignore l'opinion du gouvernement bulgare à ce sujet. Si le gouvernement bulgare déclarait — ce qu'il n'a pas fait jusqu'à présent — qu'il approuve l'interprétation de M. Stoyadinovitch, l'équivoque serait dissipée, mais alors on ne comprendrait pas l'intérêt de la Bulgarie à signer un contrat comportant pour elle des obligations absolues et pour la Yougoslavie des obligations limitées ou conditionnelles.

Il est donc de toute évidence que le pacte bulgaro-yougoslave conclu par le nouveau gouvernement de Belgrade a porté un coup décisif à l'Entente balkanique et qu'il est en contradiction formelle avec la politique extérieure traditionnelle du royaume, antérieure à l'année 1935.

IV

DES RAPPORTS AVEC LES AUTRES ETATS

Nous devons maintenant succinctement exposer les changements de la politique yougoslave survenus dans ses rapports avec l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie Soviétique, la Bulgarie et la Hongrie.

**

En premier lieu, la *Grande-Bretagne*.

Nous n'ignorons plus que jusqu'en 1935 les relations entre l'Angleterre et la Yougoslavie furent toujours correctes et cordiales et que si la Yougoslavie suivait de près la politique de l'axe Paris-Londres, elle suivait de préfé-

rence Paris chaque fois que se révélait un désaccord entre Paris et Londres.

La politique extérieure traditionnelle de la Yougoslavie avait donc pour caractéristique de toujours placer la France au premier rang de ses préoccupations. Les amis anglais ne manquaient pas d'être de temps à autre mécontents de cette attitude de la Yougoslavie, mais les dirigeants yougoslaves savaient toujours avec beaucoup de tact expliquer à l'Angleterre que les intérêts et les sentiments de la Yougoslavie étaient tels qu'il ne pouvait y avoir d'hésitation pour elle quand il s'agissait de choisir entre Paris et Londres. C'était un fait et cela devenait aussi la tradition.

Nous avons dit qu'un refroidissement des relations franco-yougoslaves avait eu lieu après 1935; il était donc tout naturel qu'il y eut aussi changement d'attitude dans le choix de la ligne de conduite à adopter quand il y avait désaccord entre Paris et Londres. Si, auparavant, Paris l'emportait toujours, c'est maintenant plutôt vers Londres que Belgrade dirige sa nouvelle politique. C'est une affirmation qui ne peut être confirmée par des actes concrets, étant donné qu'il n'y eut pas de graves désaccords entre les deux grandes puissances occidentales de 1935 à nos jours. On peut cependant tenir pour certain que les choses se seraient passées ainsi si besoin en avait été.

Le gouvernement yougoslave laissait entendre par moments que sa nouvelle politique lui était conseillée par l'Angleterre. Nous n'en croyons rien, mais le fait même que le gouvernement yougoslave abrite son action derrière la façade du gouvernement anglais et non sous l'égide du gouvernement français, paraît prouver que c'est bien Londres maintenant qui a la préférence de Belgrade.

Heureusement que l'entente entre la France et l'Angleterre est actuellement plus complète que jamais, sans quoi la déviation de la politique extérieure yougoslave se serait plus accusée encore. Ceci ne saurait signifier que l'attache-

ment de la Yougoslavie pour l'Angleterre se soit accru. Pas le moins du monde. Très affaibli également, il l'est cependant dans une proportion moindre que celui avec la France.

Le caractère le plus important de la politique extérieure traditionnelle de la Yougoslavie en ce qui concerne ses relations avec le Royaume Uni était son désir que les liens entre Paris et Londres soient aussi forts que possible. A partir de 1935 on n'est plus certain du maintien de cette préoccupation.

Tout se passe comme si les relations anglo-françaises étaient depuis 1935 indifférentes aux gouvernants yougoslaves. C'est un autre axe qui les intéresse aujourd'hui.



Passons maintenant, aux relations entre *l'Allemagne et la Yougoslavie*, depuis 1935.

Ici encore un grand changement s'est produit. Les relations yougo-allemandes, jusqu'en 1935 étaient correctes, sans plus. Les dirigeants yougoslaves respectaient l'Allemagne, ou mieux la force allemande, mais gardaient toujours une prudente réserve à l'égard des offres alléchantes de l'Allemagne.

Les relations économiques étaient assez poussées, mais, ici encore, la Yougoslavie redoutait de tomber dans une indépendance économique, qui eût pu entraîner une dépendance politique. En tout état de cause, la courtoisie diplomatique ne faisait jamais défaut.

La Yougoslavie était hostile à l'Anschluss germano-autrichien et les Allemands faisaient tout pour y parvenir.

Après la mort du roi Alexandre, après la formation du nouveau gouvernement, toujours au pouvoir, les relations yougo-allemandes commencèrent à changer de forme. Au fur et à mesure que la Yougoslavie s'éloignait de la France, l'amitié germano-yougoslave allait *crescendo*. L'Allemagne

développait une énorme propagande en Yougoslavie, une propagande simultanément anti-française et pro-allemande.

Le gouvernement de Belgrade était attiré par les promesses allemandes, auxquelles il répondait par l'octroi de faveurs et, directement ou indirectement, par des commandes à l'industrie allemande.

Le peuple yougoslave, quant à lui, marquait autant qu'il lui était possible, par les manifestations de son opinion publique, sa désapprobation d'une telle politique car il ne pouvait si vite oublier les immenses sacrifices que lui avait imposés la guerre de 1914 déclenchée par une Allemagne à nouveau devenue impérialiste.

La Yougoslavie officielle prétendait tirer de grands bénéfices de sa nouvelle politique. Est-ce possible? Il ne nous appartient ici que de constater un changement d'orientation.

En 1937, au mois de juin, le ministre des Affaires Etrangères du Reich, M. Von Neurath, était en visite officielle à Belgrade. M. Stoyadinovitch l'accueillit avec chaleur et les discours échangés à cette occasion entre les deux hommes d'Etat, ont dépassé de beaucoup la simple courtoisie diplomatique.

La presse allemande fut pleine de louanges pour le Premier yougoslave et ne manqua pas de souligner le rapprochement yougo-allemand en l'opposant au refroidissement des relations franco-yougoslaves.

Voici la transcription d'un article paru dans le *Kölnische Zeitung*, du 13 juin 1937, très caractéristique à cet égard :

La Yougoslavie trouve évidemment dans la politique de la France, bien des choses qu'elle est obligée de ne pas approuver, et surtout ceci, que le doctrinarisme de la politique internationale de la France, est non seulement peu profitable, mais même nuisible aux intérêts de la Yougoslavie. Celle-ci ne veut pas se soumettre plus longtemps à une politique des grandes puissances, car selon une formule qui fut employée par le Ministre des Affaires Etrangères du Reich, parlant à un

représentant du *Vreme*, journal semi-officiel de Belgrade, et à laquelle le docteur Stoyadinovitch lui-même donne son adhésion, pour bien des gens, cela signifie encore sacrifier les intérêts des autres à ses intérêts propres.

Les rapports avec la France et avec les deux autres Etats de la Petite-Entente, gênaient la Yougoslavie. Ils ne correspondent pas en tous points à ses nécessités politiques et économiques et ne pouvaient pas être « stables » parce qu'ils ne sont pas sans nous naturels... La Yougoslavie ne peut supporter plus longtemps un tel caractère « exclusif » de ses relations extérieures et se tourne vers l'endroit où elle rencontre de la compréhension pour ses intérêts et pour les buts qu'elle poursuit.

Les intérêts politiques et économiques bien compris de la Yougoslavie ne contredisent nulle part ceux de l'Allemagne, et la politique des deux pays — ainsi s'exprimait le *Vreme* ces jours-ci, veut servir la paix. Pour remplir cette tâche, l'Allemagne et la Yougoslavie, de même aussi que l'Allemagne et la Bulgarie, et l'Allemagne et la Hongrie, n'ont pas besoin d'une « alliance ». Il suffit à l'Allemagne que la Yougoslavie ne participe à aucune formation politique ou économique dirigée contre l'Allemagne. La Yougoslavie a fourni une preuve de cette volonté quand elle a repoussé les propositions faites par la France d'amener la Petite Entente à conclure un pacte régional d'assistance militaire, pacte destiné à prolonger le pacte franco-tchéco-soviétique et conçu comme ce dernier contre l'Allemagne.

La cordialité entre le gouvernement de Belgrade et celui de Berlin allait en s'accroissant. On n'a pas vu, il est vrai, se conclure un traité formel entre les deux pays, mais l'Allemagne n'en demande pas tant, parce que la politique de Belgrade lui donnait assez de garantie pour ne pas exiger de garantie formelle.

En effet, au mois de janvier 1938, M. Stoyadinovitch se rendit en Allemagne, en visite officielle. Cette visite seule, plus qu'aucun autre acte, montrait combien les relations entre l'Allemagne et la Yougoslavie étaient, en ce moment, devenues plus que cordiales.

Plutôt que de rechercher sa véritable signification, reproduisons un passage du toast de M. Stoyadinovitch, en l'honneur de M. Gœring, et du peuple allemand. Rien ne

peut mieux déterminer la ligne nouvelle de la politique yougoslave que ces paroles du Premier yougoslave :

... Votre Excellence, au cours de sa visite en Yougoslavie, a non seulement rencontré le respect et la considération du gouvernement royal, mais il a conquis le cœur de tout le peuple, car en votre personne ne cesse de se manifester la source inépuisable de la force allemande qui enthousiasme jusqu'à l'homme le plus simple de mon pays. Partout, en Yougoslavie, la figure de Hermann Goering est familière et jusque dans les coins rocheux les plus reculés, on n'ignore pas le nom du plus fidèle soldat d'Adolphe Hitler, le créateur de la Nouvelle Allemagne...

... C'est, sans doute, la première fois que je viens en Allemagne comme Président du Conseil de la Yougoslavie, mais, depuis ma jeunesse, je connais bien l'Allemagne et j'ai appris à l'estimer. Si, comme homme d'Etat, je crois à une collaboration toujours plus étroite avec le Reich allemand, je me sens justifié à le faire comme homme privé parce que je sais combien mon peuple a été associé au vôtre par le destin.

C'était des rasciens, ces gaillards qui montaient la garde devant le château de Frédéric le Grand. C'était des régiments serbes et croates qui portaient le drapeau de Charles de Lorraine, et c'était la garde allemande du puissant tsar Douchan qui partit la première à l'assaut dans une des plus brillantes victoires de la Serbie du moyen âge.

Plus glorieux encore furent nos liens spirituels dans le passé. Ce sont des Allemands qui furent les premiers à connaître et à faire connaître au monde nos souffrances et nos chants.

Mes sentiments d'admiration pour le peuple allemand ont été encore fortifiés depuis que je vis de près l'œuvre grandiose de reconstruction de l'Allemagne d'Adolphe Hitler.

C'est aussi mon vœu le plus ardent et ma volonté d'approfondir l'amitié entre l'Allemagne et la Yougoslavie. Nous tenons pour un honneur que vous teniez personnellement à cette amitié au nom du Furher (1).

Un discours aussi enthousiaste montre très bien que la Yougoslavie, conduite par M. Stoyadinovitch, cherche à se rapprocher de l'Allemagne, beaucoup plus que ne l'ont

(1) *Bulletin périodique de la presse allemande*, n° 474, p. 15.

voulu les gouvernements yougoslaves précédents, jusqu'à 1935.

**

Les relations entre la *Russie Soviétique et la Yougoslavie* depuis 1935 n'ont aucune chance d'être normalisées.

La Yougoslavie reste toujours l'Etat qui n'a pas reconnu l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, mais nous avons vu que jusqu'en 1935, les gouvernements yougoslaves avaient montré plusieurs fois leur sympathie pour la grande nation slave.

La Yougoslavie, jusqu'en 1935, n'avait rien fait qui pût être dirigé contre la Russie; elle était seulement anti-communiste et rien plus.

Par la *Convention de Définition de l'Aggression* entre la Yougoslavie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Turquie et l'U. R. S. S., conclue à Londres le 4 juillet 1933, la Yougoslavie a presque reconnu la Russie Soviétique, bien que ne l'ayant jamais spécifié expressément.

Le grand changement survenu dans la politique extérieure yougoslave depuis 1935, là où il était avoué par les nouveaux gouvernants, était souvent par eux justifié comme étant la conséquence nécessaire d'un certain réalisme politique bien compris dont ils ne sauraient se départir.

Mais c'est précisément à cause de ce prétendu réalisme politique qu'on eût pu s'attendre à ce que, dès son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement yougoslave décidât la reconnaissance du gouvernement russe, jusqu'alors repoussée en vertu de considérations sentimentales paraissant être peu réalistes.

Cependant, alors qu'on pouvait supposer qu'il s'y déciderait, le nouveau gouvernement s'y refusa. Tout au contraire, changeant ici encore de manière, il n'aboutit qu'à aggraver l'état des relations russo-yougoslaves.

Toute possibilité de reprendre des rapports diploma-

tiques normaux avec les Russes était brutalement écartée. Il aurait même été envisagé, dit-on, une adhésion de la Yougoslavie au pacte anti-Komitern existant entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. C'était une question d'une vive actualité en 1937; tout de même, la Yougoslavie s'est abstenue d'adhérer à ce fameux pacte qui lie les trois plus grandes dictatures du monde.

Mais si le gouvernement yougoslave n'y a pas adhéré, il n'a point caché sa sympathie en sa faveur. Ainsi l'organe gouvernemental yougoslave *Samouprava* du 8 novembre 1937, peut-il déclarer, à la suite de la conclusion de ce pacte, que l'Internationale de Moscou vient de recevoir un coup extrêmement dur et il ajoute : « Maintenant s'oppose à la ruée communiste à droite et à gauche de Moscou, un mur défensif, un mur qui protège la civilisation actuelle de la destruction. Si ce mur n'existait pas, qui sait ce qu'il adviendrait du monde? »

Plus tard, tout récemment, lors de la terrible crise tchécoslovaque, toute la presse gouvernementale yougoslave ne ménagea pas ses attaques contre Moscou, en l'accusant d'être le seul fauteur de guerre.

Nous devons donc reconnaître un changement dans la politique yougoslave à l'endroit de la Russie à partir de 1935. Après comme avant, il est vrai, la Yougoslavie reste sans relations diplomatiques avec la Russie, mais avant 1935 on n'aurait jamais pu supposer qu'un jour viendrait où le gouvernement de Belgrade aurait le front de se réjouir de l'existence d'une coalition comprenant le Japon contre la Grande Russie Slave.

Abordons maintenant la politique yougoslave vis-à-vis de la *Bulgarie*.

Avant 1935, les relations bulgaro-yougoslaves s'amé-

lioraient de jour en jour, mais, tout en gardant la meilleure volonté d'entente, la Yougoslavie se refusait à conclure un traité bilatéral avec sa voisine balkanique. Elle faisait, au contraire, d'énormes efforts pour attirer les Bulgares dans l'Entente balkanique.

Faire de grandes concessions à la Bulgarie pour obtenir son adhésion à l'Entente balkanique, persuader la Bulgarie qu'une entente entre les peuples balkaniques est la seule solution possible pour sauvegarder l'indépendance des peuples balkaniques, c'était la préoccupation première du gouvernement de Belgrade à la veille de 1935.

En parlant du changement survenu dans la politique extérieure yougoslave, à l'égard de l'Entente balkanique, nous avons touché la question des nouvelles relations bulgaro-yougoslaves. Pour cette raison, et ne pas nous répéter, nous nous contenterons de les résumer brièvement.

Les nouveaux dirigeants yougoslaves ne pensaient pas comme leurs prédécesseurs; ils se souciaient peu d'amener la Bulgarie dans l'Entente balkanique. Séduits par la thèse allemande des traités bilatéraux et en conséquence de cette nouvelle conception, ils procédèrent à la conclusion du pacte d'amitié bulgaro-yougoslave du 25 janvier 1937.

C'est un pacte complètement situé hors l'Entente balkanique, un pacte qui lui a porté un coup mortel.

En revenant sur ce pacte dans la dernière partie de notre ouvrage, nous tenterons de dégager quelle politique, entre ces deux Etats, eût été préférable. Pour le moment, la simple constatation du changement d'orientation nous suffit.



En ce qui concerne les rapports *magyaro-yougoslaves*, nous sommes amenés à reconnaître qu'il n'y a pas eu de changement appréciable depuis 1935. Quelle peut en être la raison? Tout uniment, du fait que la Hongrie, comme

nous l'avons relaté, ne s'est jamais déclarée hostile à un rapprochement avec la Yougoslavie.

La Yougoslavie était dans les mêmes dispositions à son égard. Seulement, avec juste raison, elle ne voulait pas accepter un rapprochement par traité bilatéral. Ce qu'elle préconisait, c'était amener la Hongrie à une collaboration collective avec tous les pays danubiens.

La Hongrie refusait cette collaboration; les relations entre elle et la Yougoslavie n'avaient donc pas chance de s'améliorer.

Pourtant, depuis 1935, on a parlé beaucoup de rapprochement entre les deux pays, d'un rapprochement n'ayant rien de commun avec une collaboration collective entre tous les pays danubiens. Il est vrai qu'il n'existait pas de traité et de pacte semblable au traité bulgaro-yougoslave mais, depuis cette époque, l'attitude de la Yougoslavie a laissé entrevoir qu'elle ne tenait plus à la collaboration de l'ensemble des pays danubiens, et qu'elle n'était pas très loin de se préparer à conclure un traité séparé avec la Hongrie.

Donc, encore un changement dans le même sens que le précédent; il nous sera donné ultérieurement de nous étendre sur un changement aussi radical dans la politique extérieure de la Yougoslavie.



Nous n'avons pas encore examiné l'orientation nouvelle de la politique extérieure yougoslave vis-à-vis de l'Italie et de la Petite Entente. Cependant, c'est bien à leur endroit que s'est produit le plus grand revirement susceptible de profondément modifier la situation européenne. Nous constaterons ces changements en exposant en quoi ils consistent, afin de pouvoir ensuite apprécier les deux politiques opposées qui furent suivies.

Voici donc abordé le point central de cette étude. Nous traiterons d'abord de la Petite Entente puis des relations italo-yougoslaves.

DEUXIEME PARTIE

La Petite Entente

CHAPITRE PREMIER

Historique de la Petite Entente

Le « vulgum pecus » s' imagine trop souvent que les trois Etats-membres de la Petite-Entente, sont des Etats de formation absolument nouvelle. Nombreux sont ceux qui pensent que l'existence de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, ne date que de 1919.

Souvent, aussi, on s' imagine que ces Etats sont artificiellement constitués par des nations, des régions détachées de l'ancienne Autriche-Hongrie.

Cependant leur création, en vérité, n'était que le retour à l'état de choses ancien, la résurrection de leur existence nationale datant de plusieurs siècles.

D'autre part, on n' ignore pas que l'Autriche-Hongrie était un Etat composite formé d'un assemblage de peuples les plus divers et que l'unité de cet Etat n'était qu'apparente.

« Il était un assemblage inorganique de nationalités en antagonisme profond, dont la plupart étaient méconnues et opprimées dans leur conscience nationale. Edifice artificiel, créé par la force des armes, les combinaisons dynastiques, les mariages, les successions princières et conservé au cours des derniers siècles par le fait de circonstances historiques qui aidaient la force à les maintenir. » (1)

(1) J. Aulneau : *Histoire de l'Europe Centrale*, p. 337.

Ceux qui croient que les trois Etats de la Petite Entente sont constitués par annexion de régions détachées de l'ancienne Autriche-Hongrie, devaient avoir pitié de cette dernière.

Ils devaient être stupéfiés à la pensée que cet empire de 576.000 km.² était réduit à 84.000 km.² et que de 50 millions d'âmes, il passait à 7 millions.

Mais, si l'on considère qu'en réalité l'Autriche-Hongrie n'était pas une nation, « mais une mosaïque de peuples » (1), on se rend compte tout de suite que cette tragédie était, non seulement inévitable, mais encore fatale et naturelle.

L'histoire le prouve. C'est seulement par la connaissance de l'histoire de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, et de la Yougoslavie, qu'on pourra comprendre la Petite Entente.

C'est donc l'histoire qui va nous aider à apporter un jugement équitable et impartial.

De plus, l'histoire nous rendra un autre service, celui de révéler la raison d'être du succès immense de la Petite Entente. Ensuite et surtout, elle nous montrera que la Petite Entente était bâtie sur un terrain solide, et qu'elle était un organisme international qui a duré en dépit des intrigues et des mésententes passagères.

C'est la raison pour laquelle nous consacrons plusieurs pages à l'histoire des trois nations faisant partie de la Petite Entente, avant même de parler de cette Entente.

I

TCHEQUES ET SLOVAQUES

Depuis Palacky et surtout avec Ernest Denis, la conception que l'histoire de la Tchécoslovaquie n'était qu'un ac-

(1) Ch. Benoist : *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1997, p. 774.

cessoire de la monarchie des Habsbourg, n'est plus justifiable.

Cette fausse conception apparaît surtout telle depuis le moment où, après la disparition de l'Autriche-Hongrie les pays tchéco-slovaques se sont constitués en république fondée sur le principe de la souveraineté populaire.

L'histoire tchécoslovaque est une histoire nationale et n'est pas « simplement l'accessoire d'une autre histoire, d'une histoire étrangère; de même c'est de cette manière nouvelle qu'il faut que l'étranger s'habitue désormais à l'envisager » (1).

Le territoire de l'actuelle Tchécoslovaquie était considéré, même et surtout aujourd'hui, comme un territoire impossible à être peuplé par une seule nation. Il avait été habité par les ancêtres de la nation tchécoslovaque, au moins en partie, dès le II^e siècle, et presque tout entier au VI^e siècle.

Il est vrai que longtemps ces Slaves furent soumis aux Avars. Cette soumission n'était pas facile à supporter, étant donné que les Avars ne ménageaient pas le peuple soumis. Toutes sortes de tributs et de services étaient exigés des Slaves et leur vie devenait de plus en plus dure.

Mais déjà, dans le premier quart du VII^e siècle, les Slaves réussirent à se libérer; en 623, ils étaient déjà unis dans un grand empire slave à la tête duquel se trouvait Samo.

Malheureusement, cet empire fut de courte durée; il ne subsista que jusqu'à la mort de Samo, c'est-à-dire jusqu'en 658.

La mort de Samo signifiait aussi la fin de la liberté slave car, peu après, ils se trouvèrent de nouveau soumis et cette fois-ci à Charlemagne.

En réalité, il faut attendre le IX^e siècle, si on veut vraiment assister à l'apparition des Slaves dans l'actuelle Tchécoslovaquie, sur la scène de l'histoire.

(1) L. Eisenmann : *La Tchécoslovaquie*, p. 12.

Si on divise l'histoire de la Tchécoslovaquie en plusieurs périodes, la première devrait commencer au ix^e siècle seulement. C'est au cours de ce siècle que les Slaves se firent baptiser.

C'est dans la première moitié de ce siècle que commence la véritable histoire de la jeune république.

Dans cette première période, la Moravie formait le centre de gravité de l'histoire de ces tribus slaves.

Dès la première moitié du ix^e siècle, on y vit apparaître un état unifié qui devient un empire de plus en plus grand et puissant; trois princes s'y succédèrent : Mojmir (830-840), Rostislav (846-870), Svatopluk (871-884).

Rostislav fit venir de Byzance les apôtres slaves Cyrille et Méthode, et grâce à eux les Slaves furent, dès lors, définitivement acquis à la foi chrétienne.

Ces deux prêtres grecs n'arrivèrent en Moravie qu'en 863 mais, déjà, une trentaine d'années avant, les Slaves commençaient à se faire baptiser. Toutefois, l'arrivée de Cyrille et Méthode contribua beaucoup à augmenter le nombre des baptêmes car ces deux prêtres connaissaient un des dialectes slaves qui permit au peuple de recevoir l'enseignement du Christ dans un idiome qui lui fut compréhensible.

Nous parlons de ce baptême parce que l'unité de l'empire Grand Morave doit beaucoup au fait que depuis 863, pendant un certain temps, les clercs francs de rite latin n'avaient aucune influence sur le peuple et qu'au contraire une organisation ecclésiastique unifiée et slave posa les bases de l'unification totale de tout le pays de l'actuelle Tchécoslovaquie.

Un peu plus tard, sous le troisième prince de Moravie, Svatopluk, l'Empire morave atteignit son apogée et devint l'empire de Grande Moravie.

Le territoire de cet empire était assez considérable; il comprenait, outre la Moravie et la Slovaquie, encore une

partie de l'Autriche, la Bohême, et encore plus au Nord, tout le territoire jusqu'à l'Oder, et le Saal.

Malheureusement, la vie de cet empire ne fut pas de longue durée. Tout d'abord, l'organisation ecclésiastique devait disparaître avec l'archevêché morave.

Après la mort de Méthode (885), la liturgie slave fut abandonnée; neuf ans plus tard survint la mort de Svlatopluk.

Les conséquences en étaient fatales et bientôt, à peine au commencement du x^e siècle, la Bohême était détachée de cet empire; les troubles qui suivirent les uns après les autres l'affaiblirent terriblement, et il succomba à l'envahissement des Magyars.

C'était la fin de la Grande Moravie, et ce choc a d'autant plus coûté au peuple tchéco-slovaque qu'il dut attendre une nouvelle série de dix siècles pour parvenir à une unification nationale totale.

Nous voyons comment cette première période de l'histoire tchéco-slovaque bien que n'ayant duré que relativement peu de temps fut pleine d'événements qui doivent retenir l'attention de tout historien, et qui prouvent que déjà au ix^e siècle les peuples slaves de l'actuelle Tchécoslovaquie possédaient un Etat.

C'est donc une tradition remontant jusqu'au ix^e siècle qui peut être invoquée par la Tchécoslovaquie pour réclamer aujourd'hui la justification de son état actuel.

Passant, maintenant, aux périodes suivantes de l'histoire tchécoslovaque, nous rencontrons encore nombre d'exemples qui pourraient servir de justification au vaillant peuple tchécoslovaque.

Le début de la seconde période coïncide avec le déplacement du centre de gravité de la vie de ces tribus slaves, de Moravie en Bohême ou mieux, à Prague.

Fort longtemps, les Tchèques furent séparés des Slovaques. L'empire Grand Morave disparu, c'est donc l'his-

toire mouvementée et pleine de gloire de l'Etat Tchéque qui commence.

Au début du x^e siècle, l'Etat tchéque grandit, s'affermir et progresse dans la voie de la civilisation.

Le jeune prince Vinceslas (tué en 929) était un vrai saint national tchéque et représentait à l'époque un modèle de souverain chrétien. Sous les successeurs de saint Vinceslas, Boleslav I^{er} et Boleslav II, l'Etat tchéque s'est nettement agrandi et se civilisa d'une façon notable.

Plus tard, aux xi^e et xii^e siècles, la puissance de l'Etat tchéque s'affaiblit un peu et il tomba sous la dépendance de l'empire germanique.

Toutefois, il importe de constater que cet état de vassalité resta sans répercussions sur l'organisation intérieure de l'Etat tchéque. Donc, même pendant ces deux siècles, l'Etat tchéque eut une existence qui lui fut propre et ne cessa de réaliser de sérieux progrès dans la voie de la civilisation.

Inlassablement, luttant contre la poussée germane, les Tchèques réussirent à la repousser, de sorte que dès le milieu du xiii^e siècle, et pendant plusieurs siècles suivants, l'Etat tchéque connut une période pleine de gloire.

Ainsi, sous le roi Premils Otakar II (1253-1278), l'Etat tchéque était fort et puissant et s'étendait jusqu'à la mer Adriatique.

Sous la dynastie des Premislides, il devint de plus en plus grand et fort. Plus tard, à partir de 1310, il passa sous la dynastie de Luxembourg, qui venait d'être élue au trône de Bohême.

Le règne de la dynastie de Luxembourg est marqué par un développement marqué de l'organisation interne de l'Etat.

L'esprit français s'introduisit, grâce à la maison royale de Luxembourg. L'Etat tchéque était en pleine floraison.

C'est surtout sous le règne du second roi de la dynastie

de Luxembourg. Charles IV (1346-1378) que l'Etat tchèque se réalisa pleinement.

Voici ce que nous dit à ce sujet M. K. Krofta, dans son livre : *Histoire de la Tchécoslovaquie*.

C'est avec un véritable amour que Charles IV s'attacha au développement intérieur de son Etat. Il mit l'ordre dans le pays, perfectionna le système judiciaire, encouragea l'agriculture et le commerce, réforma le système monétaire tchèque. Il fit, pour le développement intellectuel du pays, du royaume et surtout de la nation tchèque une œuvre impérissable en fondant l'université de Prague, en 1348. Cette université qui fut la première, et pendant un certain temps, la seule en Europe Centrale, attira à Prague, une foule d'étrangers et fit de la capitale de l'Etat tchèque qui, comme résidence de l'empereur romain-germanique se trouvait être alors le centre du Saint Empire un important foyer de culture en Europe. Les constructions nombreuses, grandioses et de haute valeur que la Bohême doit à Charles IV (églises, châteaux, ponts de pierre de Prague) contribuèrent au développement des beaux-arts en pays tchèque. L'architecture et la sculpture atteignirent alors en Bohême le niveau de l'Europe Occidentale. La culture tchèque s'émancipe enfin des modèles étrangers prouvant une remarquable originalité, de sorte qu'on est en droit de parler d'une école tchèque de peinture à cette époque. La littérature ne prit pas un moindre développement (1).

L'Etat tchèque donnait donc vraiment déjà l'exemple d'un Etat avancé et de cette époque brillante, il passait à une autre au moins aussi brillante.

L'esprit national pleinement révélé s'est réformé pour s'acheminer bientôt vers cette période célèbre qu'est le mouvement hussite du xv^e siècle qui place le peuple tchèque au premier rang de l'histoire de l'Europe.

Après la condamnation à mort de Jean Huss par le Concile de Constance, la nation tchèque, libérée du régime féodal entend vivre désormais sa vie nationale; du coup le pays se soustrait à l'infiltration allemande. Tous les efforts pour briser la Bohême

(1) K. Krofta : *L'Histoire de la Tchécoslovaquie*, p. 37.

hussite échouent lamentablement contre la vaillance tchèque. La victoire reste finalement aux armées tchèques, mais ce grand effort a épuisé la nation. Activés sans cesse par des querelles religieuses, forcés de choisir, sauf le roi national Georges de Podiebrad, leur souverain dans les dynasties étrangères, les Tchèques élèvent en 1526 à la dignité de roi de Bohême, Ferdinand I^{er} de Habsbourg. Ce roi et ses successeurs jurent de respecter l'indépendance et la liberté du royaume, mais en réalité, ils la restreignent sans cesse, et germanisent le pays (1).

Le nationalisme tchèque restait toujours fort, et les Tchèques se défendaient vigoureusement, mais après des luttes ardentes, l'Etat tchèque devait capituler après la défaite de la Montagne Blanche en 1620.

Cette malheureuse bataille marque aussi la fin de cette période glorieuse, entre le commencement du x^e siècle et le commencement du xvii^e.

Avec 1620, commence la troisième période de l'histoire tchécoslovaque, se terminant en 1918. Cette période aussi, est remplie de luttes ardentes contre le germanisme. Seulement ces luttes changent de caractère.

En effet, les Tchèques n'ont plus la possibilité de continuer le combat par les armes; ils poursuivent cette lutte historique par les seuls moyens qui restent, en leur pouvoir, par leur langue slave, par leur culture nationale.

Pendant trois siècles, les peuples slaves de l'actuelle Tchécoslovaquie devaient subir les pires souffrances, véritablement des souffrances incroyables.

Les Slovaques qui étaient presque constamment depuis le x^e siècle sous le joug des Hongrois faisaient d'énormes efforts parallèles à ceux de leurs frères tchèques pour secouer la tutelle étrangère. La Révolution française avait eu sa répercussion bienfaisante chez les Tchèques et les Slovaques.

La révolution de 1848, à son tour, accentue encore le

(1) J. Aulneau, *op. cit.*, p. 341.

nationalisme slave. Mais la réaction germane devenait des plus dures et des plus fortes. On peut dire, sans exagérer, que pour les Slaves il n'existait aucune liberté; ils étaient des peuples soumis et rien d'autre.

Cependant, en dépit de cette terrible oppression, les Tchèques et les Slovaques réussirent à préserver leur individualité nationale en conservant leur langue et leur culture.

« Dans cette lutte âpre engagée par les Tchèques avec » leurs moyens, leur patriotisme fit des merveilles, il n'y » avait pas un paysan, pas un ouvrier en Bohême qui ne » se considère comme un champion de nationalité. »

Les autres nationalités opprimées par les Allemands et les Hongrois se joignirent à cette lutte des Tchèques et des Slovaques. Plusieurs conférences communes eurent lieu au cours du XIX^e siècle en vue de préparer la lutte contre l'oppression étrangère.

C'est dans une telle atmosphère dans ces régions que survint la Grande Guerre de 1914-1918. Un nombre immense de Tchèques et de Slovaques qui devaient combattre les Puissances Alliées et Associées, dans les rangs de leurs oppresseurs, s'insurgèrent et se réfugièrent chez les Alliés.

De nobles fils de la nation tchécoslovaque, comme MM. Masarik, Bénès, Stefanik et bien d'autres, travaillaient alors inlassablement à gagner à la cause tchécoslovaque l'Europe et l'Amérique.

En décembre 1917, l'armée tchécoslovaque était constituée et se mettait à l'entière disposition des Alliés.

L'opinion européenne commença à se préoccuper des Tchécoslovaques et à leur être favorable. Déjà, le 6 janvier 1918, les députés tchèques réclamaient à l'unanimité la création d'un Etat tchécoslovaque libre et indépendant.

Plus tard, le 30 octobre 1918, est proclamée la nouvelle République tchécoslovaque démocratique et indépendante.

Ainsi triomphaient enfin les revendications séculaires des Tchèques et des Slovaques. L'héroïque et séculaire com-

bat pour la liberté de ces Slaves vaillants, étroitement apparentés, était récompensée; la nouvelle république tchécoslovaque commençait une nouvelle existence digne des fils des célèbres ancêtres.

II

LA ROUMANIE

Pour bien comprendre l'organisation et le développement de la Petite Entente, nous avons dit qu'il importait de connaître l'histoire des trois Etats qui la constituent.

Nous venons de voir l'histoire des Tchèques et des Slovaques. Passons maintenant aux Roumains.

Avant tout, nous devons faire remarquer que nous ne pouvons songer à évoquer ici depuis ses origines le développement historique de la Roumanie.

Rappelons simplement que la Roumanie existait comme Etat indépendant très longtemps avant la guerre de 1914. C'est seulement son unité nationale que la Roumanie a réalisé après la guerre. Elle a intégré les pays peuplés de majorités roumaines qui, depuis le x^e siècle, étaient soumis aux Etats étrangers.

C'était le cas de la Transylvanie.

C'est précisément l'histoire particulière des Roumains de Transylvanie que nous trouvons la plus intéressante pour cette étude car c'est par les intérêts de ces Roumains de Transylvanie que ceux généraux du royaume se rapprochent le plus des intérêts des deux autres membres de la Petite Entente.

Il n'est pas difficile aujourd'hui de démontrer l'origine roumaine des habitants de la Transylvanie.

Personne ne prétend aujourd'hui parmi les gens sensés, même parmi ceux auxquels les connaissances d'ethnographie et

d'histoire ne sont pas très familières, que le peuple roumain tel qu'il se présente actuellement est la continuation sans aucun mélange, sans aucune tare, pourrions-nous dire, des Roumains dans le sens purement latin de ce terme. On est arrivé à prouver que les premiers éléments romains qui aient pénétré dans la Dacie, dont la Transylvanie était le centre, la citadelle dominante, ont été les paysans italiens contraints à abandonner la péninsule à cause du surplus de population et du travail accompli exclusivement par les esclaves, ainsi que par suite de l'extension du régime des villas de luxe et de l'approvisionnement de l'Italie par les denrées venues des provinces voisines.

Etant plus nombreux que les Illiriens et les Traces voisins, ayant les mêmes occupations que ces habitants plus anciens de la péninsule balkane, ils arrivèrent à la dénationaliser par un procédé de transformation ethnique dont les sources contemporaines consacrées à la transmission des événements politiques ne pouvaient et ne devaient pas parler (1).

Ainsi dès les premières années du x^e siècle, nous voyons s'établir sous l'empereur Trajan, dans l'actuelle Transylvanie, des colonnes et des légions romaines.

Cet empire, il est vrai, fut de courte durée, parce que déjà avant la fin du III^e siècle, l'actuelle Transylvanie était abandonnée aux invasions barbares.

Mais, même ces invasions ne réussirent pas à chasser la population romaine de Transylvanie qui, groupée dans plusieurs duchés, résistait courageusement à ces invasions séculaires.

Ce seront davantage les périodes suivantes de cette histoire qui peuvent nous intéresser. Ainsi, déjà en 1004, le fameux roi de Hongrie, Etienne I^{er}, réussit à intégrer complètement la Transylvanie à son royaume.

Pendant de longs siècles, ces Roumains restaient sous la domination hongroise, et la Transylvanie n'était qu'une simple province hongroise.

Les cinq premiers siècles passèrent sans amener aucun

(1) N. Yorga : *Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie*, tome I, p. 8.

changement dans la vie pénible de cette nation opprimée. Pourtant, les aspirations nationales étaient si fortes que pas un moment des revendications ne cessaient d'être présentées et, en dépit des magyarisations croissantes, les Roumains de Transylvanie, restaient des Roumains et rien d'autre.

En 1526, survint un changement qui est loin d'être une libération totale, mais seulement une transformation de la subordination totale en une ébauche de médiocre indépendance.

Nous disons médiocre, parce que depuis 1526 (bataille des Mohacs), l'indépendance transylvaine était menacée tantôt par les Turcs, tantôt par les Hongrois. Et cette indépendance même était très limitée par différents droits que possédaient les Turcs dans la direction des affaires.

Toutefois, on doit reconnaître que cette période de 1526 à 1699, fut moins pénible pour les Roumains de Transylvanie que celle de 1699 à 1918; en effet, au cours de la première période, entre 1599 et 1601, ils avaient réussi à atteindre leur but, c'est-à-dire à réaliser une unité nationale avec les autres Roumains de Valachie et de Moldavie.

Mais, « à la paix de Carlovatz, les Turcs perdirent leurs » droits sur la Transylvanie (1699) et depuis, celle-ci resta » aux mains de la Maison d'Autriche à trois titres :

» 1° Cession des droits de la Porte par le traité de Carlovatz;

» 2° Abdication du dernier prince transylvanien Abaffi;

» 3° Volonté des Etats, exprimée solennellement dans » la discipline d'inauguration de Léopold et de chacun de » ses successeurs comme princes de Transylvanie. » (1).

Si, en droit, ces Roumains faisaient partie de l'empire romain-germanique, en fait, ils restaient sous la domination des Hongrois qui les opprimaient lamentablement.

Les Roumains n'étaient que de simples serfs hongrois,

(1) F. Codresco : *La Petite Entente*, tome I, p. 50,

sans aucun droit, sans aucune liberté. Les pauvres Roumains peinaient beaucoup pour conserver leur nationalité et leurs coutumes nationales, ce qui n'était nullement facile.

Les paroles sont vraiment trop faibles pour exprimer les vraies douleurs de ces Roumains terrorisés incessamment par tous les Hongrois. Avec leurs pauvres moyens, ils luttèrent courageusement. En 1784, ils prirent même les armes, ils s'insurgèrent avec acharnement. Mais l'insurrection fut vite étouffée et une vie encore plus douloureuse continua pour les Transylvaniens.

Plus tard, en 1848, lors de la révolution hongroise contre l'empereur en vue d'obtenir le détachement de l'Autriche, les Roumains au lieu de porter aide aux Hongrois comme ces derniers l'espéraient, prirent part à la lutte du côté autrichien et combattirent âprement contre les Hongrois.

Ils le firent d'autant mieux que l'empereur leur avait promis l'autonomie en cas de victoire de son armée sur les Hongrois révoltés. La révolution hongroise fut vaincue et en vérité, en 1863, l'autonomie de la Transylvanie fut rétablie.

La joie des Transylvaniens était grande, mais fut de courte durée. Déjà en 1867, par le fameux compromis austro-hongrois, la Transylvanie revint sous le joug de la Hongrie et un calvaire pire encore que tous les autres commença pour le peuple roumain soumis à nouveau aux Hongrois.

Mais le peuple roumain de Transylvanie ne perdit pas confiance. Il continuait la lutte, qui devenait, il est vrai, de plus en plus dure.

Dans cette lutte pour la libération, ils prenaient souvent contact avec les grands nationalistes tchèques, slovaques, croates luttant pour le même idéal que les Roumains.

Très célèbre dans cette lutte fut le procès de 1894 contre les auteurs d'un *Memorandum* tout à fait justifié adressé

à l'empereur, auquel le peuple roumain demandait une juste protection contre la terreur hongroise.

Ce fut un procès qui connut un énorme retentissement et qui émut l'Europe tout entière. Il est très intéressant de remarquer qu'en faveur de la libération des accusés, tous les champions des nationalités se passionnèrent, et notamment les Tchèques et les Slovaques.

Ce fut en vain, puisque tous les accusés furent condamnés. Mais cette lutte ne fut pas sans résultat. Ce fameux procès lui-même a beaucoup contribué à la formation d'une opinion libérale en Europe et fut très favorable aux aspirations nationales de tous les peuples opprimés.

Voici le jugement de Georges Clemenceau, sur ce procès :

Ce procès est une honte pour la nation Hongroise. Le Docteur Ratiu et ses amis peuvent être condamnés, mais l'opinion européenne les a acquittés d'avance... L'indépendance de la nationalité hongroise sera mieux garantie par la liberté des autres nations voisines que par l'oppression violente avec ses innombrables conséquences : la guerre toujours hasardée. Même dans l'intérêt de la Hongrie, il faut que nous désirions la liberté pour les Roumains de Transylvanie (1).

Les Hongrois n'en continuèrent pas moins leur système de terreur, ce qui ne fit qu'encourager les Roumains à persévérer dans leur lutte courageuse.

Les Roumains de Transylvanie attendaient leur libération et mettaient tous leurs espoirs dans la Roumanie dont ils attendaient le salut. Les Roumains de Roumanie, de leur côté, faisaient beaucoup pour libérer leurs frères.

C'est dans ce climat qu'éclata la Grande Guerre dans laquelle la Roumanie ne tarda pas à se mettre aux côtés des Puissances Alliées et Associées, avec le désir de libérer ses frères et de réaliser cette unité nationale tant convoitée.

(1) Georges Clemenceau : *Histoire de Race*, La Justice, n° 12, mai 1894.

Déjà en 1916, l'armée roumaine entra en Transylvanie, ce qui provoqua une joie folle parmi la population.

Les traités de Paix ont mis fin à cette guerre terrible, mais aussi au douloureux passé du peuple transylvanien.

La Roumanie, grande et satisfaite, a débuté dans sa nouvelle existence avec la volonté de conserver son unité si chèrement payée.

III

LES YUGOSLAVES

L'histoire du peuple yougoslave est très intéressante en même temps que très compliquée. Nous n'avons pas l'intention d'en parler longuement, et nous nous contenterons de retracer quelque peu l'histoire de ces Yougoslaves qui, pendant plusieurs siècles, subirent le joug des Austro-Hongrois. Les autres Yougoslaves se trouvaient également sous l'oppression étrangère, mais pour la question de la Petite Entente, seule nous intéresse la vie des Slaves appartenant à la double monarchie habsbourgeoise.

Déjà au ^{vi}^e siècle, les Slaves occupaient toutes les régions de l'actuelle Yougoslavie, mais l'existence sur la péninsule balkanique était très pénible, de telle sorte qu'ils ne réussirent pas à former un Etat uni et grand. Les tribus les plus importantes de ces Slaves du sud étaient les Serbes, les Croates et les Slovènes.

Ne pouvant, comme nous venons de le dire, arriver à se constituer en Etat, ils devaient se contenter de former plusieurs Etats yougoslaves. Ainsi, déjà au ^{vii}^e siècle, nous voyons le premier Etat formé par les Slovènes. Mais ils devaient, très rapidement, s'incliner devant les Allemands et il ne leur resta, depuis, que les moyens culturels pour lutter pour l'indépendance nationale.

Les Croates eurent, pendant près de deux cents ans, un Etat libre et indépendant, avec une dynastie commencée par Tomislave (910). Malgré l'héroïque résistance du peuple

croate, sous son dernier roi Pétrar, la Croatie fut envahie par les Hongrois. Comme le dernier roi de la dynastie croate avait trouvé la mort dans cette résistance, un accord fut conclu avec les Hongrois, d'après lequel, désormais, le roi de Hongrie serait en même temps roi de Croatie. Ainsi, en 1102, les Croates perdirent leur indépendance, qu'ils ne devaient retrouver qu'en 1918.

Quant aux Serbes, ils eurent pendant longtemps leur Etat fort et indépendant. Mais ils se trouvaient entièrement séparés de leurs frères Croates et Slovènes. Lorsque l'empire serbe fut envahi par les Turcs, les Serbes, en reculant vers le nord et l'ouest, vinrent de nouveau en contact avec les Croates et les Slovènes. De nombreux Serbes s'installèrent dans les pays habités par les Slovènes et situés au nord du Danube et de la Save. Naturellement, ils tombèrent très vite sous la domination hongroise et les Serbes et les Croates durent subir le même sort. Cette triste destinée des trois branches du peuple slave ne pouvait que susciter chez eux le désir très vif d'une unification en un seul Etat yougoslave.

Or, les Serbes qui appartenaient d'abord à la Hongrie, puis à la double monarchie, les Serbes de Bosnie et d'Herzégovine, les Serbes des Balkans, les Croates et les Slovènes, ne cessèrent un seul instant de rêver d'indépendance et de libération.

Pendant plusieurs siècles, la vie de ces Slaves fut remplie de douleurs et de souffrances. Nous n'avons pas besoin de rappeler l'existence pénible des Yougoslaves sous la domination austro-hongroise. Cette vie ressemble trop à celle des Tchèques et des Slovaques dont nous avons déjà parlé. Ajoutons seulement que la vie des Yougoslaves était encore plus pénible, parce qu'ils devaient subir constamment les terribles assauts de la Turquie déchaînée. Pour Vienne et pour Budapest, les Slaves du Sud n'étaient que des instruments de guerre. Ils représentaient, en effet, un rempart vivant, pour protéger l'Europe contre l'envahissement turc.

Les Serbes, les Croates et les Slovènes ne pouvaient se résigner à leur sort. Tout au contraire, tous trois travaillaient sans cesse à leur libération.

L'Autriche-Hongrie sentait le danger et elle multipliait ses entraves en vue d'empêcher toute possibilité d'une union entre les trois branches de la souche slave. Les Yougoslaves ne désespéraient pas cependant, et lorsqu'en 1805 Napoléon créa le royaume d'Illyrie, l'espoir d'une unification prochaine des Yougoslaves devint plus grand encore. Durant tout le xix^e siècle, les courants ne cessèrent pas un instant. Ce furent surtout les mouvements littéraire et philologique qui donnèrent de la force à l'idée d'une union slave. Rappelons la comparaison du célèbre poète croate Gay : « La Corinthie, la Croatie, la Serbie, la Slovénie et la Dalmatie, ne sont que les cordes diverses d'une lyre, qui ne demandent qu'à être accordées pour produire des sons harmonieux » (1). Avec le commencement du xx^e siècle, les Yougoslaves redoublent leurs efforts.

Le moment est venu où Serbes et Croates vont s'unir et former la coalition serbo-croate (1905), à la base de laquelle est la rupture avec Vienne. La coalition adopte la grande idée de M. Strossmayer, de Racki, etc... d'après lesquels Serbes, Croates, Slovènes ont une origine commune; la conscience de l'unité nationale se manifeste chez les Serbes et les Croates. Du côté yougoslave, comme du côté autrichien, la presse, la propagande des savants, des écrivains, des artistes, aggravent l'opposition qui est de plus en plus forte; le conflit se prépare. Ainsi les académies de Belgrade et de Zagreb se concertent pour publier une encyclopédie yougoslave, les sociétés d'édition yougoslaves impriment leurs publications annuelles d'après un programme commun, les principales revues littéraires ont les mêmes collaborateurs, les artistes groupés en sociétés ont des expositions communes. En 1908, au Congrès de Prague, Serbes, Croates et Slovènes se réunissent sous le nom de Yougoslaves (2).

(1) Louis Léger : *Le Monde slave*, p. 47, cité par Codresco, op. cit., p. 60.

(2) Aulneau : op. cit., p. 377.

Plus tard, le succès de la Serbie, remporté dans la guerre balkanique de 1912, provoqua encore davantage, chez les Yougoslaves, le désir de l'unification.

Lorsque la Grande Guerre se déclaina, les Yougoslaves comptèrent recueillir leur unité nationale tellement convoitée.

Le Prince Régent Alexandre, qui a exercé le pouvoir royal depuis le 11 juin 1914, et a été le commandant suprême de l'armée serbe pendant toute la guerre, avait déclaré dès le début des hostilités que cette guerre serait une lutte pour la libération et l'union des Serbes, Croates et Slovènes, asservis à la domination étrangère. Le gouvernement serbe fit à l'Assemblée Nationale, à Nich, une déclaration dans le même sens, le 7 décembre 1914 (1).

Pendant la guerre, les Croates, les Serbes et les Slovènes appartenant à l'armée autrichienne refusèrent très souvent leur service, abandonnèrent le front et se rendirent aux armées serbe et italienne.

L'Autriche-Hongrie était, en 1918, en plein désarroi, lorsque l'armée serbe pénétra dans les régions peuplées de Serbes, Croates et Slovènes.

Les Assemblées Nationales de Zagreb, de Sarajevo, de Novi-Sad et de Podgoritza proclamèrent l'union avec la Serbie. Le 1^{er} décembre 1918, les vœux séculaires de tous les Yougoslaves se réalisèrent car les trois branches slaves formèrent enfin un Etat libre et indépendant.

Il n'est pas difficile de comprendre à quel point les Yougoslaves désirent conserver leur Etat créé péniblement par de tels efforts. C'est ce qui explique leur souci de se procurer, tout de suite après la guerre, de fortes garanties pour l'indépendance et l'intégrité de leur pays.

(1) St. Stanoyevitch: *Histoire de Yougoslavie*, p. 122.

CHAPITRE II

La Constitution de la Petite Entente

La revue sommaire de l'histoire de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Yougoslavie nous a appris à comprendre le développement de la future organisation internationale unique, connue sous le nom de la « Petite Entente ».

Nous avons vu que pendant plusieurs siècles, ces trois peuples étaient opprimés par l'Etat absolutiste et despotique auquel ils étaient soumis.

Nous avons vu aussi avec quelle ardeur ces peuples avaient lutté pour leur indépendance. A plusieurs reprises, ils avaient même uni leurs forces dans ce but.

Nous avons enfin pu constater que ces nations avaient un ennemi commun sans pitié pour les races étrangères et opprimées.

Cet ennemi était la grande Autriche-Hongrie qui, bien que n'étant qu'une « expression géographique », parvenait par la terreur à dominer des millions et des millions d'êtres constituant ses minorités.

Parmi ces minorités, les Yougoslaves, Tchèques, Slovaques et Roumains étaient les plus nombreux. Rien n'était donc plus naturel que de voir ces trois peuples unis dans la lutte contre l'Autriche-Hongrie, lutte qui se poursuivit durant tout le xix^e siècle et au commencement du xx^e.

Dans notre aperçu historique nous avons également reconnu la position des Roumains, des Tchèques, des Slovaques et des Yougoslaves, dans la grande guerre mondiale de 1914-1918.

C'est du fait de ces réalités historiques que la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Yougoslavie, étaient devenues des Etats successeurs de la défunte monarchie habsbourgeoise.

Les revendications séculaires des trois peuples étaient ainsi satisfaites par le démembrement de l'Autriche-Hongrie. La Tchécoslovaquie était reconstituée, la Roumanie, la Yougoslavie avaient réalisé leur unité nationale tant désirée.

Ces Etats se rendaient compte qu'ils avaient obtenu juste ce qui leur appartenait, mais ils savaient aussi fort bien, qu'il fallait faire quelque chose pour conserver ce *statu quo* obtenu au prix de lourds sacrifices.

Leurs hommes d'Etat ne tardèrent donc pas à comprendre que les intérêts politiques de ces trois pays étaient presque identiques. Tous devenaient de fervents partisans de la Société des Nations et de sa politique de paix. Mais, en même temps, ces hommes d'Etat reconnaissaient qu'il existait des intérêts particuliers pour chacun de leur pays et que ces intérêts particuliers devaient être protégés spécialement et plus efficacement que par la seule aide de la Société des Nations.

Un premier écueil évidemment à éviter par ces trois nations était de retomber sous quelque forme que ce soit, sous le joug de leurs oppresseurs séculaires.

Ce danger était réel et grand, car ce n'était pas seulement l'irrédentisme hongrois qu'on craignait, mais encore bien d'autres éventualités.

Ainsi, elles ne pouvaient considérer favorablement des propositions tendant à la constitution d'une confédération danubienne, même à tendance économique, car elles savaient bien que l'élément germano-magyar y serait domi-

nant et que des buts politiques ne tarderaient pas à s'y dessiner.

M. Bénès déclarait : « L'attitude négative envers une confédération danubienne, depuis toujours propre à tous les Etats de la Petite-Entente, est l'expression naturelle de leur résistance envers n'importe quelle reconstruction et restauration des journées passées. »

D'autre part, après la conclusion des traités de paix, tous les Etats ne se préoccupèrent pas d'exécuter honnêtement certaines clauses de ces traités. L'Angleterre donnait un fâcheux exemple de négligence; d'autres Etats également, exception faite pour la France, qui avait toujours insisté sur la nécessité d'exécution loyale des obligations des vaincus envers les vainqueurs.

Ainsi la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie redoutant un danger commun, ne pouvaient pas tout attendre des larges garanties internationales données par la Société des Nations. Heureusement le pacte de la S. D. N. comportait un article 21, qui autorisait pleinement les trois pays amis à se rapprocher mutuellement pour la sauvegarde de leur sécurité, sans nuire à la Société des Nations. En fait un semblable rapprochement ne pouvait que la fortifier.

Voilà donc, comment, s'étant rendu compte de la communauté de leurs intérêts et des dangers qui pourraient éventuellement les menacer, les trois Etats comprirent la nécessité de se rapprocher pour mieux garder ce que la Grande Guerre leur avait laissé en héritage au prix de sacrifices inouïs.

Ce sont ces causes qui motivèrent le recours des trois Etats à une alliance d'abord simplement bilatérale, pour se transformer quelques années plus tard en une alliance tripartite (1).

Nous allons voir maintenant comment ce rapprochement s'est réalisé, c'est-à-dire, quels sont les actes qui ont confirmé en droit, l'état de chose existant déjà en fait, long-

(1) V. M. Radovanovitch : *La Petite Entente*, p. 4.

temps avant la Guerre, pendant la Guerre, et surtout tout de suite après la Guerre.

Nous sommes en mesure de dire, dès maintenant, que tous ces actes allaient de plus en plus accentuer les liens entre les trois peuples amis, et ce sera cette évolution dans les relations entre les trois membres de la Petite-Entente qui pourra le mieux nous expliquer les très importants succès de la Petite-Entente.

En réalité, à l'origine, c'est-à-dire dès 1920, il n'existait aucune entente officielle entre les trois Etats; il y avait seulement une combinaison de trois conventions bilatérales défensives, ce qui avait suffi à l'étranger pour donner à ces combinaisons le nom d'Entente, ou plus exactement de « Petite Entente ».

Bien que cette dénomination ait été donnée par les adversaires de la Petite-Entente, par ironie, elle fut admise par tout le monde et devint même officielle. Les actes originaires de la Petite-Entente, étaient les trois conventions bilatérales.

Sitôt après la conclusion des traités de paix, en présence des dangers précités, et grâce à leur amitié déjà traditionnelle aussi bien qu'à leurs intérêts communs, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, réalisèrent un accord par lequel les deux Etats s'obligeaient à se défendre mutuellement en cas d'attaque de la Hongrie; cet accord fut signé à Belgrade le 14 août 1920.

Au printemps de l'année suivante, le 23 avril 1921, fut conclue à Bucarest, une convention défensive roumano-tchécoslovaque, qui était presque identique à la première convention tchéco-yougoslave.

Un mois plus tard, sur invitation de l'homme d'Etat yougoslave, M. Pachitch, arrivait à Belgrade, M. Také Jonesco, homme d'Etat de premier plan, l'un des créateurs de la Petite-Entente; deux jours de conversations leur suffirent pour tomber d'accord et conclure une convention défensive entre leurs deux pays. Le 7 juin 1921, ils apposaient leurs signa-

tures sur cette convention. Cette troisième convention était, identique aux deux premières. Ce sont ces trois conventions bilatérales, qui constituèrent les bases de la future Petite-Entente.

Examinons l'une d'elles pour nous faire une idée exacte des buts poursuivis par les membres de la Petite-Entente, à l'aide de cette première série d'accords et prenons en exemple la première d'entre elles puisque les deux suivantes étaient faites à son image. La voici :

CONVENTION DÉFENSIVE

*Entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes,
Et la République Tchécoslovaque*

Fermement résolus à maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices et prévue par le pacte de la société des Nations, ainsi que l'ordre établi par le traité conclu à Trianon le 4 juin 1920 entre les Puissances Alliées et Associées, d'une part, et la Hongrie, de l'autre; sa Majesté, le Roi des Serbes, Croates et Slovènes et le Président de la République tchécoslovaque se sont mis d'accord pour conclure une Convention Défensive.

Dans ce but, ont nommé pour leurs délégués plénipotentiaires savoir :

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

M. Montchico-Nintich, docteur en droit, son Ministre du Commerce et de l'Industrie, Ministre des Affaires Etrangères par intérim.

Le Président de la République Tchécoslovaque :

M. Edouard Bénès, son Ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — En cas d'une attaque non provoquée de la Hongrie, contre l'une des Hautes Parties Contractantes, l'autre partie s'engage à concourir à la défense de la partie attaquée de la façon déterminée par l'arrangement prévu dans l'article 2 de la présente convention.

Article 2. — Les autorités techniques compétentes au royaume des Serbes, Croates et Slovènes et à la République Tchéco-

de Trianon, et d'après la troisième Convention par le traité de Neuilly.

L'article le plus intéressant et le plus caractéristique de ces actes originaux est indiscutablement l'article 3, absolument identique dans les trois accords, à savoir :

Aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce puissance sans avis préalable à l'autre.

Cet article prouve que les trois Etats étaient, déjà en 1921, unis par une réelle alliance et que leur politique extérieure sera identique. Il s'en dégage aussi l'identité de leurs intérêts dont ils venaient si bien de prendre conscience.

Les bases de la Petite-Entente étaient donc posées et on peut même dire très bien posées. Les adversaires de cette alliance prétendaient prouver que la Petite-Entente n'était pas conforme au pacte de la Société des Nations. Rien de plus faux, car l'article 21 du pacte de la S. D. N. stipule clairement que :

les engagements internationaux tels que les traités d'arbitrage, et les ententes régionales comme la doctrine de Monroe, qui assurent le maintien de la paix ne sont pas considérées comme incompatibles avec aucune des dispositions du présent pacte.

Or, les trois textes des trois Conventions démontrent d'une façon irréfutable que la Petite-Entente est non seulement conforme au pacte de la Société des Nations, mais encore le fortifie.

Les trois Etats se sont engagés à préserver la paix et le *statu quo*; aucune autre visée politique, aucun but offensif n'apparaît dans ces trois Conventions constitutives.

Leur durée prévue était de « deux ans à partir du jour » de l'échange des ratifications. Ce terme expiré, chacune » des Hautes Parties Contractantes aura la facilité de dé-
» noncer la convention »,

Que sont devenues ces trois Conventions depuis leur apparition? En répondant à cette question nous suivrons le développement de la Petite-Entente. Toutefois, nous nous efforcerons de ne pas nous encombrer de trop de détails.



La première convention, celle entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, s'est trouvée renouvelée par une nouvelle, également bilatérale, réalisée à Marinske-Lazni, le 31 août 1922. Cette nouvelle convention intéresse le développement de la Petite-Entente parce qu'elle ne prolonge pas seulement la convention originaire : elle la complète par de nouvelles déclarations.

En 1922, donc, les Tchèques et les Yougoslaves ne se contentent plus des bases primitives; ils ne veulent plus simplement « maintenir la paix », ils veulent encore apporter des modifications élargissant le champ d'activité de leur commune politique extérieure.

Ainsi décident-ils de se prêter mutuellement assistance diplomatique et politique, non seulement dans leurs rapports avec la Hongrie, mais encore partout et toutes les fois que la communauté de leurs intérêts viendrait à être menacée. Se préserver mutuellement contre toute espèce de péril, voilà à quoi ils s'engageaient dorénavant.

C'est dans ce but que nous voyons introduire dans cette convention complémentaire l'article suivant :

« Les deux Hautes Parties Contractantes, s'engagent à se porter, *en général*, appuis politique et diplomatique dans leurs rapports internationaux; dans le cas où elles croiraient leur intérêt commun menacé, elles s'engagent à se concerter sur les mesures propres à le sauvegarder.

Cette nouvelle convention tchéco-yougoslave prolongeait la première pour une période de cinq ans.

Le 7 mai 1923, à Prague, fut renouvelée la convention

tchéco-roumaine et le 7 juillet 1923, à Bucarest, ce fut le tour de la convention roumano-yougoslave.

Ces deux dernières furent renouvelées pour une période de trois ans. Ici, il n'y a pas eu changement de texte. Plus tard, c'est-à-dire le 13 juin 1926, à Bucarest furent à nouveau prolongées, sans modification, ces deux conventions roumaines pour une nouvelle période de trois ans.

La convention tchéco-yougoslave fut renouvelée à Genève le 18 septembre 1928, pour une nouvelle période de cinq ans, mais les deux Etats se mirent alors d'accord pour convenir que leur convention « restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre Haute Partie Contractante, aura notifié son intention d'en faire cesser les effets. »

Une troisième prolongation des convention originaires eut lieu à Belgrade le 21 mai 1929; il convient d'examiner les changements qui y furent alors apportés.

Le 20 mai 1929, les représentants de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie se sont réunis à Belgrade en vue de discuter la situation européenne.

Deux conventions bilatérales étant venues à expiration les hommes d'Etat des trois pays amis, se disposaient à les prolonger. Mais quelques mois avant, le 26 septembre 1928, une « recommandation » de la Société des Nations conseillait à tous Etats, de conclure des conventions de règlement pacifique des éventuels différends internationaux. Suivant cette recommandation, les trois Etats membres de la Petite-Entente profitèrent de leur séjour à Belgrade, pour signer le 21 mai 1929, un « *acte général de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre les Etats de la Petite-Entente.* »

Cet acte avait une grande valeur. Tout d'abord, il était conclu d'après la « recommandation » de la Société des Nations, ce qui suffit à montrer que la Petite-Entente était fermement comme toujours, inspirée du désir de maintenir la paix et qu'elle était également résolue à régler tous les dif-

férents possibles par des moyens corrects et pacifiques.

D'autre part, il démontre la fermeté croissante des alliances conclues entre Etats de la Petite-Entente, puisqu'il substitue aux conventions bilatérales originaires, un pacte unique signé par les trois Etats membres, en même temps.

Ce pacte unique établissait une véritable alliance tripartite.

Par son article 38, § 2 et 3, outre la fixation d'une durée, il comportait une clause de tacite reconduction :

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange de ratifications. Si elle n'est pas dénoncée, six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Nous avons fait remarquer ci-dessus que si l'unité juridique de l'alliance était consacrée par ce dernier acte, l'unité de fait avait été déjà réalisée par « *l'accord complémentaire au traité d'amitié et d'alliance entre les Etats de la Petite-Entente, du 27 juin 1930* », signé lors de la conférence de Strbske-Pleso.

Nous avons alors souligné que le statut de la Petite-Entente avait été, en vérité, créé par cet accord; il est donc inutile d'insister davantage sur ce point important.

En 1933, les liens et engagements réciproques conclus entre Etats de la Petite-Entente, déjà sans cesse resserrés ainsi que nous venons de voir, l'ont encore été davantage, parvenant ainsi jusqu'au point extrême des possibilités.

La fin de l'année 1932 et le commencement de l'année 1933 avaient été marqués par une très vive agitation des Etats révisionnistes; il régnait une inquiétante confusion en Europe dans l'orientation de la politique extérieure de diverses puissances.

Les Etats de la Petite Entente ne tardaient pas à constater qu'il leur fallait agir d'une façon décisive, à seule fin

de démontrer à tous et à chacun leur ardente volonté de maintenir le *statu quo* créé par les traités de paix.

Certes, ils avaient déjà conclu leur alliance tripartite, destinée à maintenir la paix et par là le *statu quo*, mais comme la situation européenne devenait confuse et trouble, ils ne voulaient pas en rester là : ils ne se contentaient plus de vouloir « maintenir » la paix, ils voulaient maintenant l' « organiser ».

Dans ce but, les trois ministres des Affaires Etrangères des trois Etats de la Petite-Entente, MM. Bénès, Titulesco et Yevtitch, se rencontrèrent à Genève les 14, 15 et 16 février 1933 en session extraordinaire.

De cette réunion extraordinaire des trois ministres de la Petite-Entente est sorti le *pacte d'organisation de la Petite-Entente*, par lequel cette Petite-Entente, qui réalisa la plus solide association politique d'après-guerre sort de la vie des alliances pour entrer dans celle de l'organisation internationale; elle est « sur le point d'acquérir une personnalité internationale distincte de celle de ses membres » (1).

Le préambule de ce nouveau « pacte d'organisation » montre d'une manière évidente le pacifisme de la Petite-Entente. Ce pacte lui-même est d'une telle importance qu'il faut ici soigneusement examiner son contenu.

Il a provoqué beaucoup de controverses et contribua à l'établissement d'une situation vraiment très intéressante; il a créé... « une unité internationale supérieure ». Constatons en premier lieu que par ce nouveau pacte, se trouvent renouvelés toutes les conventions et accords passés entre les trois Etats de la Petite Entente. Ainsi en décide l'article 2 du pacte :

Les conventions d'alliance entre la Roumanie et la Tchéco-

(1) Réponse de M. Titulesco à une Enquête de la *Revue de l'Europe de l'Est et du Sud-Est*, n° 1-2, pp. 14-15.

slovaquie en date du 23 avril 1921; entre la Roumanie et la Yougoslavie du 7 juin 1921, et entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie du 31 août 1922, qui ont été prolongées le 21 mai 1929, et qui sont complétées par les dispositions du présent pacte ainsi que l'acte de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire signé par les trois Etats de la Petite Entente à Belgrade le 21 mai 1929, sont renouvelées pour une durée illimitée.

Depuis ce « pacte d'organisation », il n'est plus question de la politique envers la Hongrie ou la Bulgarie puisqu'il établissait l'unification totale des politiques extérieures des trois Etats.

En politique extérieure, le 16 février 1933, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, s'engageaient à une unité d'attitude et d'action.

Transcrivons l'article 6 du pacte :

Tout traité politique de chaque Etat de la Petite Entente, tout acte unilatéral changeant les stipulations politiques actuelles d'un des états de la Petite Entente à l'égard d'un état tiers, ainsi que tout accord économique comportant des conséquences politiques importantes, exigeront dorénavant le consentement unanime du Conseil de la Petite Entente. Les traités politiques actuels de chaque Etat de la Petite Entente avec les Etats tiers seront progressivement et autant que possible, unifiés.

Ainsi les trois Etats de la Petite-Entente, consentaient, dans ce domaine, à la suppression de leur liberté particulière, ce qui était tout à fait compréhensible car ils étaient conscients de l'évidente solidarité de leurs intérêts communs qui ne pouvaient être efficacement préservés qu'à cette condition.

L'article premier du pacte institue un organe directeur de la Petite-Entente; à cette fin il stipule :

Un conseil permanent des Etats de la Petite Entente composé des ministres des Affaires Etrangères des trois pays respectifs, les délégués spéciaux nommés à cet effet, est constitué comme organe directeur de la politique commune du groupe des trois Etats.

C'est cet organe, qui, depuis 1933, avait à se préoccuper de la politique extérieure des trois Etats, et l'unanimité de vues dans ce conseil permanent était toujours exigée.

En vérité, on ne pouvait faire mieux pour renforcer les liens d'active collaboration amicale entre les trois Etats, et c'était un procédé ingénieux pour défendre leurs intérêts absolument et indiscutablement identiques.

Ainsi, depuis le 16 février 1933, la Petite Entente constituait une organisation internationale *sui generis* très intéressante; les juristes discutèrent longtemps de sa nature juridique.

Tous, cependant, sont d'accord pour reconnaître que la Petite Entente, depuis 1933, est « dotée d'une personnalité » distincte puisqu'elle a la capacité de créer des situations » juridiques sans que la personnalité des trois pays membres y soit englobée et confondue » (1).

Le seul désaccord persistant réside dans la question de savoir quelle est exactement la catégorie juridique du groupement de la Petite-Entente.

Sur ce point on est allé très loin et jusqu'à prétendre que la Petite Entente est une confédération d'Etats. Mais peu importe la controverse engagée sur cette question.

Le principal est, selon le mot du professeur F. Perroux que « dans le dernier pacte, les Etats de la Petite Entente » ont renoncé au libre et indépendant usage de leur souveraineté, mais dans le but de consolider et d'affermir la » réalité nationale dont ils sont l'expression ».

Ce pacte d'organisation est en date le dernier acte constitutif de la Petite Entente, mais il est en même temps l'acte qui lie à perpétuité la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie.

(1) V. M. Radovanovitch : *op. cit.*, p. 58.

CHAPITRE III

Le Fonctionnement de la Petite Entente

Toute son existence durant, la Petite Entente n'a cessé d'être une organisation internationale très utile et très féconde. Appelée constamment à résoudre de nouveaux problèmes elle y est parvenue avec une efficacité dépassant les espérances.

Le reproche d'inefficacité malheureusement trop souvent invoqué contre les grandes Institutions Internationales, ne peut être adressé à la Petite-Entente.

Elle supportait avec aisance le fardeau de ses devoirs et de ses charges. Cela tient à la parfaite identité des intérêts particuliers qu'elle avait à défendre, ce qui était loin d'être le cas de ceux défendus au sein de la S. D. N.

D'autre part, l'activité de la Petite Entente était stimulée par l'attitude de ses propres adversaires. Plusieurs Etats révisionnistes faisaient l'impossible pour disloquer ce bloc compact, puissant obstacle à la réalisation des remaniements réclamés.

Voyons, résumés, quelques cas importants de réussite de l'activité de la Petite Entente naturellement conformes à l'intérêt politique de ses Etats-membres.

Pour tous les cas d'importance minime, nous nous contenterons de dire que partout où les intérêts de n'importe

quel membre de la Petite Entente étaient en jeu, la Petite Entente obtenait toujours les meilleures solutions possibles.

De son origine à 1935, son activité fut toute différente de celle de 1935 à nos jours ; aussi scinderons-nous ces deux périodes.

I

DE L'ORIGINE A 1935

La Petite-Entente n'était pas encore définitivement constituée que les trois Etats-membres eurent à entreprendre une démarche commune en vue d'éloigner un danger : la tentative de l'ex-empereur Charles IV pour remonter sur son trône.

Le 26 mars 1921, Charles IV suivant le conseil de ses courtisans, apparut contre toute attente, sur le territoire hongrois ; le lendemain, 27 mars, il était déjà à Budapest et exigeait énergiquement du régent Nicolas Horthy, la remise des pouvoirs.

Loyalement, le régent Horthy, invita l'ex-empereur à quitter la Hongrie en lui démontrant le péril d'une intervention militaire de la Petite Entente.

Done, même avant la constitution définitive de la Petite Entente, son efficacité était si redoutée qu'elle faisait craindre au dirigeant hongrois l'intervention immédiate des trois Etats de la Petite Entente au cas de restauration de la monarchie des Habsbourg.

En réalité, dans la journée du 29 mars avaient eu lieu tour à tour les protestations les plus énergiques de Belgrade, de Bucarest et de Prague.

Mais Charles IV demeurant toujours sur le territoire hongrois, les Etats de la Petite Entente envoyèrent à la Hongrie, un ultimatum fixant un délai de trois jours pour expulser hors de ses frontières l'ex-empereur Charles IV.

Le 5 avril, Charles IV, devait quitter le sol hongrois et l'échec de cette tentative prouvait fort bien l'opportunité de la création de la Petite Entente.

Quelques mois plus tard, la Petite Entente devait avoir à subir une nouvelle épreuve dans l'affaire de Burgenland.

Burgenland était une contrée très fertile qui, d'après les dispositions du traité de Trianon, devait être cédée par la Hongrie à l'Autriche.

Le même traité imposait à la Yougoslavie l'évacuation et la cession à la Hongrie d'une partie de la Baranya.

La Hongrie avait averti la Conférence des Ambassadeurs, qu'elle ne voulait pas évacuer le département de Burgenland avant que la Yougoslavie ne lui ait cédé la Baranya.

La Conférence des Ambassadeurs avait pris en considération cette communication et avait ordonné par sommation au gouvernement yougoslave l'évacuation immédiate du territoire en question.

Cette sommation était très désobligeante pour la Yougoslavie mais, à la réflexion, c'était plutôt les Grands Alliés qui eussent dû avoir honte d'avoir cru devoir envoyer une note semblable à leur meilleure amie et alliée.

Dans les trois Etats de la Petite Entente, ce geste des Grandes Puissances avait provoqué un sentiment unanime d'indignation, mais la Yougoslavie, avec amertume il est vrai, donnait l'ordre d'évacuation de Baranya.

La Hongrie qui devait, à son tour, céder le pays de Burgenland à l'Autriche persistait pourtant dans son refus en se servant de prétextes sans consistance.

La Petite Entente mécontente envoya, par l'intermédiaire de M. Bénès, « une note » à la Conférence des Ambassadeurs dans laquelle elle attirait l'attention de la Conférence sur l'état de choses créé par l'attitude incorrecte du gouvernement de Budapest.

La Petite Entente exigeait une solution immédiate de la question de Burgenland, les troubles dans ce pays em-

pêchant « le libre développement des relations commerciales » entre les Etats limitrophes.

En fin de compte cette affaire fut réglée, par médiation de l'Italie. Elle le fut, il est vrai, aux dépens de l'Autriche, et dans l'ensemble au profit de la Hongrie mais il n'en est pas moins remarquable qu'à l'occasion de ces difficultés la Petite Entente ait eu le pouvoir d'empêcher toute violation des frontières de ses Etats-membres.

De l'attitude des Grandes Puissances envers la Yougoslavie dans la question de Baranya, la Petite Entente fit également son profit; cette attitude eut, en effet, pour conséquence le resserrement des liens d'amitié entre les trois Etats, en vue de faire échec à l'égoïsme des Grandes Puissances.

Avant d'élargir son champ d'action, la Petite Entente se trouva encore dans la nécessité d'empêcher l'ex-empereur Charles IV de remonter sur le trône hongrois.

Sous l'influence de plus en plus grande de ses courtisans, l'ex-empereur Charles IV essayait une fois encore de remonter sur le trône. Le 20 octobre, accompagné de sa femme, l'ex-impératrice Zita, Charles IV vint en terre hongroise, espérant s'emparer de la couronne à laquelle il n'avait jamais renoncé.

Cette nouvelle provoqua une très grande inquiétude dans les Etats de la Petite Entente qui s'empressèrent d'engager de très énergiques démarches diplomatiques.

Décidément, les Hongrois ne cessaient de provoquer des incidents en Europe Centrale et de l'inquiéter par ses tentatives incessantes de restauration de la monarchie habsbourgeoise.

Le Etats de la Petite Entente étaient bien décidés à éloigner une fois pour toutes ce danger.

Après leurs protestations diplomatiques auprès du gouvernement de Budapest, les gouvernements de la Petite Entente se concertèrent sur d'autres mesures à prendre.

D'une note circulaire émanant du gouvernement de

Prague, en date du 22 octobre, c'est-à-dire deux jours après l'arrivée en Hongrie de Charles IV, il résultait que la position de la Tchécoslovaquie, identique à celle des deux autres Etats de la Petite Entente, se précisait ainsi :

1° La présence de l'ex-empereur sur le sol hongrois était un *casus belli*. Nous procédons sans retard aux préparatifs de la mobilisation et nous n'hésitons pas à prendre les mesures les plus énergiques en commun accord avec les autres membres de la Petite Entente.

2° Même dans le cas où Charles de Habsbourg serait éloigné de Hongrie, nous recourerons aux moyens diplomatiques nécessaires et exercerons la plus grande pression, au besoin même par la force armée, pour obtenir la liquidation de la question des Habsbourgs en Hongrie, et pour écarter définitivement le danger créé par la Maison des Habsbourg, dans l'Europe Centrale.

Et, en fait, les trois gouvernements de la Petite Entente crétaient une mobilisation partielle.

Toutefois, avant d'engager l'action militaire sur le territoire hongrois, les trois gouvernements rédigerent en commun une note collective datée du 24 octobre et l'adressèrent à la Conférence des Ambassadeurs.

Nous reproduisons cette note caractéristique en raison de ce que les trois membres de la Petite Entente profitaient de cette occasion pour présenter des remontrances à la Conférence à propos de son attitude incorrecte à l'égard de la Yougoslavie lors de l'affaire de Burgenland, énonçant en même temps leur intention de ne pas permettre une nouvelle dérogation au traité de Trianon :

Les gouvernements roumain, yougoslave et tchécoslovaque considèrent les événements actuels de Hongrie comme une conséquence des événements de Burgenland. Ils voient une attaque aux traités de paix que ces gouvernements ont exécutés loyalement, s'efforçant ainsi de conserver la paix en Europe Centrale.

Ils se sentent menacés, non seulement par le retour de Charles IV, mais aussi par l'attitude du gouvernement hongrois qui a favorisé et défendu effrontément les événements de Burgenland.

Les gouvernements sus-désignés sont persuadés que la question de la paix en Europe Centrale exige que toutes les mesures soient prises, même les plus énergiques pour la liquidation définitive de la question des Habsbourgs et pour l'exécution des traités de paix.

Les gouvernements, roumain, yougoslave et tchécoslovaque ont l'honneur de porter à la connaissance des Puissances Alliées leur manière de voir précitée en les assurant qu'ils prendront toutes mesures nécessaires pour que ladite question soit résolue rapidement et décisivement, et pour que la paix définitive soit ainsi rétablie en Europe Centrale, persuadés que toute solution qui n'apporterait pas le règlement définitif desdites questions, comporterait les plus grands dangers pour l'Europe (1).

Quelques jours plus tard, le 30 octobre de la même année, la Conférence des Ambassadeurs envoyait au gouvernement de Budapest une note reproduisant la majeure partie des arguments de la note de la Petite Entente.

Le 1^{er} novembre 1921, Charles IV s'embarquait sur le monitor britannique *Gloworn* en direction de l'île Madère d'où il ne devait jamais plus revenir.

Mais l'intransigeance de la Petite Entente allait, avec raison d'ailleurs, plus loin encore. Elle ne se contentait pas de l'éloignement de Charles IV du territoire hongrois; elle exigeait une déchéance complète de la dynastie des Habsbourgs par l'Assemblée Nationale hongroise; plus encore, elle exigeait que les Hongrois dussent avoir le consentement des Grandes Puissances représentées à la Conférence des Ambassadeurs pour l'élection éventuelle d'un nouveau roi.

Les Hongrois devaient se soumettre et l'Assemblée Nationale vota le 5 novembre la loi par laquelle :

« Les droits de souveraineté du roi Charles IV sont abrogés » et « la pragmatique sanction, énoncé dans les articles premier et deuxième de la loi de l'année 1723 et réglant les droits de succession de la dynastie Autrichienne (*domus austriaca*) perd

(1) *Livre blanc tchécoslovaque*, Documents diplomatiques n° 42.

sa valeur juridique, ce qui rend la nation en droit de procéder à une libre élection de son roi » (1).

Nous voyons donc que la Petite Entente, par son attitude énergique et par la solidarité absolue de ses membres avait réussi à éloigner une fois de plus ce fameux *casus belli* de l'Europe centrale.

Le mérite de la Petite Entente était d'autant plus grand que les légitimistes hongrois savaient bien par leur habile propagande conquérir la sympathie de l'Europe, ce qui rendait encore plus difficile la tâche entreprise.

Il convient maintenant d'examiner succinctement une nouvelle affaire, d'un tout autre caractère, dans laquelle l'intervention de la Petite Entente connut un nouveau succès qui apporte également la preuve de sa capacité constructive.

Dès le commencement de 1922, les puissances européennes avaient pris la résolution de convoquer une grande conférence économique à Gênes. A cette époque une crise économique-politique sévissait en Europe et elle commençait à être tellement aiguë que les Etats se mirent d'accord pour discuter ensemble de ses causes et des remèdes à apporter pour la conjurer.

A cette fin fut réunie la conférence de Gênes; elle se tint, entre le 10 avril et le 19 mai 1922, avec l'ordre du jour suivant :

1° Etablissement de la paix européenne sur des bases solides;

2° Conditions nécessaires à la restauration de la confiance sans porter atteinte aux traités existants;

3° Questions d'ordre financier ayant trait à la reconstruction de l'Europe;

4° Garanties et facilités économiques et commerciales

(1) Articles 1 et 2, de la loi du 6 novembre 1921 pour la déchéance de Charles IV.

susceptibles de concourir à la consolidation de la situation européenne;

5° Questions de transports.

Avant même de paraître à cette conférence et en dépit de la grande diversité des questions qui devaient y être discutées, les trois membres de la Petite Entente tombèrent d'accord pour y prendre en commun une seule et même attitude dans toutes les questions à débattre.

De plus, la Petite Entente réussit même avant l'ouverture de la Conférence, à attirer la Pologne dans son jeu, et cette dernière donna l'assurance qu'elle prendrait des attitudes ou décisions identiques à celles des trois autres Etats avec lesquels elle constituerait ainsi un seul bloc.

Cette conférence de Gênes fut un grand succès pour la Petite Entente. Le Conseil suprême avait invité ce bloc Petite Entente-Pologne à y envoyer un délégué, bloc ainsi élevé au rang de Grande Puissance.

Voici, à ce sujet, un extrait du discours prononcé par M. Bénès, devant le Parlement tchécoslovaque, le 23 mai 1922 :

La Conférence de Gênes a été pour la Petite Entente et la Pologne, la première occasion d'une collaboration diplomatique internationale au grand jour. Dans la commission économique, financière et des transports, ses experts ont systématiquement pratiqué une action commune et ont ainsi obtenu tout ce que demandait l'intérêt de la Petite Entente; aussi la tactique politique commune fut établie dans tous les détails.

Les chefs des délégués se tinrent en rapports constants, ils discutèrent en commun et décidèrent en commun toutes les questions politiques et on peut affirmer que pendant toute la conférence il ne s'est produit aucun fait, soit matériel, soit formel, soit personnel qui ait pu faire naître un désaccord.

Les représentants de la Pologne ont participé constamment à toutes nos réunions et avec eux aussi, nous avons travaillé en complet accord dans les questions de forme comme dans les questions de fond. Au cours de cette collaboration, la sincérité et la loyauté de tous s'affirma d'une façon éclatante.

Nous avons quitté la Conférence avec le désir qu'une telle

collaboration subsiste à l'avenir. Tout le monde a constaté que l'un des résultats positifs de la Conférence de Gênes était justement l'accroissement et l'affirmation de l'importance politique internationale de la Petite Entente et de la Pologne qui travaillait avec elle (1).

Ces paroles de M. Bénès montrent bien la grande victoire remportée par la Petite Entente à la Conférence de Gênes en apportant une nouvelle preuve de sa vitalité et de sa puissance.

Un peu plus tard, au mois de septembre 1922, la Petite Entente eut un geste chevaleresque et, par son attitude favorable, détermina l'assemblée de la Société des Nations à voter l'admission de la Hongrie à cette Société. Ici encore, par une action commune et préalable, la Petite-Entente força d'abord la Hongrie à faire une déclaration par laquelle le gouvernement de la Hongrie promettait de respecter tous les engagements internationaux.

Le 29 septembre 1923, la Petite Entente enregistra un nouveau succès : la Société des Nations lui attribua un siège dans son conseil, ce qui démontrait bien que la S. D. N. avait officiellement reconnu ce groupement des trois Etats comme conforme à son pacte.

M. Bénès fut élu en qualité de représentant de la Petite Entente.

En 1924, la Petite Entente tint ses deux conférences périodiques, l'une en janvier, l'autre au mois de juillet. A l'une et à l'autre, les membres de la Petite Entente tombèrent d'accord sur toutes les questions internationales; une parfaite communauté de vues ne cessa de régner entre eux et ils continuèrent calmement leur travaux en faveur du maintien de la Paix.

En 1925, à la suite de l'élection du maréchal Hindenburg à la présidence de la République allemande, les craintes

(1) *Europe Nouvelle*, n° du 3 juin 1922.

que l'on pouvait avoir de voir se réaliser l'Anschluss devinrent de plus en plus vives et d'ailleurs, justifiables. Forte, unanime et d'accord en cela avec toutes les puissances européennes, la Petite Entente se manifesta hostile à l'union de l'Allemagne et de l'Autriche et, pour marquer son hostilité publia le communiqué suivant à la suite de sa conférence périodique de Budapest du 9 au 11 mai 1925 :

Les puissances de la Petite Entente sont d'avis qu'à l'égard de l'Autriche, il est indispensable, avant tout, de maintenir intégralement toutes les clauses des traités de Paix.

Le traité de Versailles comportait, on le sait, une clause se rapportant à l'Autriche, l'article 80, ainsi conçu :

L'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche dans les frontières qui seront fixées par traité passé entre cet Etat et les principales Puissances Alliées et Associées. Elle reconnaît que cette indépendance sera inaliénable, si ce n'est du consentement du conseil de la Société des Nations.

Or, si l'on compare le dernier communiqué officiel de la Petite Entente avec cet article 80 du traité de paix concernant l'Allemagne et l'Autriche, on constate qu'il n'était pas de doute possible : la Petite Entente prenait résolument position contre l'éventualité de l'Anschluss. Au demeurant, cette attitude n'empêchait nullement la Petite Entente de se rendre compte combien était pénible et difficile la situation de l'Autriche.

C'est pourquoi la Petite Entente décida d'aider l'Autriche dans ses efforts d'assainissement financier.

L'année 1926 apporta encore un nouveau succès à la Petite Entente, en obtenant le 10 septembre 1926 un deuxième siège au conseil de la Société des Nations. La Roumanie en fut le titulaire.

A la session de la Société des Nations du 5 mars 1928,

la Petite Entente avait pris, une fois encore, une position résolue et commune à ses Etats-membres dans deux questions qui les intéressaient particulièrement et alors en cours d'examen au Conseil de la S. D. N.

La première était celle des habitants hongrois de Transylvanie; la seconde, l'affaire des mitrailleuses du Saint-Gothard. Grâce à la solidarité de ses membres, la Petite Entente obtint sur ces deux questions pleine et entière satisfaction.

Nous avons déjà marqué l'importance de l'année 1929 dans l'existence de la Petite Entente. Nous rappelons qu'avec l'année 1929 commence sa consolidation définitive. Le pacte tripartite du 21 mai 1929, ainsi que l'accord complémentaire du 27 juin 1930, avaient affermi et grandi un prestige allant toujours croissant.

Dès janvier 1930, à la Conférence de La Haye, toujours grâce à la solidarité de ses membres, elle contribua avec efficacité à la solution du problème des réparations orientales.

Au milieu de 1930, le bruit d'une restauration des Habsbourg commençait à se répandre une fois encore, mais la Petite Entente faisait savoir immédiatement au gouvernement de Budapest que cette tentative serait liquidée en trois jours, la Petite Entente conseillant à la Hongrie de ne pas « se compromettre » dans de pareilles aventures.

Le 19 mars 1931, *l'Allemagne et l'Autriche* signèrent un protocole ayant pour but un *anschluss* économique entre les deux Etats.

La Petite Entente, informa d'urgence le gouvernement d'Autriche que cet *anschluss* économique serait contraire au Protocole N° 1 de Genève du 4 octobre 1922 qui prescrit à l'Autriche de « s'abstenir de toute négociation et de tout engagement économique ou financier de nature à compromettre directement ou indirectement son indépendance ».

Une discussion juridique s'engagea sur ce point, mais l'avis de la Petite Entente finit par l'emporter et, au mois de

septembre 1931, l'Allemagne se vit obligée de renoncer à l'accord économique du 19 mars. Il est bon de rappeler qu'aucune autre puissance ne fut plus opposée à l'Anschluss que la Petite Entente qui, dès sa fondation, marqua son hostilité à ce projet.

Lors de la conférence périodique de la Petite Entente à Belgrade (14 au 16 mai 1932), les trois Etats décidèrent d'observer la même *ligne de conduite à la Conférence de Lausanne*, convoquée pour le mois de juin suivant.

C'était très significatif parce qu'à l'ordre du jour de la Conférence de Lausanne figuraient des questions très complexes et que l'identité d'intérêts des trois pays de la Petite Entente sur ces questions n'était pas du tout parfaite. En dépit de cette divergence d'intérêts, la Petite Entente réussit à sortir de la Conférence de Lausanne comme un bloc toujours unanime et fort.

Vint l'année 1933, année d'*apogée* pour la *Petite-Entente*.

Nous nous sommes assez étendu sur le pacte d'organisation de la Petite Entente du 16 février 1933 et de son importance pour n'avoir pas à y revenir. Par contre, nous devons considérer les résultats pratiques du nouveau raffermissement de la Petite Entente dont les résultats n'ont pas tardé à se révéler bienfaisants.

Au mois de mars 1933, M. Mussolini avait proposé la création d'un directoire des quatre Grandes Puissances : l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie.

Ce fameux *pacte à quatre* donnait aux quatre grandes puissances le droit à réviser éventuellement les traités de paix, ce qui ne pouvait que rendre caduc le Conseil de la Société des Nations.

La Petite Entente, consciente du danger que pouvait représenter cette entente des quatre Grandes Puissances pour les petits Etats européens, publia dès le 25 mars 1933, le communiqué suivant :

a) ...Toute collaboration d'Etats qui a pour but de régler les

questions qui les concernent exclusivement est souhaitable et salulaire;

b) Les Etats de la Petite Entente ne sauraient reconnaître comme servant la cause des bonnes relations entre les différents peuples, les accords qui auraient pour but de disposer du droit de tiers, soit par une décision concrète, soit par la pression exercée sur des pays autres que ceux qui ont conclu ces accords.

c) Comme on ne peut disposer du bien d'autrui, ni directement, ni indirectement, les Etats de la Petite Entente formulent, dès à présent, les réserves les plus expresses concernant la conclusion éventuelle de tels accords pour tout ce qui aurait trait à leurs droits et à leur politique.

Peu après, M. Titulesco entreprenait différentes démarches au nom de la Petite-Entente auprès des puissances occidentales, principalement à Paris.

Le résultat du communiqué du 25 mars et des démarches de M. Titulesco, fut le suivant : le 10 avril, la France élabore un mémorandum, qu'elle remit le lendemain à Londres et à Rome, dans lequel le gouvernement de Paris exposait la thèse de la France prête à collaborer en vue de sauvegarder, la paix mais uniquement et strictement dans le cadre de la Société des Nations (1).

Un peu plus tard, le Conseil permanent de la Petite Entente « vu le nouveau texte que le gouvernement français lui a communiqué » et « les amples informations données » au cours des négociations dont il s'agit :

a) Constate que la première version dont l'esprit était contre les autres nations du pacte de la Société des Nations a été définitivement abandonné et que le nouveau texte communiqué est conforme au memorandum du 10 avril établissant le principe que le pacte à quatre ne peut toucher qu'aux questions qui ont trait exclusivement aux intérêts propres des signataires de cet accord.

(1) V. M. Radovanovitch : *op. cit.*, p. 51.

(Satisfaction était ainsi donnée aux objections principales soulevées.)

b) Prend acte des assurances qui lui ont été données par les autres représentants des Puissances Occidentales, signataires du pacte éventuel à quatre par rapport aux limites de base qu'ils entendent entreprendre, à l'intangibilité complète de la Conférence de la Société des Nations à laquelle les signataires de l'éventuel pacte et enfin à la règle de l'unanimité absolue à l'article 19 du Pacte de la Société des Nations;

c) Constate que toutes garanties formelles ont été données aux Etats de la Petite Entente par le gouvernement français en vertu des engagements mutuels antérieurs, contre toute tentative de révision, lesquelles garanties sont de telle nature qu'aucun danger pour leurs intérêts, ainsi que pour la politique commune à suivre entre les Etats de la Petite Entente et la France, ne pourrait surgir du fait de la signature du traité et que le pacte à quatre ne peut devenir un accord qui aurait pour but de viser directement ou indirectement la révision des frontières de leur pays;

Dans ces conditions, les Etats de la Petite Entente, ayant des garanties pour que le pacte à quatre ne puisse affecter leurs intérêts, espérant que les décisions des quatre Puissances sur les questions qui leur sont propres pourront les rapprocher mutuellement, renforcer leur esprit de collaboration et ramener ainsi le calme en Europe, particulièrement en Europe Centrale, etc...

Un peu plus tard, à Rome, fut paraphé le nouveau texte du pacte à quatre qui prit le nom de : « Pacte d'entente et de collaboration ».

Grâce donc à la fermeté de la Petite Entente et à la bienveillance de la France, le fameux pacte à quatre fut dépouillé de toute disposition qui pourrait nuire aux intérêts des Etats non signataires du dit pacte : c'était un succès d'une importance incomparable, un succès dépassant tous les autres que la Petite Entente s'attribuait en cette occasion.

Il était réellement exact suivant le mot du Ministre roumain Ghika, que la Petite Entente avait réussi « à se faire

une place en Europe » et qu'elle « pouvait être fière d'être devenue une grande puissance universellement estimée ».

Au mois d'avril 1933, à la *Conférence du Désarmement*, la Petite-Entente s'est montrée à nouveau homogène et résolue et elle continua à défendre les mêmes principes que lors des discussions autour de la création du pacte à quatre. Dans ce but, elle apporta des amendements au projet Mac Donald qui se basait sur les principes suivants :

- a) « Egalité de tous les Etats, grands et petits;
- b) « Respect des droits et devoirs découlant du pacte de la Société des Nations;
- c) « Opposition à toute idée de révision;
- d) « Assimilation du recours à la force, à la guerre » (1).

Notre intention n'est pas de nous occuper des relations économiques entre les trois Etats de la Petite Entente mais, au crédit de son activité, nous devons mentionner que surtout depuis la réalisation du pacte d'organisation (16 février 1933), ces relations économiques entre les trois Etats se sont développées très vite et leur ont été très profitables.

En 1934, la stabilité de la Petite Entente était toujours très grande et son action, efficace. Après la mort tragique du roi Alexandre à Marseille, la Tchécoslovaquie et la Roumanie se sentirent elles-mêmes atteintes par le malheur qui venait de frapper la Yougoslavie à laquelle elles apportèrent le réconfort de leur amitié.

A la Société des Nations, la Petite Entente unanime formula son accusation publique contre les coupables du crime de Marseille. La perte du roi Alexandre, l'un des grands animateurs de la Petite Entente, fut un rude coup qui lui fut porté mais, de cette épreuve, elle sortit provisoirement grandie et fortifiée. Les trois Etats de la Petite Entente ressentirent profondément que l'attentat de Marseille était un attentat contre elle-même; aussi s'affirmèrent-ils déci-

(1) V. M. Radovanavitch : *op. cit.*, p. 53.

dés à resserrer davantage encore les liens les unissant pour mieux se protéger contre leurs adversaires.

Une des plus importante raison d'être de la Petite Entente consistait dans le fait que par sa seule existence, elle mettait puissamment obstacle en Europe aux entreprises révisionnistes d'Etats prêts à provoquer des guerres ou des troubles pour atteindre leurs buts.

Mais, en 1935, se produisit la nouvelle orientation de la politique extérieure yougoslave et la situation de la Petite Entente allait s'en trouver atteinte.

II

LA PETITE ENTENTE DEPUIS 1935

Si la force, la puissance, l'intelligence et la réputation de la Petite Entente ne firent que croître depuis 1920 jusqu'en 1935, nous pouvons dire, sans exagération, que c'est le contraire qui s'est produit depuis 1935.

Jusqu'en 1935, la Petite Entente eut toujours de nombreux adversaires, mais l'unité des trois Etats qui la composaient était plus forte encore et toutes les attaques venant des ennemis de ces trois Etats jeunes et pleins d'avenir se brisaient contre la volonté et la solidarité de leurs dirigeants.

Malheureusement, nous ne sommes plus en mesure de parler de cette unité et de cette solidarité depuis 1935.

Si les plus grands ennemis de la Petite Entente n'avaient pas réussi à désagréger cette dernière en dépit des plus graves orages, ils peuvent être heureux aujourd'hui, en constatant que la Petite Entente a commencé à s'affaiblir du fait de la politique extérieure suivie par ses propres membres.

Il nous est pénible de constater que ce fut la Yougoslavie qui commença une politique diamétralement opposée à celle de la Petite Entente et à celle suivie par la Yougoslavie elle-même jusqu'en 1935, mais l'impartialité nous impose cette constatation.

Avant d'essayer de démontrer cette déviation de la politique extérieure yougoslave par rapport à la Petite Entente, nous devons dire qu'il n'est pas question ici de savoir si cette nouvelle politique était bonne ou mauvaise pour la Yougoslavie. La seule chose à laquelle nous nous bornerons, sera de démontrer par les faits que cette nouvelle politique yougoslave n'était pas toujours conforme à celle de la Petite Entente, et que du fait des derniers et très graves échecs subis, ces derniers temps par elle, il est extrêmement difficile d'en parler encore comme d'un organisme vivant.

Sans doute, la Petite Entente n'a pas cessé de tenir ses conférences de conseil permanent et, jusqu'à ce jour, aucune de ses Conférences n'a pas manqué d'être suivie du communiqué officiel affirmant « la parfaite concordance de vues » des trois Etats. Toute autre, cependant, apparaît la réalité.

Dès l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement yougoslave, en juin 1935, le bruit se mit à circuler que le nouveau Président du Conseil et ministre des Affaires Etrangères, M. Stoyadinovitch, n'avait qu'une demi-sympathie pour la Petite Entente. C'était à peine croyable, la politique de cette dernière s'étant déjà révélée comme très utile et très bienfaisante pour les trois Etats qui la composaient.

D'autre part, le roi Alexandre était très attaché à cette politique, et il paraissait impossible à imaginer que le nouveau dirigeant yougoslave pourrait pratiquer une autre politique extérieure que celle préconisée par le malheureux roi.

Du reste, le nouveau chef de la diplomatie donna des déclarations des plus rassurantes, affirmant qu'il ne toucherait en rien à la politique extérieure inaugurée par le

régime parlementaire et poursuivie dans le régime autoritaire.

Mais il n'y avait là rien d'autre qu'une déclaration, puisqu'en fait, très vite après l'arrivée du nouveau gouvernement, un grand changement ne tarda pas à se dessiner dans la politique extérieure en général et notamment, dans celle de la Petite Entente.

Un des champions de la Petite Entente et de sa politique fort compréhensive était indiscutablement le ministre des Affaires Etrangères roumain, M. Titulesco. Ce n'était un secret pour personne que M. Titulesco était un des animateurs de la Petite Entente et grand partisan de la collaboration avec la France mais, en même temps, l'ennemi déclaré de toute revision des traités et par là même très mal vu de la Hongrie, de l'Italie et notamment de l'Allemagne.

M. Stoyadinovitch, nouveau ministre des Affaires Etrangères yougoslave n'avait, jusqu'en 1935, aucun rôle dans la Petite Entente. On savait bien de lui qu'il aimait fort peu la France et ne tenait pas beaucoup à son amitié, qu'il était un admirateur de l'Allemagne et n'éprouvait guère d'affection pour la Petite Entente et surtout pour son animateur, M. Titulesco.

Mais, comme nous le disions tout à l'heure, il était très difficile d'ajouter foi à de pareils bruits.

Au mois de juillet 1935, le prince régent Paul se rendit à Bucarest pour faire une visite officielle au roi Carol de Roumanie. Le nouveau ministre des Affaires Etrangères yougoslave n'accompagna pas à ce voyage le prince Paul, cependant que le roi Carol était assisté par son ministre des Affaires Etrangères, M. Titulesco. Le fait parut d'autant plus étrange qu'il y avait là une excellente occasion pour M. Stoyadinovitch de prendre un contact direct avec les dirigeants de la politique extérieure roumaine.

Les amis de la Petite Entente commencèrent à craindre

pour le sort de cette dernière, s'imaginant qu'en la circonstance l'inspiration allemande pouvait s'exercer.

Ces craintes s'appuyaient également sur le fait que, quelques jours avant l'entrevue de Bucarest, M. Goering avait visité Belgrade où, évidemment, il avait eu une entrevue avec M. Stoyadinovitch. Craintes exagérées, sans doute, puisqu'au mois d'août de la même année, eut lieu à Bled la réunion du conseil permanent du groupement, clôturée par la confirmation traditionnelle de la parfaite concordance de vues entre ses membres.

Cependant, une véritable mésentente dans la Petite Entente ne tarda pas à se faire jour, à l'occasion du vote par l'Autriche, le 1^{er} avril 1935, d'une loi spéciale introduisant le service militaire obligatoire.

Cet acte de l'Autriche représentait une dérogation notoire au traité de Saint-Germain. Tout le monde s'attendait à une protestation immédiate de la Petite Entente, dont nul n'ignorait l'opposition à tout changement de l'ordre établi par les traités de paix.

Jusqu'alors, en pareilles conjonctures, la Petite Entente avait réagi énergiquement et efficacement. Mais que se passa-t-il au sein de ce groupement, le vote une fois acquis de la loi autrichienne constituant une violation flagrante du traité de Saint-Germain?

Evidemment, cette nouvelle venant d'Autriche provoqua une grande émotion dans l'opinion publique des trois capitales. Rien de plus justifié. Mais si cette opinion publique était émue au même degré dans les trois Etats, le gouvernement de Belgrade paraissait bien éloigné de l'être autant que les deux autres. Il semblait même n'être pas disposé à protester contre un tel acte du gouvernement de Vienne, ou, tout au moins il ne se montrait pas très pressé de le faire.

Au lieu d'apporter une prompte décision et d'envoyer une note commune et énergique au gouvernement de Vienne, comme c'était jusqu'alors l'habitude de la Petite

Entente, les trois Etats, après six jours de tergiversations, parvinrent finalement à se mettre d'accord pour adresser à Vienne une note de protestation. Cette note n'était pas collective, mais envoyée séparément par chacun des trois gouvernements.

Note, banale, d'ailleurs. On imagine facilement l'effet qu'elle put produire si l'on sait qu'elle ne donnait aucune indication sur les mesures que la Petite Entente se disposait à prendre en vue de sauvegarder ses intérêts.

Il y était seulement indiqué expressément, que les trois pays se prononceraient ultérieurement sur « les mesures à prendre pour la sauvegarde de leurs intérêts ».

Six jours nesuffisaient pas à la Petite-Entente pour fixer « ces mesures à prendre » !

Si, toutefois, l'Autriche n'était pas avertie depuis longtemps du désaccord qui devait régner dans la Petite Entente à la suite du grand changement survenu dans la direction de la Yougoslavie, du moins ne pouvait plus avoir de doute sur ce fait que la Petite Entente n'était plus la même. Elle avait fort bien compris, et elle se comportait en conséquence.

Aussi le gouvernement de Vienne, au lieu de répondre aux notes qui lui avaient été adressées, se contenta de publier un communiqué officiel dans lequel il déclara simplement et ouvertement qu'il ne songeait même pas à réagir contre les protestations de la Petite Entente.

Ce communiqué autrichien prouve, mieux que tout, que l'Europe était déjà informée que la Petite Entente ne représentait plus cette unité forte et stable qu'elle possédait deux ans auparavant.

L'échec de la Petite Entente était en réalité beaucoup plus grand qu'il n'en parut à cette époque, parce que ses adversaires, encouragés par cet exemple, redoublèrent d'efforts pour disloquer complètement cet organisme qui, depuis 1920, leur barrait la route par sa stabilité, son unité et sa fermeté.



Voici un nouvel exemple qui démontre que vraiment dans la Petite Entente existait un certain dissentiment, disons plus, un certain sabotage.

Un autre incident est survenu dans les rapports entre la Yougoslavie et la Roumanie. M. Titulesco, en quittant Belgrade, le 9 mai dernier, avait déclaré aux journalistes que le Prince Paul et le Président Bénès avaient accepté l'invitation du roi Carol de venir en visite officielle en Roumanie au mois de juin; que les trois chefs d'Etat seraient accompagnés de leurs ministres des Affaires Etrangères et que ce serait une nouvelle manifestation de la solidarité de la Petite Entente.

Mais voici que M. Stoyadinovitch ne veut pas partir pour Bucarest. M. Titulesco vole en avion à Belgrade et cherche à persuader son collègue yougoslave de la nécessité de faire le voyage à Bucarest. Pour une raison qu'on ignore, le Prince partit seul, l'entrevue de Bucarest se passa sans la présence du ministre responsable yougoslave, mais en présence des ministres roumain et tchécoslovaque, MM. Titulesco et Krofta.

Incident bien curieux, quand on pense au voyage empressé de M. Stoyadinovitch à Bucarest deux mois plus tard, après la chute de M. Titulesco.

Le débarquement de M. Titulesco, qui était considéré comme le principal animateur de la Petite Entente, n'a pas l'air d'avoir ému outre mesure le gouvernement de Belgrade, ce qui conduit à penser que des causes d'ordre essentiellement politique, ayant trait à toute la politique de la Petite Entente, ont dû déterminer ce changement.

Dans tous les milieux amis et alliés de la Petite Entente, on considéra le départ de M. Titulesco comme un signe d'affaiblissement du bloc formé par les trois pays danubiens en vue de pratiquer la même politique extérieure.

On ne peut pas dire que c'est le ministre des Affaires Etrangères yougoslave qui est responsable de cet affaiblissement, mais on doit bien considérer que l'affaiblissement a eu lieu alors que M. Stoyadinovitch se trouvait à la direction des affaires extérieures yougoslaves (1).

(1) L. Markovitch : *Politique*, janvier 1938, p. 47-48.

Un an s'était à peine écoulé depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement de Belgrade que, déjà, plusieurs exemples venaient corroborer l'affaiblissement continu de la Petite Entente. Les faits semblaient confirmer les rumeurs de 1935. L'avenir du groupement se présentait de moins en moins sous un signe favorable et les preuves s'accumulaient de jour en jour que Belgrade ne ménageait plus la Petite Entente.

Dans le pacte d'organisation du 16 février 1933, il était dit que la politique extérieure des trois Etats devait être complètement unifiée pour n'en former qu'une seule commune à tous; une unification de la politique générale était donc réalisée. L'article 6 du même pacte prescrit textuellement :

Tout traité politique de chaque Etat de la Petite Entente, tout acte unilatéral changeant la situation politique actuelle d'un Etat de la Petite Entente à l'égard d'un tiers, ainsi que tout accord économique comportant des conséquences politiques importantes exigeront dorénavant le consentement unanime du Conseil de la Petite Entente. Les traités politiques actuels de chaque Etat de la Petite Entente ou des Etats tiers seront progressivement et autant que possible unifiés.

Mais, le 25 mars 1937, avec une hâte déconcertante, la Yougoslavie conclut avec l'Italie un accord politique et un accord économique. La Petite Entente existe cependant toujours, avec tous ses accords, avec son statut, avec son pacte d'organisation, avec l'article 6 de ce pacte.

Il était donc permis de penser que la Yougoslavie avait d'abord porté l'accord italo-yougoslave avant sa conclusion, à la connaissance du conseil permanent de la Petite Entente et qu'elle en avait obtenu « le consentement unanime »...

Supposition toute gratuite!

La Yougoslavie avait accompli une action purement isolée, de telle sorte que l'Europe et la Petite Entente se trouvèrent, le 25 mars 1937, placées devant le fait accompli

Nous retrouvons bien là la manière de faire chère à Mussolini, mais jusqu'alors les membres de la Petite Entente avaient une toute autre habitude.

Pour qui ne pouvait ignorer que l'Italie, et particulièrement son chef, Mussolini, n'avaient jamais cessé leur rude campagne contre la Petite Entente, en vue de la disloquer, cette action isolée du gouvernement de Belgrade, se passant cavalièrement de l'avis de ses alliés, devait provoquer la stupeur.

Ce qui est le plus surprenant, c'est que le pays que l'on peut le moins soupçonner d'être capable de servir le plan de Rome sous ce rapport, s'est volontairement prêté au jeu italien pour donner un coup à la Petite Entente, et pour se désolidariser de la France au moment même où la France réalise avec l'Angleterre un bloc solide pour la défense de la paix et des traités existants (1).

Décidément, c'était un coup très dur pour la Petite Entente, déjà ébranlée. Ses ennemis s'empressèrent de dire qu'elle avait vécu, et qu'elle ne méritait plus aucun intérêt. Dans *La Revue parlementaire* du 15 avril 1937, sous le titre « Entente et Mésentente », M. Henri de Chambon pouvait écrire : « La réunion du comité de la Petite Entente, venant après la signature du traité italo-yougoslave, n'a pas eu un grand retentissement. Cela vaut mieux pour lui, car si l'on avait voulu examiner l'actuelle situation de la Petite Entente, il eût fallu en modifier légèrement le titre, et l'appeler « Grande Mésentente ».

Constatacion pénible, surtout de la part d'un Français, mais, malheureusement, les meilleurs amis de la Petite-Entente voyaient bien qu'en dépit de tout communiqué rassurant émanant de son Conseil, l'étoile de la Petite-Entente commençait à pâlir.

(1) L. Markovitch : *L'orientation nouvelle de la Yougoslavie*, article publié dans *L'Esprit international*, juillet 1937, p. 291-310.

De leur côté, ceux que gênait la puissance de la Petite Entente commençaient à respirer plus à l'aise : les aspirations en vue de procéder à une revision complète des traités de paix avaient bien des chances d'aboutir. On attendait le moment, et l'on n'eut pas longtemps à attendre.

Le roi Alexandre de Yougoslavie assassiné, les adversaires de la Petite Entente ne pouvaient qu'être satisfaits du douloureux événement, entraînant la disparition d'un homme qui, par sa politique, les gênait considérablement.

Par ailleurs, disparaissait une autre grande figure de la Petite Entente, M. Titulesco, éloigné brusquement du pouvoir, peut-être avec le concours des ennemis de la Petite Entente.

Seule, la Tchécoslovaquie gardait ses hommes d'Etat et, naturellement, M. Bénès fit l'impossible pour garder intacte cette Entente si nécessaire aux trois Etats.

Mais M. Bénès n'avait plus ses anciens collaborateurs, et, sa tâche se trouva hérissée d'autant plus de difficultés que, non seulement les remplaçants n'avaient pas la réputation de leurs prédécesseurs, mais pouvaient être considérés comme des hommes opposés à la politique de la Petite Entente.

Augurer de l'avenir de l'organisation était devenu chose aisée depuis le jour où la Tchécoslovaquie ne trouvait plus, en Roumanie et en Yougoslavie, notamment, la même compréhension qu'autrefois.

Les adversaires de l'union des trois Etats pouvaient triompher et il ne leur restait plus qu'à saisir l'acte revisionniste par lequel ils débuteraient.

L'Allemagne ouvrit le jeu. L'idée de procéder à un Anschluss avec l'Autriche lui demeurait la plus chère comme la plus facile à réaliser. Parfaitement instruite de la vieille hostilité de la Petite Entente envers l'Anschluss, ne pouvant ignorer que cette Petite Entente avait à plu-

sieurs reprises depuis la guerre apporté de sérieuses entraves à cet Anschluss, l'Allemagne aurait dû s'attendre à rencontrer de grandes difficultés pour la réalisation de ses projets. Mais celles-ci n'existaient vraiment plus pour elle.

L'Allemagne était bien loin d'être naïve. Elle savait, peut-être mieux que tout autre, que la Petite Entente n'était plus la même et qu'elle se trouvait fortement affaiblie grâce à un plan habilement préparé par ses ennemis.

Au surplus, l'adversaire ardent de l'Anschluss, le malheureux chancelier Dollfuss, subissait en 1934 le sort qui devait être réservé un peu plus tard au roi Alexandre.

Il n'y avait donc pas de raison d'attendre davantage. Adolf Hitler avait bien calculé. Le coup de théâtre du 18 février 1938, lors de l'entrevue Hitler-Schuschnigg, ébranla fortement l'indépendance autrichienne.

Par son discours du 24 février 1938, le chancelier Schuschnigg essaya de sauver l'indépendance de son pays. Le 8 mars, il se décida à faire un plébiscite pour éviter une fois encore l'Anschluss. Mais le 12 mars, l'Autriche n'existait pour ainsi dire plus sur la carte européenne. Elle était devenue une simple province du Grand Reich.

L'Anschluss, le fameux Anschluss était enfin réalisé.

Pendant ce temps, la Petite-Entente dormait. Certes, elle était trop faible pour arrêter à elle seule la marche du colosse allemand, mais avait-elle tenté quelque chose pour enrayer l'Anschluss, comme elle l'avait déjà fait précédemment? Rien, trois fois rien.

Cependant, peu de temps auparavant, le ministre yougoslave avait visité Hitler et avait eu avec lui de longues conversations ainsi qu'avec tous les autres hommes d'Etat du Reich. Le premier ministre yougoslave était-il alors au courant des intentions du Führer? Nous l'ignorons, nous, d'aucuns l'affirment.

Le Premier ministre yougoslave avait-il rendu compte à ses collègues de la Petite-Entente de ses conversations avec Hitler? Nullement,

Le gouvernement yougoslave ne semblait pas très ému de cet Anschluss. Tout au contraire. Si incroyable que cela soit, la presse purement gouvernementale traduisait une grande joie de cette disparition de l'Autriche, alléguant que la puissance de l'Autriche, avec ses 7 millions d'habitants, était un plus grand danger pour la Yougoslavie que l'Allemagne impérialiste avec ses 75 millions d'habitants.

On s'expliquera mieux la passivité de la Petite-Entente devant cette attitude de la Yougoslavie.

Par ailleurs, les autres Etats de l'Europe agissaient de la même manière que la Yougoslavie et que la Petite-Entente. Le grand ami de l'Autriche, Mussolini, comme toujours à la veille de grands événements, s'était retiré à Rocca-della-Caminato et, sur un appel téléphonique de Vienne, faisait répondre que la communication n'était pas libre.

Comme toujours, l'Angleterre attendait placidement les événements...

La France, en ces graves moments, n'avait pas de gouvernement, mais on lui rendra hommage, parce qu'elle fut le seul Etat ayant essayé auprès de tous les autres gouvernements de provoquer une démarche commune à Berlin.

Aucun ne répondit favorablement.

La même question qui se posait le 13 mars 1938, au lendemain de l'Anschluss, revenait sur les lèvres : à qui le prochain tour?... Cependant la Petite-Entente existait toujours. Sans doute, elle avait laissé se réaliser l'Anschluss, mais bien contre son gré. Ses membres, au dernier moment allaient-ils se ressaisir et reprendre leur ancienne politique? La suite va nous l'apprendre.

La prochaine victime du revisionnisme se trouvait à portée. C'était un membre de la Petite-Entente lui-même, la malheureuse Tchécoslovaquie.

L'Europe espérait, il est vrai, que la Petite-Entente était encore et toujours en mesure de s'opposer à toute revision

des frontières de ses membres. Mais il était un homme qui connaissait très bien la situation de la Petite-Entente depuis trois ans. Cet homme était Adolf Hitler, et cela suffisait.

Au mois de mars déjà, sitôt après l'Anschluss, le Premier yougoslave déclarait de la façon la plus explicite que la tension tchéco-allemande n'intéressait pas la Petite-Entente, partant son pays, et que ce groupement n'avait été créé que pour intervenir seulement au cas d'une menace hongroise.

Le moment n'est pas venu pour nous de traiter de l'opportunité d'une telle déclaration et, par la suite, nous y reviendrons. Nous ne devons que constater ici la déviation qui s'était produite dans la politique extérieure yougoslave, entraînant un changement d'attitude envers la Petite-Entente.

Jusqu'en 1935, la Yougoslavie fit face à tous les engagements et obligations qui résultaient pour elle du pacte de la Petite-Entente. Exemples à l'appui, nous avons montré que depuis 1935, ces obligations n'étaient plus désormais sacrées pour le gouvernement de Belgrade.

Survenue immédiatement après l'Anschluss, la crise tchécoslovaque, vient de se terminer d'une façon particulièrement tragique pour la Tchécoslovaquie et la Petite-Entente.

Nous avons vu que la Yougoslavie ne voulait pas s'intéresser à la question tchécoslovaque, en invoquant que la Petite-Entente ne pouvait rien d'autre que de protéger ses membres contre une attaque hongroise.

Si cette affirmation était exacte, il n'y aurait rien à reprocher à la Yougoslavie, puisqu'alors elle n'aurait enfreint à aucune de ses obligations envers la Petite-Entente. Ce n'est malheureusement pas exact. L'atteinte aux obligations de la Petite-Entente existait bien, et nous allons le démontrer.

Nous avons dit qu'une convention complémentaire tchéco-yougoslave avait été signée, le 31 août 1922, à Marinské-

Lazné par MM. Bénès et Pachitch, dans l'intention précisément d'élargir la portée de l'accord primitif du 14 août 1920. D'après cette convention, les deux Etats s'obligeaient à une assistance mutuelle, non seulement dans leurs rapports avec la Hongrie, mais partout et en toutes occasions.

Rappelons l'article 4 de cette Convention :

Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent à se porter, *en général*, appui politique et diplomatique dans leurs rapports internationaux, dans le cas où elles croiraient leurs intérêts communs menacés. Elles s'engagent à se concerter sur les mesures propres à les sauvegarder.

Ajoutons que cette convention est toujours en vigueur.

Or, au lieu de tout « appui politique et diplomatique », et de « se concerter sur les mesures » à prendre, le gouvernement de Belgrade ne bougea pas, allant même jusqu'à affirmer dans ses déclarations que la Yougoslavie n'avait rien de commun avec la crise tchécoslovaque.

Nous faut-il encore dire que la presse gouvernementale yougoslave ne cacha pas sa sympathie pour les Allemands et son antipathie pour les Tchécoslovaques?

En 1933, dans le pacte d'organisation, les trois Etats avaient réuni leurs politiques extérieures en une seule politique commune. Les membres de la Petite-Entente s'étaient obligés à paraître toujours, dans toutes les questions extérieures, comme un bloc, au point que l'on pouvait penser que la Petite-Entente était devenue une Confédération d'Etats.

A l'heure actuelle, en 1938, le gouvernement yougoslave prétend ne rien avoir à faire dans la crise tchécoslovaque terminée, de bien triste mémoire, par un démembrement presque complet d'un Etat membre de la Petite-Entente.

Depuis 1935, répétons-le, — et nous espérons l'avoir prouvé suffisamment — la politique extérieure yougoslave, diffère nettement de celle suivie jusqu'à cette date et cela même à l'endroit de la Petite-Entente, base fondamentale pourtant de cette politique extérieure.

III^e PARTIE

Les Relations italo-yougoslaves

CHAPITRE PREMIER

Les Relations italo-yougoslaves de 1915 à 1935

Si, ainsi qu'il a été déjà dit, la Yougoslavie fut à même de resserrer plus étroitement ses liens d'amitié avec les Etats membres de la Petite-Entente de 1919 à 1935, il en fut tout autrement dans ses rapports avec l'Italie au cours de cette même période.

D'autre part, alors qu'à dater de 1935, la politique extérieure yougoslave, s'éloignant de la Petite-Entente, provoque son affaiblissement, elle va se rapprochant de l'Italie à partir de cette même année 1935, époque limite du renversement de son orientation.

Nous verrons qu'en ce qui concerne l'Italie ces changements d'inclination aboutirent pratiquement à des résultats concrets remarquables qui retiendront spécialement notre attention.

De toute nécessité, pour se rendre compte de ces changements, à partir de 1935, il importe de connaître exactement les relations initiales qui les ont précédés.

Examinons donc tout d'abord les relations Italo-Yougoslaves avant 1935. Toutefois, au lieu de prendre 1919 pour date liminaire de cette première période, ainsi que nous l'avons fait généralement, nous ferons remonter à 1915 le

point de départ de la première phase des relations Italo-yougoslaves.

Nous avons à cela de sérieuses raisons. C'est parce qu'en cette année 1915, le 26 avril, fut conclu le Traité de Londres qui, de toute sa masse, pesa sur les relations Italo-Yougoslaves d'après-guerre et même au cours de la Grande-Guerre.

*
**

Lorsqu'éclata la guerre en 1914, tout le monde en Europe escomptait que l'Italie demeurerait neutre. Un peu plus tard, les dirigeants italiens s'aperçurent qu'une éventuelle entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés serait très certainement profitable à leur pays. Cependant, avant de l'engager dans la lutte, ils tinrent à lui assurer, au préalable, la promesse d'avantages substantiels pour le jour de la Victoire espérée.

C'était tout à fait naturel et il n'y a pas à reprocher à l'Italie d'avoir tout simplement cherché son intérêt.

M. San-Giuliano qui, à l'époque, dirigeait la politique de son pays se déclara, le premier, partisan de l'entrée de l'Italie aux côtés des Alliés, à condition d'assurer à son pays plusieurs avantages, qui pourraient se résumer dans les directives suivantes :

1° S'assurer que les Puissances Alliées, qui paraissaient tenir l'Allemagne pour principale coupable, n'épargneraient cependant pas l'Autriche directement responsable, elle aussi, du conflit.

2° Entrée en guerre en même temps que la Roumanie.

3° Acquérir partout la frontière naturelle des Alpes, ainsi que quelques îles Dalmates, mais sans visées territoriales en Dalmatie, province essentiellement slave.

4° Mener la guerre en plein accord politique et militaire avec la Serbie qui, comme l'Italie, avait intérêt direct à la disparition de la monarchie des Habsbourgs,

5° Continuer après la guerre une politique de collaboration avec Belgrade, en vue d'assurer à l'Italie une influence politique en Orient (1).

Malheureusement pour l'Italie et pour la future Yougoslavie, l'auteur de ce plan d'action mourut le 16 octobre 1914 et un homme d'Etat aux préférences contraires lui succéda, M. le baron Sonnino.

Ce dernier considérait que les buts de guerre de l'Italie devaient être tout autres; il estimait que l'Italie devait obtenir une grande partie de la Dalmatie, encore que sa population fut pour 90 % slave.

A cet effet, Sonnino signa avec les grandes puissances Alliées le très fameux traité secret de Londres, du 26 avril 1915 qui promettait non seulement Trieste et Goriza à l'Italie, mais encore d'importants territoires habités par des éléments absolument et incontestablement slaves : une partie de la Dalmatie, l'Istrie et de nombreuses îles dalmates.

Il semble bien que ce traité soit vraiment resté secret pendant deux ans mais, en 1917, les bolchevicks le dénonçaient dans son ensemble, ce qui ne manqua pas d'entraîner de lourdes conséquences.

Les troupes austro-hongroises composées de Yougoslaves en nombre assez considérables, commencèrent à s'inquiéter. Les Autrichiens profitèrent de cette situation pour affirmer aux Yougoslaves qu'ils appartenaient encore et toujours à l'armée autrichienne et qu'en ne luttant plus loyalement pour l'Autriche, ils couraient le risque de tomber après la guerre sous le joug italien.

Les Yougoslaves, désespérés, commencèrent à se battre aux côtés des Autrichiens avec beaucoup d'ardeur et les Italiens furent, dès lors, nettement battus. On peut considérer la défaite italienne sur Cobaride comme une conséquence di-

(1) Comte Sforza : *Les Frères ennemis*.

recte du fait que les Yougoslaves eurent connaissance des dispositions du fameux traité de Londres.

Par bonheur les Italiens, eux aussi, se rendirent bientôt compte de la gravité de la situation et s'empressèrent de conclure à Paris un autre traité, en 1918, par lequel ils s'obligèrent à respecter après la guerre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et, parlant, à régler tout conflit éventuel avec la Yougoslavie suivant le dit principe, conformément aux 14 points du Président Wilson.

Les conséquences de ce dernier pacte furent des plus heureuses.

Les Yougoslaves faisant partie de l'armée autrichienne commencèrent à se rendre de plus en plus nombreux à l'armée italienne, quand ils en pouvaient trouver la possibilité au cours des combats; ces redditions affaiblissaient d'autant l'armée autrichienne.

La guerre terminée, les choses n'allèrent plus de la même façon : A la Conférence de la Paix, ces mêmes représentants italiens qui représentaient l'Italie lors de la conclusion du pacte de 1918, Orlando et Sonnino, eurent des exigences qui dépassaient même les dispositions du traité de Londres. Orlando et Sonnino ne se rebutaient pas de se mettre ainsi en contradiction formelle avec eux-mêmes.

Ils demandaient aux signataires du traité secret de 1915 exécution complète de tous les points du dit traité qui étaient à l'avantage de l'Italie et en même temps, défendaient la règle « *pacta sunt servanda* » en réclamant révision des différents points du même traité qui comportaient des avantages pour la Yougoslavie.

De très grandes difficultés apparurent donc immédiatement après la guerre. La Yougoslavie était soutenue par le Président Wilson s'obstinant à demander le respect de son principe préféré : « le principe des nationalités ». En sa personne, les Etats-Unis contestaient donc, avec raison, la

validité du traité de Londres. Il est vrai qu'ils n'étaient pas signataires de ce traité.

Tout à fait à tort, les Italiens invoquaient, des raisons d'ordre ethnique et d'ordre historique. Les deux sortes de raisons étaient parfaitement insoutenables, car il était bien évident qu'on ne pouvait rattacher plus d'un demi-million de Slaves à l'Italie pour lui permettre de prendre Fiume, dans laquelle vivaient peut-être de vingt à trente milles Italiens.

La raison historique était également sans valeur; il était presque ridicule de l'invoquer.

Par contre existait une vraie raison qui ne constituait cependant pas une justification des prétentions italiennes; cette raison, la plus soutenable et pourtant à peine invoquée, était géographique et économique. Les spécialistes américains eux-mêmes en reconnaissaient l'opportunité et proposaient de sacrifier le strict principe des nationalités, dans la délimitation des frontières italiennes de l'Est, à l'intérêt et aux besoins stratégiques de l'Italie. Ce sont surtout ces intérêts stratégiques qui valurent à l'Italie les sérieux avantages acquis.

Le Président Wilson était disposé à offrir à l'Italie trois bases dans l'Adriatique qui devaient suffire largement à sa sécurité, et à sa suprématie dans l'Adriatique même. Ces trois bases, le port de Poul qui domine le nord de l'Adriatique, Sasseno et Valone étaient des postes de vigie à l'entrée ou à la sortie de l'Adriatique vers la Méditerranée. De plus une île, au milieu de l'Adriatique était offerte à l'Italie.

Mais celle-ci voulait davantage : outre son souci de garantir sa sécurité et sa suprématie dans l'Adriatique, elle visait à se ménager une pénétration dans les Balkans; c'est pour cette raison qu'elle réclamait en plus, Fiume, plusieurs îles dalmates, une partie de la côte dalmate elle-même et Valone, le tout accomodé d'un protectorat sur l'Albanie entière.

Donner satisfaction à l'Italie, c'était non seulement re-

connaître la suprématie de l'Italie dans l'Adriatique, mais encore la subordination économique totale de la Yougoslavie.

Cette contrainte économique ne devait-elle pas fatalement engendrer un état de fait générateur de troubles, de guerres et de nouveaux désaccords dans les Balkans?

Après d'interminables discussions, on parvint cependant à la conclusion d'un traité entre la Yougoslavie et l'Italie. Ce fut le *Traité de Rappalo* du 12 novembre 1920, qui réglait la question de délimitation des frontières entre les deux pays.

L'accord n'avait été rendu possible que par les concessions énormes consenties par le gouvernement de Belgrade, grâce aussi au changement survenu au sein du gouvernement italien où M. Sforza venait de prendre la direction des Affaires Etrangères. Celui-ci était très bien considéré à Belgrade en raison de son intelligente conception de la seule politique réaliste praticable dans l'Adriatique; le gouvernement de Belgrade rendu plus confiant, accorda toutes les concessions possibles.

Par le traité de Rappalo, l'Italie obtenait tout d'abord d'excellentes frontières alpines, l'Istrie entière, les îles Dalmates, Lusson et Cherso ainsi que la ville de Zara en Dalmatie.

Afin de servir aux deux Etats contractants, Fiume et son port était déclarée ville libre et indépendante. Ainsi Fiume était destinée à servir de port commun aux Italiens aussi bien qu'aux Yougoslaves.

Ce traité fut suivi d'une convention anti-habsbourgeoise signée le même jour et ce règlement laissait supposer que les meilleures relations italo-yougoslaves s'ensuivraient désormais.

L'Italie ne se trouva pas encore satisfaite de ce traité de Rappalo signé par son représentant le Comte Sforza et elle refusa d'en reconnaître plusieurs dispositions.

En 1923 déjà, par la *Convention de Santa-Margerita*, la

Yougoslavie fut obligée de le réviser et de consentir à de nouveaux sacrifices. Même avant cette époque, Fiume était occupée par des militaires italiens; la Yougoslavie se trouvait ainsi placée devant le fait accompli.

Fiume devint donc légalement italienne en 1923. Au cours de l'année furent liquidés jusque dans leurs plus petits détails toutes les questions et différends se rapportant à l'Adriatique, mais toujours par des concessions faites par Belgrade à Rome qui finit enfin par admettre que les deux pays voisins devaient se mettre d'accord et établir entre eux des relations correctes et cordiales.

C'est ainsi que nous pûmes voir le 27 janvier 1924, M. Mussolini et M. Pachitch signer à Rome un *accord d'amitié italo-yougoslave*. Cet accord fut très favorablement accueilli en Yougoslavie comme en Italie. La Yougoslavie était heureuse d'en avoir enfin terminé avec l'éternelle querelle de l'Adriatique. Un nouvel Etat comme la Yougoslavie avait, plus que tout autre, vraiment besoin de paisibles rapports avec ses voisins, ayant de sérieuses difficultés intérieures à résoudre.

« Le pacte de Rome avait encore une autre portée. Il pouvait exercer une influence directe sur l'équilibre de l'Europe Balkanique, et surtout de l'Europe Centrale, puisque les deux Etats s'engageaient à veiller à l'exécution des traités de paix et à se concerter chaque fois que leurs intérêts seraient menacés. Par conséquent, il était d'une importance capitale pour les petits Etats qui étaient assurés de bienveillance de la part de l'Italie et ne pouvaient pas craindre qu'un des leurs entrât en conflit avec la Maison de Savoie » (1).



La Yougoslavie, depuis 1920, avait tout fait pour satis-

(1) J. Aulneau : *op. cit.*, p. 585.

faire sa puissante voisine latine et pour jouir d'une paix durable et solide dans l'Adriatique. Après l'accord de 1924, il n'existait pour ainsi dire plus de différends entre les deux pays susceptibles de troubler la paix. Tout allait pour le mieux des deux côtés de l'Adriatique; les relations italo-yougoslaves paraissaient promises à un avenir paisible et heureux. Au mois de mai 1925, M. Mussolini parlant devant le Sénat, des rapports italo-yougoslaves les qualifiait ainsi :
« Ils sont cordiaux et je veux dire très bons; je poursuis » avec la nation voisine la politique inaugurée par le pacte » d'amitié et complété par le traité de commerce. »

Un peu plus tard, le ministre des Affaires Etrangères yougoslave déclarait :

Nos deux pays liés par de multiples intérêts sont entrés dans la période effective de collaboration amicale sur les domaines nombreux dans lesquels nos intérêts se superposent ou se complètent. L'échange de vues que j'ai eu, dans une atmosphère d'amitié et de confiance avec M. Mussolini n'a fait que confirmer à quel point des intérêts importants orientent nos deux pays vers l'amitié et la collaboration.

Durant l'année 1925-26, de nombreuses tentatives eurent lieu en vue de la conclusion d'un accord tripartite entre la France, l'Italie et la Yougoslavie, mais les résultats ne furent pas satisfaisants. *Mussolini repoussait toujours un pacte tripartite*; par contre, il offrait à la Yougoslavie une alliance bilatérale. La Yougoslavie, de son côté, se méfiait d'une telle offre.

En réalité, le gouvernement yougoslave n'ayant pas confiance en l'Italie, redoutait une alliance formelle avec elle seule, à l'exclusion de toute autre puissance. L'intense activité diplomatique du fascisme et ses dessins en matière de politique étrangère non encore dévoilés, dictaient une extrême réserve aux Etats qui répugnaient à toute aventure internationale, (1).

(1) G. Christopoulos : *op. cit.* p. 199.

Donc, en ces années 1925 et 1926, la Yougoslavie commença à redouter les tendances de cette politique italienne, parce que si l'Italie était vraiment sincère, elle n'avait aucune raison de repousser un accord tripartite. C'est pour quoi, elle fit tout son possible en vue d'un accord franco-yougoslave qui, le cas échéant, faciliterait le choix qu'elle pouvait avoir à exercer entre l'amitié française et italienne.

Dès 1927 les relations italo-yougoslaves furent moins correctes; de part et d'autre, on se méfiait. Dans le même temps l'Italie se dressait contre la France et s'efforçait à l'atteindre par tous les moyens. L'un de ceux-là consistait à affaiblir les Etats amis et alliés de la France.

Or, la Yougoslavie était une des meilleures amies de la France; n'ayant pas réussi à la séduire, l'Italie allait rechercher d'autres moyens pour l'attirer à elle.

Le 5 avril 1927, elle conclut avec la Hongrie l'« *Accord de l'amitié, de conciliation et de l'arbitrage* ». Les commentateurs qui suivirent, à Budapest et à Rome, se révélaient des moins courtois à l'égard des trois pays de la Petite-Entente et pour la France. Par cet accord, l'Italie s'engageait à appuyer fortement la Hongrie dans ses efforts tendant à la révision du traité de Trianon. Les Hongrois, très satisfaits, déclaraient ouvertement à qui voulait les entendre que dorénavant l'Italie était à leurs côtés pour le meilleur et pour le pire et qu'en conséquence ils n'avaient plus à ménager leurs voisins.

La Yougoslavie considéra que cette amitié italo-hongroise n'était pas compatible avec l'accord italo-yougoslave et se rapprocha davantage de la France. Antérieurement à cet accord, le 27 novembre 1926, l'Italie avait d'ailleurs déjà eu un geste qui suffisait à démontrer sa tendance anti-yougoslave, dans les Balkans.

A cette date, en effet, fut signé le *pacte de Tirana*, entre l'Italie et l'Albanie, pacte tout à fait contraire aux obligations que l'Italie avait contractées par l'accord italo-yougoslave de 1924. L'Albanie devenait presque un protectorat

italien : les banques italiennes ouvraient des succursales en Albanie; avec l'appui des capitaux italiens et sous la surveillance des Italiens de grands travaux publics furent entrepris à Tirana; les militaires italiens entraient dans l'armée albanaise comme instructeurs. La Yougoslavie, stupéfaite, assistait à cette totale emprise économique et politique.

Pour justifier cette pénétration, l'Italie déclara aux gouvernements français, anglais et allemand que l'indépendance de l'Albanie était menacée par la Yougoslavie et qu'elle devait protéger la petite Albanie contre les prétentions impérialistes de la Yougoslavie.

Sans l'Italie, l'Albanie sera partagée et mutilée; en garantissant son indépendance l'Italie a servi les intérêts de l'Albanie et en même temps son propre intérêt qui consiste à écarter de l'autre rive de l'Adriatique toute domination étrangère directe ou indirecte (1).

Le ministre des Affaires Etrangères yougoslaves, M. Montchilo-Nintchitch, démissionna aussitôt après la conclusion du pacte de Tirana.

Donnée en signe de protestation contre la conclusion du pacte de Tirana, écrivait plus tard M. Montchilo Nintchitch, ma démission devait attirer l'attention de l'Europe et de l'Italie elle-même sur la gravité de l'événement. On a souvent dit dans la presse que, par ma démission, j'avais reconnu l'erreur d'une politique de collaboration et d'amitié avec l'Italie. Cela n'est pas exact. Le pacte de Tirana constituait une négation de la politique poursuivie entre les deux pays au cours des dernières années et non pas une conséquence de cette politique (2).

C'en était fait des bonnes relations italo-yougoslaves.

(1) Capasso : *Italia e Oriente*, p. 188, cité par Christopoulos, *op. cit.* p. 201.

(2) Nintchich : *La tension adriatique*, Revue des Vivants, mai 1927, p. 517.

La Yougoslavie, considérait avec raison que l'amitié italo-yougoslave n'était plus possible tant que l'Italie ne se retirerait pas de l'Albanie et ne laisserait pas les Balkans aux peuples balkaniques.

Pour notre part, nous pensons, également, qu'il est très difficile de parler des bonnes intentions de l'Italie, tant qu'elle persistera dans sa pénétration dans les Balkans. Par le pacte de Tirana, la sécurité yougoslave s'est trouvée nettement menacée, justifiant l'attitude de protestation du gouvernement de Belgrade.

Comme l'Italie se refusait définitivement à entrer dans le pacte tripartite avec la France et la Yougoslavie, ces deux dernières puissances, dûment avertis en avoir averti Rome deux mois auparavant, procédèrent à la signature du *Traité d'amitié franco-yougoslave du 11 novembre 1927*. Dans ce traité entièrement conforme au pacte de la Société des Nations, les susceptibilités de tous les autres Etats et particulièrement de l'Italie étaient ménagées. Rien n'était dirigé contre personne et il n'est pas de gens sensés, animés de bonnes intentions qui eussent pu reprocher quoi que ce fût soit à la France, soit à la Yougoslavie.

Pourtant l'Italie et, notamment M. Mussolini, fut loin de se montrer du même avis, tout au contraire. Ce dernier estimait le traité franco-yougoslave comme hostile à l'Italie fasciste et dirigé uniquement contre elle. Dès lors, commença une pitoyable campagne contre la Yougoslavie, et onze jours après la signature du dit traité, M. Mussolini signa avec l'Albanie un *nouveau traité de Tirana, le 22 novembre 1927*, entièrement dirigé contre la Yougoslavie. La Yougoslavie constatait que l'Italie poursuivait son encerclement. Elle dirigea donc sa politique dans le sens du renforcement de la Petite-Entente et de la conclusion d'une Entente balkanique, dans un délai aussi rapproché que possible, s'attachant plus fortement que jamais à la Société des Nations.

Cette politique, précisément, déplaisait à l'Italie. Le désaccord entre les deux Etats allait croissant. Le gouverne-

ment de Belgrade ajournait la ratification des conventions de Nettuno, espérant qu'ainsi elle obligerait l'Italie à lui donner des explications sur sa politique en Albanie. C'était pure illusion. L'Italie, tout au contraire, se servait de ce prétexte pour renforcer sa campagne contre la Yougoslavie. L'hostilité entre les deux Etats se faisait de plus en plus grande.

En 1929, l'accord italo-yougoslave, venu à expiration ne fut pas prorogé. « Inutile de renouveler le traité d'amitié » puisque cette amitié n'existait pas », pouvait dire en janvier 1929, M. Mussolini,

Préalablement à cette déclaration, le gouvernement de Belgrade espérait toujours parvenir à une solution amicale du différend italo-yougoslave et escomptait pouvoir prolonger l'accord de Rome. A cet effet, la Yougoslavie, en dépit d'énormes difficultés d'ordre intérieur, procéda à la ratification des *Accords de Nettuno*.

L'accord de Rome expira sans être renouvelé.

Il était clair pour tout le monde que l'Italie fasciste poursuivait une politique dirigée contre la Yougoslavie. Il fallait à tout prix affaiblir cette dernière, prétexte pris qu'elle était un danger constant pour la domination italienne sur les Balkans. Pour parvenir à ce but, l'Italie n'épargna rien mais par bonheur, le système défensif de la Yougoslavie était assez fort pour la préserver de toute attaque directe. L'Italie ne l'ignorait pas; aussi déclencha-t-elle une lutte contre ce système et contre toutes les institutions internationales protégeant la Yougoslavie.

Observons maintenant la politique italienne vis-à-vis de la France, de la Société des Nations, de la Petite-Entente et des Etats Balkaniques pour nous faire une idée exacte des tendances générales de la politique extérieure italienne.

I

ATTITUDE DE L'ITALIE VIS-A-VIS DE LA FRANCE

Les relations entre les deux grandes nations latines depuis la guerre n'ont presque jamais été ce qu'elles auraient dû être. Nous ne saurions exposer ces relations dans toutes les circonstances et ne nous intéresserons aux rapports franco-italiens que dans la mesure où ils touchent de près les relations italo-yougoslaves.

A peine la guerre terminée, l'Italie manifestait une certaine rancune à l'égard de la France, prétendant qu'elle avait été trompée par elle lors de la Conférence de la Paix.

Du camp vainqueur, l'Italie n'était pas satisfaite des traités de Paix. Cependant avec M. Sforza nous estimons que l'Italie n'avait pas de raison plausible d'être mécontente et que le demi-million d'Italiens tombés au cours de la Grande Guerre n'avaient pas été sacrifiés en vain.

Du temps que la politique extérieure italienne était dirigée par Sforza et Giolitti, cette tension franco-italienne paraissait devoir disparaître, mais avec l'arrivée au pouvoir des fascistes les rapports franco-italiens ne firent que s'aggraver.

L'Italie fasciste avait un grand besoin d'expansion et de prestige et M. Mussolini considérait que l'Adriatique, l'Europe Centrale et les Balkans étaient destinés à subir l'influence et la domination de son pays. Malheureusement pour l'Italie, le même secteur intéressait la France et le prestige de la Grande République Occidentale y était le plus fort. C'était précisément cette question de prestige en Europe Centrale et dans les Balkans qui créait un désaccord presque permanent entre la France et l'Italie. Le grand prestige dont jouissait la France surtout en Yougoslavie lui portait ombrage.

A tout prix, l'Italie voulait diminuer l'hégémonie fran-

çaise parce qu'elle supposait qu'en éloignant la France de l'Europe Centrale et des Balkans, elle aurait les mains libres pour établir dans cette partie de l'Europe l'ordre qu'il lui plaisait d'y voir régner. L'Italie, depuis la guerre, considérait que la Yougoslavie n'avait été créée avec l'aide de la France que dans le dessein par cette dernière de dresser un barrage à la poussée italienne en Europe en remplacement du rempart austro-hongrois abattu; en conséquence elle dirigeait sa politique contre cette Yougoslavie indésirable.

La France, écrivait M. Gayda, a voulu une Yougoslavie puissante sur l'Adriatique et elle a cherché à l'attirer dans sa sphère d'influence et à l'éloigner de l'Italie. La France, en somme, a cherché à faire surgir sur les ruines de l'Autriche une entité politique équivalente ayant la même fonction d'étouffement de l'Italie dans l'Adriatique (1).

Mais la Yougoslavie était l'alliée et la très grande amie de la France et la France était forte, et pendant quelques années après guerre, se révéla toute puissante. A part lui, Mussolini avait élaboré un plan de domination des Balkans; pour le réaliser il fallait d'abord affaiblir la France, et pour affaiblir la France il fallait affaiblir ses alliés, au premier rang desquels se trouvait la Yougoslavie. C'est ainsi que l'Italie fit cause commune avec les Etats révisionnistes, travaillant sans trêve ni répit dans le même temps contre la France et contre la Yougoslavie.

S'opposant à la politique française qui a été hostile aux Habsbourgs, slavophile et favorable à une Entente Balkanique, l'Italie a suivi d'autres directives : la politique de Sonnino, la politique d'alliance avec la Hongrie, la politique tendant à établir un protectorat en Albanie, la politique de discussions et de discours dans les Balkans suivant la tradition des Habsbourg (2).

(1) Virg. Gayda : *La Germania contra la Francia*, p. 145, cité par Christopoulos, *op. cit.*, p. 70.

(2) Aubert : *France and Italy* (Foreign affairs, p. 230), cité par Christopoulos, *op. cit.*, p. 68.

L'Italie avait essayé d'abord de séparer la Yougoslavie de la France, mais le gouvernement yougoslave n'avait pas beaucoup de peine à dépister les visées italiennes et se rapprochait encore davantage de la France.

Plus tard, l'Italie avait ouvertement travaillé contre les intérêts de la France et de la Yougoslavie et quand l'amitié franco-yougoslave se trouva confirmée par le traité de Paris de 1927, l'Italie ripostait par d'ardentes attaques contre les deux Etats signataires du dit traité.

« On ne peut pas comprendre pour quelles raisons la France intervient dans un secteur de l'Europe, où aucun intérêt économique ou spirituel direct ne l'attire. Quand enfin, après de multiples alternatives, les relations italo-yougoslaves s'étaient améliorées et l'Italie allait en intensifiant ses rapports avec les nations de l'Europe balkanique et centrale — suivant le droit que lui confère sa situation de porte-drapeau du principe des nationalités et sa situation actuelle géographique —, une autre puissance étrangère apparaît pour s'interposer entre les deux voisins et prétendait être l'arbitre de leurs différends » (1).

L'Italie, nous le voyons, ne pouvait pardonner à la France l'influence qu'elle possédait en Europe Centrale et Balkanique, particulièrement en Yougoslavie, et cette question de prestige demeurait l'une des principales causes de son opposition à la France.

La France, de son côté, ne voulait pas céder parce qu'elle tenait essentiellement à conserver son influence dans cette partie de l'Europe par crainte du danger allemand. A la Yougoslavie l'Italie reprochait son attachement à la France, mais Belgrade restait persuadée que son système défensif était le meilleur et demeurait intransigeante.

L'amitié franco-yougoslave allait croissant, au fur et à mesure que l'Italie multipliait ses attaques contre la France et contre la Yougoslavie.

(1) Paresce : *Italia e Yougoslavia*, p. 316, cité par Christopoulos, *op. cit.*, p. 71.

II

ATTITUDE DE L'ITALIE VIS-A-VIS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

L'Italie ne paraissait pas avoir particulièrement prisé la constitution de la Société des Nations. Nulle autre Puissance n'avait plus attaqué l'Institution genevoise que l'Italie depuis l'arrivée du fascisme au pouvoir. Mussolini ne faisait pas un seul discours sans prononcer des paroles désobligeantes pour la Société des Nations. C'était, d'ailleurs, fort naturel puisque la Société des Nations était basée sur des principes essentiellement démocratiques dont avaient horreur Mussolini et ses fascistes.

La Société des Nations est, en effet, un organisme international s'accommodant mal avec un nationalisme fanatique tel que celui de l'Italie mussolinienne. D'autre part et surtout, la Société des Nations défendait le *statu quo* et s'opposait aux conquêtes impérialistes, tandis que le programme fasciste comportait de nombreuses visées impérialistes. La Société des Nations prônait le respect du principe d'égalité des voix entre tous ses membres alors que l'Italie, repoussait ce principe.

Nous savons que, tout au contraire, la Yougoslavie restait très attachée à la Société des Nations et qu'elle appréciait la valeur des principes du Pacte de la S. D. N., notamment celui de la sécurité collective, si utile au respect de la sécurité yougoslave elle-même.

L'Italie ne cessait de lui reprocher cet attachement à la Société des Nations qu'elle considérait comme une institution faisant partie du système défensif de la Yougoslavie. Il est manifeste que l'Italie s'attaquait à la Société des Nations parce qu'elle n'entendait pas que cette dernière se mêlât de ses affaires personnelles. D'où ses intrigues constantes contre l'Institution de Genève.

Le projet mussolinien du fameux Pacte à quatre, sorte de directoire européen des quatre grandes Puissances dont il a déjà été question plus haut était conçu de telle façon qu'il suffisait à réduire à néant la Société des Nations en laissant les petits Etats à la merci des quatre grandes puissances. Motif renforcé pour la Yougoslavie de se méfier de la politique de l'Italie et d'accroître son système défensif.

III

ATTITUDE DE L'ITALIE VIS-A-VIS DE LA PETITE-ENTENTE

Lors de la création de la Petite-Entente, l'Italie de Giolitti et de Sforza considérait favorablement ce groupement des pays danubiens, estimant que cette Entente ne pouvait que lui être utile à elle-même.

Quand les fascistes s'emparèrent du pouvoir, ils acceptèrent tout d'abord cette manière de voir, C'est à cette époque que fut tenté l'impossible pour attirer la Yougoslavie dans une alliance bilatérale et exclusive de la participation de la France.

La Yougoslavie s'étant refusée à faire le jeu de M. Mussolini, Rome se rangea aux côtés des Etats révisionnistes, contre-carra ouvertement la politique extérieure française et déclencha de nombreuses attaques contre la Petite-Entente elle-même.

La tension italo-yougoslave provoqua donc l'inimitié italienne contre la Petite-Entente, l'Italie accusant la Petite-Entente de ne servir qu'à favoriser l'hégémonie française en Europe Centrale.

Cependant, dans son livre *La Petite Entente* M. Mousset a pu écrire : « La Petite-Entente est bien une barrière mais » ce n'est pas un bélier d'assaut : il n'appartient à personne

» de la manœuvrer ». L'attitude hostile de l'Italie envers la Petite-Entente est inexplicable, sinon par son désir d'isoler la Yougoslavie.

Il était clair que l'Italie n'avait rien à redouter de la Petite-Entente, organisme essentiellement pacifique, mais plus les Etats membres de la Petite-Entente resserraient les liens d'amitié les unissant, plus l'Italie haussait le ton de ses protestations.

Après la signature du Pacte d'organisation de la Petite-Entente, en 1933, l'Italie accusa celle-ci de vouloir jouer le rôle d'une nouvelle grande puissance anti-italienne.

Nous ne pensons pas que l'opinion publique italienne ait jamais pu si faussement juger des réalités. Le nouveau Pacte de l'organisation de la Petite-Entente n'était que la réponse au fameux plan de pacte à quatre et avait un but tout-à-fait pacifique et conforme au Pacte de la Société des Nations.

La crainte des Italiens de voir constituer sur leurs frontières une nouvelle grande puissance n'est pas fondée, car la Petite Entente n'entend pas mener une politique active ou agressive et paralyser les projets fascistes dans d'autres secteurs qui ne l'intéressent pas directement. Le souci du gouvernement fasciste d'éviter à tout prix la formation, près des frontières italiennes, de groupements de plusieurs Etats ne se justifie que si l'union d'autres Etats limitrophes a une fonction anti-italienne. Tout groupement ne doit donc pas être considéré comme constituant une menace contre l'Italie, ainsi qu'on a eu très souvent tendance à le juger à Rome. Les Italiens qui ont montré de l'inquiétude à cause de la formation de l'Etat yougoslave, qui ne comptait que 13 millions d'habitants, ont pourtant favorisé la création d'un Etat austro-hungaro-croate qui en compterait 30 millions. La raison est qu'ils espéraient attirer ce dernier sous leur influence, tandis que la Yougoslavie a toujours été considérée comme appartenant au camp français. Ce n'est donc pas le fait du voisinage d'un groupement d'Etats qui est de nature à inquiéter les Italiens mais la question de savoir si cette unité sera soumise ou non à leur influence. Par conséquent, l'Italie ne doit pas se considérer comme menacée par la formation de toute union d'Etats près de ses frontières mais seulement par celle qui a un caractère net-

tement anti-italien et des intérêts contraires, excluant toute possibilité de collaboration. La Petite Entente n'appartient pas à cette catégorie d'unions d'Etats et ne menace pas les intérêts italiens (1).

C'est uniquement parce que l'unité des Etats de la Petite-Entente gênait l'Italie dans ses prétentions révisionnistes et impérialistes, que son chef, M. Mussolini, n'a pas un seul instant interrompu sa campagne contre la Petite-Entente dont le rôle était de préserver la Yougoslavie contre toute atteinte.

IV

ATTITUDE DE L'ITALIE VIS-A-VIS DES ETATS BALKANIQUES

La politique de l'Italie dans les Balkans fait apparaître une fois de plus que le plan de l'Italie était de briser tout d'abord le système défensif de la Yougoslavie, afin d'avoir ensuite les mains libres dans la Péninsule.

Or, nous avons vu que la diplomatie yougoslave s'efforçait à réaliser une entente avec tous les Etats balkaniques, qu'elle tâchait à leur faire entendre que l'indépendance de chacun ne pouvait être sauvegardée que par l'union de tous.

L'Italie avait un autre but. Elle voulait, au contraire, attirer à elle un bloc de pays balkaniques pour l'opposer à celui de la Petite-Entente. Dès lors, elle commença sa politique d'encercllement de la Yougoslavie.

Elle avait déjà conclu, nous l'avons vu, deux traités dirigés contre la Yougoslavie, l'un avec l'Albanie, le 27 novembre 1926, l'autre avec la Hongrie. Le plan de Mussolini était de provoquer une entente entre la Bulgarie, la Grèce et la

(1) Christopoulos : *op. cit.*, p. 170.

Turquie, afin de faire contre-poids à la Petite-Entente. A cette fin, l'Italie fit une grande propagande en Bulgarie, où existaient encore, malheureusement, des rancunes contre la Yougoslavie; son action s'exerça dans tous les domaines mais principalement dans le domaine politique. C'est ainsi que la Bulgarie fut constamment encouragée dans ses visées révisionnistes et il demeure fort possible que les organisations macédoniennes anti-yougoslaves aient été aidées, même matériellement, par l'Italie.

L'Italie exerçait une énorme pression sur la Bulgarie pour l'empêcher d'entrer dans l'Entente Balkanique; la Bulgarie, de son côté, espérait que l'Italie la soutiendrait dans ses prétentions territoriales.

En Grèce, l'Italie faisait les mêmes efforts mais comme la Grèce n'avait aucun intérêt à s'opposer à sa voisine du nord — la Yougoslavie — elle évinçait toutes les propositions italiennes qui auraient pu compromettre l'entente gréco-yougoslave.

Le seul succès italien en Grèce fut la conclusion, le 28 septembre 1928, du traité de « l'Appui politique et économique » en vue de la paix.

Nous dirons aussi que l'Italie fit d'énormes efforts pour empêcher la Grèce d'entrer dans l'Entente Balkanique.

Plus intéressante encore est l'attitude de l'Italie vis-à-vis de la Turquie parce qu'elle avait toujours prétendu que cette dernière lui devait une partie de l'Asie Mineure, en vertu d'une disposition d'un traité conclu pendant la Guerre. On s'attendait, pour cette raison, à une discorde entre les deux Etats. Cependant, il n'en fut rien.

Mussolini, voulant attirer la Turquie dans un bloc anti-yougoslave, avait renoncé à ses prétentions en Asie Mineure et faisait, au contraire, des déclarations très rassurantes à

ce sujet. La Turquie toutefois se méfiait, connaissant le désir italien d'expansion en Méditerranée et en Orient.

Les deux Etats conclurent néanmoins un traité, le 30 mai 1928, par lequel les deux parties « s'engagent à n'entrer dans aucune entente d'ordre politique ou économique, ni dans aucune combinaison dirigée contre l'une d'elles ».

En dépit des efforts italiens, la Grèce et la Turquie ne se sont donc pas laissées entraîner par l'Italie dans un bloc anti-yougoslave.

Mais quoi qu'il en soit de ce qui précède, il en résulte clairement deux faits :

1° L'Italie a des visées de domination et d'expansion territoriale dans les Balkans; c'est pour cette raison que la politique de cette puissance n'est pas favorable à l'Entente Balkanique : la vieille maxime *Divide et impera* a la préférence de la diplomatie italienne.

2° La complaisance de certains milieux bulgares et albanais pour la politique anti-balkanique de l'Italie, ainsi que le traité formel qui lie l'Albanie à cette dernière puissance, constituent des obstacles à l'Entente Balkanique, au sens large du mot, c'est-à-dire l'Entente comprenant tous les six Etats de la péninsule (1).

Nous dirons encore que l'Italie dirigea ses plus fortes attaques contre le malheureux roi Alexandre de Yougoslavie, en raison de la politique de collaboration des Etats balkaniques qu'il poursuivait et à laquelle il consacra tous ses efforts particulièrement la dernière année de sa vie.



Abordons maintenant l'examen de quelques incidents survenus entre la Yougoslavie et l'Italie.

Cette dernière, depuis 1926, ne cessait de s'opposer à la Yougoslavie mais à partir de 1931, le ressentiment des diri-

(1) Petrovitch : *op. cit.*, p. 159.

geants italiens ne connut plus de borne. Etat nouvellement créé, encore en sa prime jeunesse, la Yougoslavie ne pouvait évidemment pas réaliser sa parfaite unité nationale dans le court délai des vingt années d'après-guerre.

Il y avait de graves sujets de discorde entre Serbes, Croates et Slovènes qui représentaient trois branches d'un même peuple longtemps séparées et entre lesquelles persistaient des divergences de vues sinon d'intérêts.

L'Italie exploita cette situation et, par son aide apportée à certains séparatistes yougoslaves, stimula les querelles surtout entre Serbes et Croates. Elle poussa même les choses si loin qu'elle alla jusqu'à prétendre ouvertement que la Yougoslavie était toujours en état de troubles et que l'existence d'un tel pays ne pouvait être que néfaste à l'Europe.

C'est fort de cette raison que Mussolini préconisait la création à ses frontières d'un autre Etat composé de l'Autriche, de la Hongrie et de la Croatie. Son désir était donc de pouvoir séparer la Croatie de la Yougoslavie.

S'il est vrai qu'il existait un petit nombre de séparatistes croates tentés par les avantages que ne pouvait manquer de leur offrir une nouvelle Autriche-Hongrie pour les services rendus à la monarchie, il est encore bien plus vrai que le peuple, le vrai peuple croate reste fidèle à la Yougoslavie et ne songe nullement à sortir du cadre de cet Etat pour entrer dans une combinaison mussolinienne.

Les malentendus entre Serbes et Croates n'étaient que d'ordre purement intérieur et la campagne italienne, utilisant ces arguments en vue de disloquer la Yougoslavie, manquait tout à fait d'élégance et n'était vraiment pas digne d'une grande puissance. Le fait n'en était pas moins là et contre les Serbes, l'Italie dirigeait toute sa politique.

Ainsi, sur le propre territoire yougoslave, dans une école italienne entretenue par l'Etat yougoslave en faveur d'une minorité italienne existant dans la région, on pou-

vait relever dans un manuel d'enseignement utilisé par les enfants, des phrases de ce genre : « Si l'on admet l'amour, » il faut également admettre la haine. Pouvons-nous aimer » les Serbes? Peut-on nous demander s'il est possible d'aimer les Cafres et les Patagons? »

Bref, la Yougoslavie était constamment exposée aux attaques insidieuses de l'Italie et la situation sur les rives de l'Adriatique s'en trouvait troublée.

A la fin de 1932, se produisit le fameux incident des lions de Troggir. A la suite de nombreuses provocations italiennes, des nationalistes yougoslaves avaient mutilé à Trau plusieurs emblèmes vénitiens, ce qui entraîna une tension très dangereuse entre les deux Etats. Aussitôt après, M. Mussolini prononça un discours extrêmement violent contre la Yougoslavie et une catastrophe était sur le point de se produire. A cette époque là les éléments purement yougoslaves d'Istrie subirent un extrême mauvais sort. Cette minorité yougoslave, qui se chiffrait à près d'un million d'individus ne jouissait d'aucun droit ni d'aucune liberté. Inutile d'insister sur ce point car il est reconnu qu'aucune liberté n'existe pour la minorité yougoslave en Italie. Il est vrai que la liberté individuelle n'est pas tellement en honneur en Italie fasciste même pour les nationaux! Le sort réservé à une minorité de race étrangère n'est donc pas pour surprendre.

A la fin de 1934, lors de l'assassinat du roi Alexandre, les relations italo-yougoslaves étaient des plus tendues.

Nous avons déjà parlé, de ce déplorable événement. Ce fut miracle que l'assassinat du roi Alexandre n'entraînat pas une autre catastrophe. Les Yougoslaves, fermement convaincus que leur roi avait été assassiné par une bande d'assassins professionnels préparés en Italie et en Hongrie, ne déclanchèrent pourtant pas la guerre, suivant en cela les

conseils d'apaisement prodigués par les autres grandes puissances. Mais peu s'en fallut !

Telle est l'atmosphère dans laquelle prend fin la première période des relations italo-yougoslaves.

CHAPITRE II

Les Relations italo-yougoslaves de 1935 à nos Jours

L'Accord italo-yougoslave du 25 Mars 1937

Les relations italo-yougoslaves, on ne saurait le méconnaître, n'ont pas toujours eu un caractère uniforme et constant. Jusqu'en 1926, elles ne furent ni bonnes, ni mauvaises, grâce aux grandes concessions faites par la Yougoslavie. En 1926, tous les différends entre les deux Etats se trouvaient réglés et on pouvait espérer une collaboration amicale entre les deux pays. Pourtant il n'en fut rien. Dès la fin de 1926 à 1935, l'Italie dirigea toute sa politique contre la Yougoslavie, menant une sévère campagne contre Belgrade, soutenant toujours les adversaires de la Yougoslavie et travaillant contre tous les Etats et toutes les organisations internationales qui la protégeaient.

La Yougoslavie, de son côté, se méfiait et dirigeait sa politique de façon à se protéger de la manière la plus efficace. De plus, elle ne cessa de protester contre cette politique italienne.

Résumons les différends italo-yougoslaves.

Du côté italien, on reprochait à la Yougoslavie :

1° Son existence, c'est-à-dire sa grandeur et sa force qui ne permettait pas à l'Italie une domination sur les Balkans;

2° Son attachement à la Société des Nations et à la Petite-Entente, c'est-à-dire, justement, aux institutions qui gênaient l'Italie dans ses visées impérialistes;

3° Son attachement à la France qui, par son prestige dans les Balkans, ne permettait à l'Italie aucune influence dans cette partie de l'Europe.

De son côté, la Yougoslavie reprochait à l'Italie :

1° Leur politique révisionniste et le soutien qu'ils apportaient aux Etats adversaires de la Yougoslavie;

2° Leur pénétration dans les Balkans par l'intermédiaire de l'Albanie;

3° Le traitement peu humain qu'ils infligeaient aux minorités yougoslaves en Italie.

Ainsi, nous le voyons, les deux Etats voisins, qui avaient tout intérêt à s'entendre et entre lesquels existaient pourtant des conditions suffisantes pour leur permettre de vivre en bonne intelligence, avaient trouvé le moyen de se créer de si sérieuses difficultés qu'était rendue absolument impossible toute collaboration sincère et durable.

L'Italie avait fait cependant tout son possible pour conquérir l'amitié yougoslave tout en maintenant ses entreprises d'hégémonie dans les Balkans contre lesquelles s'élevaient les Yougoslaves. Il suffisait donc que l'Italie renonçât à sa politique de pénétration et de domination dans les Balkans pour que puissent disparaître tout désaccord entre les deux Etats voisins.

Le gouvernement yougoslave, jusqu'en 1935, attendait que l'Italie, abandonnant la politique extérieure inaugurée par Sonnino et continuée par Mussolini reprît celle de Sforza, pour pouvoir entreprendre une collaboration hon-

nête avec le peuple italien, pour lequel tous les Yougoslaves avaient beaucoup d'estime.

Malheureusement, le gouvernement italien n'entendait pas changer sa politique vis-à-vis de la Yougoslavie, ce qui ne saurait étonner, étant donné que le régime fasciste en Italie puisait sa force dans une politique impérialiste, dynamique, agressive.

De leur côté, les Yougoslaves, devant cette intransigeance italienne, resserraient leurs liens amicaux avec la France, les Etats de la Petite-Entente et l'Entente Balkanique et se prodiguaient en faveur de la Société des Nations.

C'est alors que se produisit, en 1935, dans la direction de la Yougoslavie, le grand changement dont nous avons déjà amplement parlé. Les nouveaux dirigeants yougoslaves laissèrent très vite entendre qu'ils avaient l'intention d'abandonner la politique extérieure traditionnelle yougoslave et de conduire leur pays vers un autre destin.

Nous rappellerons également pour mémoire que depuis cette époque, la Yougoslavie avait abandonné peu à peu presque tout son système défensif antérieur qu'elle n'éprouvait plus, d'ailleurs, aucun désir de conserver.

Les nouveaux dirigeants yougoslaves agissaient comme si la politique extérieure du feu roi Alexandre avait été erronée, néfaste, au point que, dès leur arrivée au pouvoir, ils entreprirent de le bouleverser totalement, ce qui ne manqua pas d'être très rapidement remarqué.

Ces modifications d'attitude ainsi que celles vis-à-vis de la Petite-Entente sont les exemples les plus extraordinaires de la volte-face de la politique de Belgrade.

L'Italie qui, depuis de nombreuses années, travaillait à la dislocation du système défensif yougoslave, ne tarda pas à s'apercevoir que le nouveau gouvernement yougoslave, par sa nouvelle politique, devait lui être favorable. Rome commença donc à considérer favorablement le nouveau gou-

vernement de Belgrade. Mussolini ne manqua pas également de distinguer que M. Stoyadinovitch, était très proche de lui par ses conceptions politiques et qu'il était capable de conduire son pays vers une collaboration avec les Etats totalitaires, même si cette politique devait éloigner la Yougoslavie de ses anciens amis.

L'Italie ne pouvait qu'être satisfaite de ce nouvel état de chose. Le gouvernement yougoslave réalisait lui-même ce que l'Italie n'avait pu réussir malgré d'énormes efforts, c'est-à-dire la dislocation du système défensif qui protégeait la Yougoslavie depuis presque vingt ans. L'Italie n'avait donc qu'à stimuler le nouveau gouvernement yougoslave et tout finirait ainsi qu'elle le désirait depuis longtemps.

L'Allemagne avec laquelle les nouveaux dirigeants, dès leur arrivée au pouvoir, développaient les relations les plus amicales, avait, de son côté, poussé le gouvernement yougoslave vers l'Italie parce que le fameux axe Berlin-Rome s'affermirait de plus en plus.

Ainsi donc, le nouveau gouvernement yougoslave donnait à l'Italie assez de garanties pour que cette dernière puisse envisager un rapprochement et réaliser ses prétentions : la pénétration italienne dans les Balkans.

Nous connaissons par ce que nous avons dit plus haut ce que l'Italie reprochait surtout à la Yougoslavie.

Or, de 1935 à mars 1937, l'Italie avait observé la nouvelle politique de la Yougoslovie et elle pouvait constater que celle-ci cessait de pratiquer celle qui lui déplaisait, partant qu'un rapprochement entre les deux Etats pouvait se réaliser dans le plus bref délai.

Tous les gouvernements yougoslaves avaient désiré sincèrement une amitié durable et une collaboration étroite avec l'Italie. Si le nouveau gouvernement désirait, lui aussi, cette amitié avec l'Italie, il ne pouvait y avoir là matière

à aucun reproche car cette tendance restait conforme à la politique extérieure traditionnelle yougoslave.

Cependant, nous ne pouvons plus ignorer que tous les gouvernements yougoslaves, jusqu'en 1935, subordonnaient la collaboration étroite avec l'Italie à l'abandon de sa politique extérieure impérialiste nettement anti-yougoslave.

Les nouveaux dirigeants yougoslaves, semble-t-il, pensèrent différemment puisqu'ils commencèrent à s'éloigner de leurs anciens amis et de leur ancien système défensif, pour rendre possible un rapprochement avec les Etats totalitaires.

La Yougoslavie se détachait peu à peu de la Société des Nations, de la France, de la Petite-Entente et de l'Entente Balkanique, à la grande satisfaction de l'Italie mussolinienne dont c'était le désir depuis quinze ans.

Eloigner la Yougoslavie de la France, affaiblir toutes les institutions internationales qui protégeaient la Yougoslavie, se rapprocher d'elle après l'avoir bien isolée, autant de rêves qui ne paraissaient pas pouvoir se réaliser tant que le roi Alexandre était parmi les vivants.

C'est au mois de juin 1935 qu'arriva au pouvoir le nouveau gouvernement yougoslave. Pendant les dix-huit premiers mois M. Mussolini se contenta d'observer son activité en énonçant de temps à autre quelques phrases bienveillantes à son adresse. Ces dix-huit mois révolus, Mussolini jugea la situation propice pour une action directe et efficace. Des négociations en vue de la conclusion d'un accord italo-yougoslave furent ouvertes au début de 1937. Mussolini croyait, avec raison, que ce rapprochement avec le gouvernement de M. Steyadinovitch devait entraîner de grands avantages pour l'Italie et d'heureuses conséquences pour le rayonnement des conceptions fascistes en général.

Le comte Ciano, ministre des Affaires Etrangères d'Italie, devait, au cours de l'été 1937, effectuer un voyage circulaire à Belgrade, Sofia et Ankara. Mais subitement, et avec

une hâte imprévue M. Mussolini, en mars 1937, dépêcha son gendre à Belgrade.

Certes, les pourparlers entre le gouvernement de Rome et celui de Belgrade avaient déjà commencé mais, comme ces pourparlers restaient et restent encore aujourd'hui secrets, — aucune publication de la correspondance diplomatique échangée n'ayant eu lieu jusqu'à ce jour —, il paraît difficile de pénétrer exactement les raisons de cette action précipitée des deux gouvernements. Il faut se contenter de suppositions.

Nous expliquons, nous, cette hâte de M. Mussolini par son désir de porter plus rapidement atteinte à l'amitié franco-yougoslave et surtout à la Petite-Entente. Lorsque, le 25 mars 1937, l'accord italo-yougoslave fut signé, les deux autres Etats-membres de la Petite-Entente, ainsi que la France, furent les premiers étonnés et les plus durement éprouvés par cette action isolée de Belgrade, absolument contraire à l'esprit et à la lettre des accords de la Petite-Entente. Et si nous rappelons que contre elle n'avait cessé de se dresser le gouvernement italien jusqu'au jour où fut réalisé cet accord précipité italo-yougoslave précédé de pourparlers maintenus secrets, nous ne pouvons nous empêcher d'estimer qu'il manquait de justification.

Cet accord italo-yougoslave portait un coup mortel à la Petite-Entente.

Le traité d'amitié franco-yougoslave n'était pas non plus épargné par cette nouvelle entreprise aventureuse du gouvernement de Belgrade parce que son esprit, sinon son texte, interdisait toutes ces transactions secrètes.

Les dirigeants yougoslaves, pour justifier leur nouvelle politique et montrer que leur action n'avait rien d'extraordinaire, évoquaient l'action *particulière* du gouvernement français de M. Laval qui avait abouti, en 1935, à la signature des Accords de Rome.

Nous estimons que cette assimilation n'était pas des

mieux choisies, ni des plus heureuses, ni des plus probantes.

On peut critiquer le gouvernement de M. Laval pour avoir agi sans ses amis et alliés et pour avoir donné l'impression qu'à l'avenir la France s'intéresserait moins au sort du bassin danubien et des Balkans. Les accords de Rome obligeaient, en effet, la France à collaborer avec l'Italie et à procéder à des consultations avec le gouvernement italien dans toutes les circonstances qui exigeraient de telles consultations. Cependant, les principes essentiels de la politique extérieure de la France ne furent nullement abandonnés en 1935 et surtout aucune modification dans la position de la Petite Entente comme telle, vis-à-vis du groupement italo-austro-hongrois, formé par le protocole de Rome, ne fut effectuée.

L'erreur de M. Laval consistait dans le fait qu'il s'était laissé entraîner à négocier avec l'Italie sans aucune participation des amis et alliés de la France. C'est l'Italie qui l'exigeait et M. Laval n'était pas en mesure d'imposer une autre procédure.

Cette erreur initiale de la diplomatie française pouvait produire d'autres conséquences défavorables. Elle entraînait, en effet, une partie de l'opinion publique française dans l'illusion de croire que, par l'arrangement avec l'Italie, la position de la France avait été fortifiée et qu'on pouvait regarder avec plus de confiance le développement ultérieur de la situation internationale. Ainsi, la valeur des alliances et des amitiés avec les pays de l'Europe Centrale risquait de paraître réduite aux yeux du public français. Tout cela, c'est entendu. Mais, en ce qui concerne le contenu politique des accords de Rome pour autant qu'ils se rapportent à l'Europe Centrale, M. Laval, il faut lui rendre cette justice, n'a pas abandonné la base sur laquelle l'action diplomatique française s'est toujours développée. Il n'a trahi aucun principe jugé essentiel pour le maintien de la paix dans cette partie de l'Europe.

Pour parler en termes plus concrets, nous dirons que les accords de M. Laval supposent une entente plurilatérale des puissances par rapport au problème de l'Europe Centrale. A Rome, la France et l'Italie se sont déclarées d'accord pour recommander aux Etats principalement intéressés la conclusion d'un accord général de non-ingérence dans leurs affaires intérieures respectives et l'engagement réciproque de ne susciter ni favoriser aucune action ayant pour but d'attenter, par la force, à l'intégrité territoriale d'un des pays contractants.

On suggérerait donc la conclusion d'un pacte danubien général

et l'on ne touchait pas au bloc de la Petite Entente ni aux groupements formés autour de Rome. Il restait à voir si ces deux blocs, l'un français, l'autre italien, réussiraient à se mettre d'accord et à trouver des solutions pratiques dans les limites indiquées.

Mais ce qui est certain et incontestable, c'est que les deux blocs, comme tels, sans être affaiblis par aucune défection, devaient s'appliquer en commun à l'élaboration d'un plan constructif pour l'Europe Centrale.

Sur ces deux points essentiels, M. Laval n'avait donc pas fléchi : organisation de la sécurité collective, dans l'esprit du Pacte de la Société des Nations et sauvegarde de l'unité de la Petite Entente (1).

Nous pensons que ce jugement de M. Markovitch porte en lui assez de poids pour montrer la différence fondamentale existant entre les accords de Rome et l'accord italo-yougoslave.

Même au cas où cette différence n'existerait pas, nous ne voyons pas pourquoi le gouvernement yougoslave n'aurait pas profité de la mauvaise expérience de M. Laval et ne se serait pas comporté en conséquence, au lieu de suivre, lui-même, la mauvaise voie tracée.

S'il n'agissait que par esprit de revanche contre la politique française de M. Laval, comment cette façon d'agir pourrait-elle bien s'accorder avec le prétendu réalisme des nouveaux dirigeants yougoslaves ?

Ainsi, l'accord italo-yougoslave avait profondément affecté l'amitié franco-yougoslave et presque anéanti la Petite-Entente. La nouvelle orientation de la Yougoslavie, constatée depuis 1935, devenait officielle le 25 mars 1937, date de la signature de l'accord italo-yougoslave.

*
**

Nous allons passer maintenant à l'étude de l'accord lui-même.

(1) L. Markovitch : *L'orientation nouvelle de la Yougoslavie*, dans *l'Esprit International*, juillet 1937, p. 308.

La Yougoslavie, qui possédait une politique extérieure traditionnelle, très bien déterminée et ordonnée, ayant donné des preuves de son efficacité avait, par une brusque volte-face, renversé toute cette tradition. C'était un acte audacieux, très dangereux, et qui devait avoir une contre-partie.

Or, il paraît que c'était l'accord italo-yougoslave et le rapprochement général avec l'Italie qui devaient remplacer tout le système défensif yougoslave existant avant 1935. Tout le monde devait donc s'attendre, par conséquent, à ce que l'accord italo-yougoslave présentât une telle perfection et apportât à la Yougoslavie des garanties tellement inébranlables qu'elle n'eût plus besoin d'autre système défensif.

Avant tout examen du contenu de cet accord et d'en donner le moindre commentaire, nous pouvons dire qu'il n'est aucune personne sensée pour supposer que le gouvernement yougoslave allait troquer les sérieuses garanties que lui assuraient la Petite Entente et l'amitié de la France contre les seules garanties pouvant résulter d'un accord isolé et bilatéral avec l'Italie, si tant est qu'il puisse en comporter.

Nous allons essayer d'y voir clair.

L'ACCORD POLITIQUE ITALO-YOUGOSLAVE DU 25 MARS 1937

L'accord politique italo-yougoslave du 25 mars 1937 s'ouvre par un préambule et un article premier ainsi conçus :

Considérant qu'il est de l'intérêt des deux pays ainsi que de la paix générale de resserrer entre eux les liens d'une amitié sincère et durable et désireux de donner à cette amitié une base nouvelle et d'ouvrir une ère nouvelle dans les relations politiques et économiques des deux pays.

Persuadés que le maintien et la consolidation d'une paix

durable entre leurs Pays, sont aussi une condition importante pour la paix de l'Europe,

Ont décidé...

Article premier. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à respecter leurs frontières communes ainsi que les frontières maritimes des deux Etats dans l'Adriatique...

Ce sont là stipulations susceptibles d'apparaître un peu bizarres à qui connaît les traités conclus par la Yougoslavie antérieurement à 1935.

Nous savons qu'entre autres différends italo-yougoslaves, le plus grand découlait du fait que l'Italie avait adopté une politique révisionniste en s'efforçant même de prendre la tête de ce mouvement.

La Yougoslavie, par contre, n'entendait admettre aucun changement aux états de fait et de droit consacrés par les traités de paix; ses représentants ne laissaient jamais passer l'occasion de souligner sa ferme volonté de conserver le *statu quo*.

Elle exigeait toujours des Hautes Parties avec lesquelles elle concluait différents traités l'obligation de se rallier à cette thèse par acceptation d'une stipulation spéciale confirmant ce *statu quo*.

Nous avons suivi très attentivement le cours des relations italo-yougoslaves; nous savons qu'elles n'ont jamais été excessivement amicales; nous n'ignorons pas également que depuis 1915, l'Italie avait manifesté des prétentions incompatibles avec le maintien d'un certain statut territorial institué par les Traités de Paix.

Néanmoins, lorsque M. Pachitch avait conclu avec M. Mussolini, le 27 janvier 1924, un « pacte d'amitié italo-yougoslave », il avait bien su amener M. Mussolini à accepter et à signer les dispositions suivantes :

Le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, et le gouvernement de Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates, Slovènes, *fermement résolus à assurer la paix ainsi que les résultats obtenus*

pendant la Grande Guerre, et sanctionnés par les traités de paix, sont tombés d'accord pour stipuler les présentes conventions...

Article premier. — Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à *se prêter leur appui mutuel* et leur collaboration cordiale pour le *maintien de l'ordre établi par les traités de paix* conclus à Trianon, à Saint-Germain et à Neuilly,, ainsi que pour le *respect et l'exécution des obligations stipulées dans les dits traités.*

La différence entre les dispositions de ces accords, pourtant tous les deux italo-yougoslaves, mais signés à deux époques différentes, est patente. Dans le très fameux accord de 1937 il n'est nulle part question du maintien de l'ordre établi par les traités de paix ni du « respect et de l'exécution des obligations stipulées dans les dits traités. »

Depuis 1926, l'Italie entendait obtenir à tout prix certaines révisions des traités de paix et un remaniement territorial général en Europe, notamment en Europe Centrale et Balkanique. Elle dirigeait constamment sa politique dans le sens qui lui paraissait le plus opportun pour parvenir à ses fins.

C'était par la politique révisionniste italienne que la Yougoslavie s'était vue visée et atteinte le plus souvent.

Tous les organismes internationaux, la Petite-Entente, la Société des Nations, l'Entente Balkanique, qui protégeaient la Yougoslavie étaient en butte aux attaques de la politique italienne depuis plus de dix ans. Hommes d'Etat ou chefs d'Etat, défenseurs du *statu quo*, étaient visés par les champions du révisionnisme. Le roi Alexandre de Yougoslavie, lui-même, est tombé victime de cette campagne révisionniste.

Tel était le plus grave sujet de discorde entre Rome et Belgrade. Or, quand on réalise un accord entre deux Etats, il est élémentaire d'éliminer en premier lieu les causes susceptibles de créer des conflits. L'a-t-on fait dans l'accord italo-yougoslave de 1937? En aucune façon.

A l'aide de cet accord avec l'Italie, la Yougoslavie devait tout d'abord obtenir d'elle renonciation à sa politique révisionniste. C'était le seul moyen d'aboutir à des relations correctes et amicales entre les deux Etats. La Yougoslavie a-t-elle réclamé cette renonciation à l'Italie, ou l'Italie s'est-elle refusée à y consentir? Peu nous chaut. Le plus clair pour nous est que cette renonciation n'existe pas dans l'accord.

Le fait a plus d'importance qu'il n'y paraît au premier abord : dans l'accord italo-yougoslave de 1924, l'Italie s'obligeait à respecter les stipulations des traités de paix, mais elle n'entendait pas le renouveler parce qu'elle ne voulait plus s'obliger au respect des Traités de Paix, étant devenue, entre temps, champion du Révisionnisme.

Depuis 1929, l'accord italo-yougoslave de 1924 était caduc et jusqu'en 1937 l'Italie poursuivait sa campagne révisionniste contre la Yougoslavie.

Or, voici que cette même année, le nouveau gouvernement yougoslave trouve le moyen de conclure avec Mussolini un nouvel accord donnant satisfaction à ce dernier. Apparemment, s'il lui convient, c'est parce qu'il n'est plus exigé de l'Italie le respect de l'ordre établi par les traités de Paix. On réédite l'accord de 1924, mais on élimine de ses dispositions celles concernant le maintien du *statu quo*. Si le gouvernement yougoslave de 1929 avait été disposé à reconnaître à l'Italie le droit de demander une révision des traités, c'est-à-dire, s'il avait voulu prolonger l'accord de 1924 en éliminant les seules dispositions se rapportant au maintien des obligations découlant des traités de Paix, nul doute que l'Italie n'eût immédiatement accepté.

C'est précisément, parce que le gouvernement yougoslave se refusa à un tel abandon que l'accord de 1924 tomba en carence et ne fut pas renouvelé. Tout au contraire, le gouvernement yougoslave de 1937 accepte et réalise un accord dans lequel il reconnaît implicitement à l'Italie le droit de continuer sa politique révisionniste. Comment? En suppri-

mant de l'accord de 1924 les dispositions qui obligeaient l'Italie au respect du *statu quo*.

Ainsi donc, les causes latentes de conflits qui peuvent provenir de la politique révisionniste italienne, loin d'être éliminées, persistent après l'accord de 1937, car on ne pourrait vraiment pas s'imaginer que la Yougoslavie était allée jusqu'à consentir à une révision de ses propres frontières!

C'est ainsi que, de son côté, l'Italie a esquivé en 1937 toute renonciation au révisionnisme. Elle avait, sur ce terrain, retrouvé toute sa liberté d'action.

Une autre et curieuse stipulation de cet accord de 1937 doit, également attirer notre attention. Par l'article premier, l'Italie reconnaît purement et simplement les frontières yougoslaves. Cependant, par l'article 10 du Pacte de la Société des Nations comme par l'article premier de l'accord italo-yougoslave de 1924, l'Italie reconnaissait toutes les frontières yougoslaves, donc l'absolue intégrité de la Yougoslavie.

C'est donc une regrettable restriction des obligations italiennes qui paraît avoir échappé aux nouveaux dirigeants yougoslaves. Pourtant, par un acte international, l'Italie avait reconnu toutes les frontières yougoslaves; dénonçant un peu plus tard, ce même acte, elle commença à réclamer la rectification de plusieurs frontières yougoslaves, et voici qu'en 1937 elle consent à signer un nouvel acte international, mais cette fois en ne reconnaissant ces frontières que d'un seul côté!

Autrement dit, ici encore, l'Italie paraît s'être gratuitement et implicitement donnée à elle-même, par mutilation des accords antérieurs, le droit de réclamer une révision des frontières yougoslaves autres que celles de l'Adriatique. Elle ne reconnaît donc plus formellement la totale intégrité territoriale de la Yougoslavie, alors qu'au su de tous, le différend né entre l'Italie et la Yougoslavie portait précisément sur le fait que l'Italie répugnait à reconnaître

l'existence d'une Yougoslavie grande et forte dans son voisinage. Par l'accord de 1937, elle n'a renoncé à aucune de ses prétentions.

C'est un succès incontestable de la diplomatie italienne, entraînant, par voie de conséquence, un échec malheureux de celle de Belgrade.

Il apparaît donc nettement que les deux différends italo-yougoslaves, provoqués par la politique révisionniste de l'Italie et par la non reconnaissance de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie n'étaient nullement résolus par le dernier accord de 1937. L'Italie n'a ni renoncé à sa politique révisionniste, ni reconnu toutes les frontières yougoslaves.

Poursuivons l'analyse de l'accord. La seconde partie de ce premier article révèle une autre faute de la diplomatie yougoslave. En effet, il y est dit que :

dans le cas où l'une d'Elles (des deux Hautes Parties contractantes) serait l'objet d'une agression non provoquée de la part d'une ou de plusieurs Puissances, l'autre partie s'engage à s'abstenir de toute action qui puisse favoriser l'agresseur.

A première vue, cette stipulation ne donne pas l'impression de pouvoir être mal interprétée pour la Yougoslavie. Pourtant, cette disposition n'engage que la Yougoslavie. Au cas où, en effet, l'Italie serait l'objet d'une agression non provoquée de la part d'une tierce puissance, la Yougoslavie respectera ses obligations découlant de l'article premier de l'accord italo-yougoslave. Elle gardera la neutralité. L'Italie en bénéficiera, ayant à ses frontières un adversaire de moins à combattre.

Mais ces obligations sont réciproques, dira-t-on? Sans aucun doute, mais, dans la détermination de l'agresseur, l'Italie apportera des conceptions qui lui sont propres et demeurent étrangères à celles des autres Etats. Et, si la Yougoslavie ou tout autre Etat soutenait qu'elle est victime d'une agression non provoquée, l'Italie, c'est certain, n'en conti-

nuerait pas moins à soutenir ses extraordinaires conceptions de l'agression provoquée afin d'échapper à ses obligations. Suivant son point de vue, défendu lors du conflit italo-éthiopien, l'Italie peut toujours esquiver ses obligations de neutralité dans le cas où la Yougoslavie serait l'objet d'une agression non provoquée.

Conclure un traité bilatéral entre deux Etats qui ont des points de vue si différents dans ces questions de la plus haute importance, c'est dire que les obligations peuvent toujours être éludées par une fausse interprétation du sens du texte.

Il en eût été tout différemment si l'accord italo-yougoslave avait été un accord franco-italo-yougoslave, parce qu'en cas de contestation sur interprétation du texte entre deux parties contractantes, il en aurait existé une troisième susceptible d'arbitrer le différend et de trancher la question. Mais l'Italie s'est refusée à conclure un accord tripartite et, dans de telles conditions, la deuxième partie de l'article premier de l'accord italo-yougoslave ne donne aucune garantie à la Yougoslavie.

L'Article 2 de cet accord stipule :

Aux cas de complications internationales, et si les Hautes Parties Contractantes tombent d'accord que leurs intérêts communs sont ou pourront être maintenus, elles s'engagent à se concerter sur les mesures à prendre pour les sauvegarder.

Disposition encore bien étrange, pouvant mettre la Yougoslavie dans une situation fort délicate. L'accord italo-yougoslave est conclu au mois de mars 1937, donc justement à l'époque où les relations franco-italiennes s'aggravaient de plus en plus en raison de la politique italienne en Espagne, comme aussi du rapprochement de plus en plus étroit entre Rome et Berlin. A ce moment-là, il n'était guère possible d'envisager sérieusement l'Italie aux côtés de la France en cas de conflit international. Or, la Yougoslavie avait contracté envers la France l'obligation de se concerter

avec elle sur les mesures à prendre dans l'éventualité d'une complication internationale. Belgrade, néanmoins, prenait une obligation identique envers Rome, et dans l'instant même, où il paraissait certain que Paris et Rome pouvaient se trouver dans deux camps ennemis l'un de l'autre. C'était, d'abord, très incorrect vis-à-vis de la France et, d'autre part, l'impossibilité de tenir parole de part et d'autre ne pouvait que nuire au prestige, sinon à la sécurité de la Yougoslavie. Il n'est pas impossible que cette situation ne fut créée à dessein par la diplomatie italienne, cette manière de faire concordant assez bien avec sa politique jusqu'en 1935; pour le gouvernement yougoslave, accepter semblable disposition c'était dangereusement abandonner la ligne de la politique extérieure traditionnelle de la Yougoslavie.

Dans l'article suivant, les deux Parties réaffirment leur volonté « de régler tous les différends ou conflits qui pourraient surgir entre elles, avec des moyens pacifiques ».

Cet article est bienfaisant en soi; malheureusement, comme il s'agit d'un accord signé avec l'Italie, il ne peut être considéré que comme une façade. « Cette répétition d'un engagement prévu déjà dans le pacte Briand-Kellogg, dont l'Italie et la Yougoslavie sont signataires, est d'autant plus superficielle que l'Italie n'admet aucune politique de sécurité collective, sans laquelle la réalisation pratique du principe de la mise de la guerre hors la loi, restera lettre morte. Le sort de l'Ethiopie l'a montré jusqu'à l'évidence » (1).

L'article 4 fait ressortir l'une des tristes réalités ayant dominé les relations italo-yougoslaves jusqu'en 1935. Par cet article, les deux Etats

s'engagent à ne pas tolérer sur leurs territoires respectifs, ni aider de n'importe quelle façon, toute activité qui serait diri-

(1) L. Markovitch : Orientation nouvelle de la Yougoslavie dans *l'Esprit International*, juillet 1937.

gée contre l'intégrité territoriale ou l'ordre établi de l'autre Partie Contractante, ou qui serait de nature à porter préjudice aux relations amicales entre les deux pays.

Il est vraiment lamentable d'être obligé de conclure un accord international pour empêcher l'un des Etats contractants de poursuivre une activité tombant sous le coup de la morale internationale et du Code Criminel International. Nous verrons que cet article n'est pas, en vérité, aussi clair qu'il en a l'air et qu'il pourrait même se prêter aux plus étranges interprétations.

L'article 5 porte sur les relations économiques des deux pays. Le gouvernement yougoslave, pour justifier sa politique inattendue envers l'Italie, avait tendance à alléguer, qu'en 1937, les échecs de sa diplomatie sur le plan politique, étaient largement compensés par les bénéfices retirés de l'accord économique italo-yougoslave signé le même jour que l'accord politique. Nous n'avons pas le loisir de nous étendre sur ces prétendus bénéfices économiques; d'ailleurs le texte même de l'accord suffit à démontrer, amplement qu'ils sont loin de compenser les pertes politiques (1).

L'article 6 est l'un des plus intéressants de l'accord et nous apporte la preuve incontestable du grand changement survenu dans la conduite de la politique extérieure yougoslave.

L'article 6 est ainsi conçu :

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que rien dans le présent accord ne sera considéré comme étant contraire aux engagements internationaux existant dans les deux pays, et qui d'ailleurs sont publics.

Nous avons vu que le principal grief de l'Italie à l'endroit

(1) Voir le texte de l'Accord économique à la partie annexe du présent ouvrage.

de la Yougoslavie était sa politique d'attachement à la Société des Nations, à la France, à la Petite-Entente, à l'Entente Balkanique. On pourrait penser de par cet article que l'Italie aurait subitement changé sa politique extérieure et ne tient plus rigueur à la Yougoslavie de ses rapports politiques amicaux avec ses anciens alliés ainsi qu'avec les pacifiques institutions internationales.

Il n'en est malheureusement pas ainsi.

L'Italie n'a jamais cessé de s'opposer à la France, à la Société des Nations, à la Petite-Entente, à l'Entente Balkanique. Bien au contraire, au moment de conclure l'accord, italo-yougoslave, l'Italie était avec eux tous, en mauvais termes. Comment, dans ces conditions, admettre que l'Italie, par cet article 6, apporte son hommage aux engagements internationaux contractés antérieurement par la Yougoslavie?

Auparavant, Mussolini ne cessait de répéter que tant que durerait l'amitié franco-yougoslave, il ne pouvait y avoir d'amitié italo-yougoslave, et voici qu'est conclu un accord d'amitié italo-yougoslave alors que le pacte d'amitié franco-yougoslave persiste! Est-ce à dire que M. Mussolini a changé son point de vue? Nullement.

L'article 6 reflète une toute autre réalité : la voici.

Pendant dix-huit mois d'observation de la nouvelle politique de Belgrade, M. Mussolini s'était persuadé qu'il n'avait plus rien à lui reprocher; l'activité des nouveaux dirigeants yougoslaves lui avaient clairement fait apparaître que la Yougoslavie venait volontairement d'abandonner sa politique et ses alliances traditionnelles. L'Italie savait donc bien qu'en dépit des pactes et des écrits encore en vigueur, la Yougoslavie s'était en fait détachée de la Société des Nations, de la France, de la Petite-Entente et de l'Entente Balkanique. Ce qui était l'exactitude même.

Il n'y avait donc plus aucune raison d'écarter tel article 6 du contenu de l'accord italo-yougoslave, et cela d'autant

plus, que M. Mussolini soupçonnait bien que les circonstances seules qui avaient entouré l'élaboration de cet accord, la manière employée pour parvenir à la conclure, porteraient un dernier coup fatal aux engagements yougoslaves antérieurs.

Nous ne pensons pas que M. Mussolini se soit trompé.

Les trois derniers articles sont sans grand intérêt, se rapportant plutôt à des questions d'ordre secondaire.

Force nous est donc de constater que le contenu de l'accord italo-yougoslave est dépourvu de presque tout avantage pour la Yougoslavie.



Abordons maintenant l'examen d'un point plus important, encore qu'il ne soit même pas mentionné dans l'accord du 25 mars 1937.

Il s'agit d'un des plus graves différends italo-yougoslaves : la pénétration de l'Italie dans les Balkans par le truchement de l'Albanie.

Il est, à notre avis, inconcevable que la Yougoslavie soit allée jusqu'à conclure un accord avec l'Italie sans avoir au préalable, réglé cette fameuse question du protectorat italien sur l'Albanie.

Lorsque la Yougoslavie s'est résignée à consentir d'énormes sacrifices permettant la constitution d'un nouvel Etat albanais, elle le fit pour conserver la paix dans les Balkans.

En reconnaissant une intégrité territoriale et une indépendance albanaise, d'autre part garanties par les autres Etats d'Europe, la Yougoslavie avait pensé agir sagement; elle espérait ainsi contribuer à écarter de la Péninsule Balkanique les compétitions concurrentes des Grandes Puissances Européennes.

Mais en 1926, par le traité de Tirana, l'Italie avait rendu caduque cette garantie collective en soumettant en quelque sorte l'Albanie à son emprise.

Nous avons vu que la Yougoslavie, alors stupéfaite, avait justement considéré que ce traité de Tirana constituait pour elle une menace permanente. Elle avait protesté, son gouvernement avait démissionné et elle avait réclamé un accord international. Depuis cette date, et pour ces motifs, ses relations avec l'Italie n'avaient pu s'affirmer cordiales. La Yougoslavie attendait donc que l'Italie se retirât de la Péninsule balkanique pour reprendre avec elle des relations amicales.

Envers et contre tout, M. Stoyadinovitch signe l'accord italo-yougoslave de 1937, qui n'aborde même pas l'étude de la question. Cependant si cet accord ne touche pas expressément au problème, implicitement il le liquide, au grand dam de la Yougoslavie, par le silence de son article 6, équivalant à une reconnaissance formelle par la Yougoslavie du protectorat italien sur l'Albanie. Or, ce que les dirigeants yougoslaves ont avec raison contesté et combattu farouchement pendant dix ans, les nouveaux dirigeants l'abandonnent et reconnaissent ainsi une situation de fait contraire aux intérêts de la nation. Le gouvernement yougoslave paraît donc avoir accepté la thèse italienne selon laquelle le protectorat italien en Albanie est nécessaire à son intégrité territoriale, susceptible d'être menacée par la Yougoslavie elle-même.

La seule stipulation de l'accord de 1937, sans doute à l'avantage de la Yougoslavie, est celle touchant au règlement de la question de la minorité yougoslave en Italie :

Cette question est traitée dans un protocole séparé qui n'a pas été publié. On nous assure que le gouvernement italien a promis pour l'Istrie, et la Vénétie Julienne, de faciliter l'enseignement et l'usage du croate, et slovène, ainsi que l'exercice du culte en langue slave.

On ne sait pas cependant, quel est le caractère juridique de

cet engagement italien. S'agit-il d'une simple faveur accordée par le gouvernement, mais qu'on pourrait retirer et abolir à tout moment ou bien, sommes-nous en présence d'une obligation formelle de l'Italie donnant aux populations slovaques et slovènes des droits bien définis et non révisibles (1).

De toutes façons, nous estimons que ce protocole séparé et secret ne peut apporter une amélioration sensible du sort de la minorité yougoslave; nous n'en voulons pour preuve que la constatation suivante : la nature très amicale des relations italo-allemandes n'a pas empêché le gouvernement de Rome de maintenir les Allemands du Tyrol sous une terrible oppression.

On ne découvre pas de raisons qui pourraient déterminer les Italiens à réserver un meilleur traitement à leurs nouveaux « amis » yougoslaves.

(1) L. Markovitch, article cité.

QUATRIEME PARTIE

Appréciation de la nouvelle Politique de Belgrade

1875

La nouvelle politique suivie par Belgrade était-elle nécessaire et opportune?

La déviation de la politique extérieure yougoslave, depuis 1935, est un fait incontestable. Les assurances contraires données par le gouvernement n'ont pas assez de poids pour dissiper les rumeurs, très vite confirmées par les faits.

Si, en 1935, il était difficile d'imaginer que la Yougoslavie pouvait modifier sa politique traditionnelle, aujourd'hui, en 1938, ces modifications ne peuvent laisser place à aucun doute. On a coutume, à Belgrade, de dire que la Yougoslavie a seulement élargi le cadre de ses nombreux amis, mais qu'elle n'a pas pour cela abandonné ceux qu'elle possédait auparavant. En fait, malheureusement, cette affirmation n'est pas exacte. Dire que la Yougoslavie a conservé son amitié sincère à la Tchécoslovaquie, par exemple, alors que celle-ci, tout récemment, vient de subir un sort particulièrement triste, dont la nouvelle politique de Belgrade est partiellement mais lourdement responsable, c'est exprimer une affirmation des plus invraisemblables. Nous estimons qu'il est inutile d'insister davantage sur cette question : le gouvernement yougoslave se défend; il affirme sa loyauté, ce qui de sa part est tout à fait naturel. Il n'existe pas un gouvernement au monde qui pourrait avouer un tel fait. Nous nous contenterons donc d'enregistrer le changement de la politique extérieure yougoslave comme nettement indiscutable, et porterons ailleurs notre attention.

Nous allons, d'abord, essayer de dégager les raisons qui ont amené les dirigeants yougoslaves à abandonner la ligne

traditionnelle de la politique de leur pays. Nous tenterons ensuite de porter un jugement sur la valeur exacte des deux politiques si différentes pratiquées par la Yougoslavie. Jusqu'en 1935, cette politique extérieure avait un caractère bien déterminé. Depuis 1935, la Yougoslavie suit une ligne de conduite nettement opposée. Laquelle des deux voies est la meilleure et la plus opportune pour la Yougoslavie?

I

Quelles raisons ont déterminé un pareil changement de politique? Au début de cet ouvrage, nous avons souligné que le gouvernement yougoslave avait quelque peu utilisé les erreurs psychologiques commises par la diplomatie française pour motiver son changement de politique extérieure. Assurément, un changement total n'était pas avoué, et les explications du gouvernement n'intervenaient que dans les cas où une déviation apparaissait tellement évidente qu'elle ne pouvait être niée.

Les raisons majeures invoquées par les dirigeants yougoslaves étaient d'une tout autre nature. La Yougoslavie est un pays agricole; elle a besoin de marchés pour vendre les produits de son sol. Regrettablement pour elle, ses meilleurs clients sont justement les Etats avec lesquels elle avait des rapports politiques à peine courtois. La nécessité, pour la Yougoslavie, de rester en bonne intelligence avec ses principaux clients, en l'espèce deux grandes puissances européennes, était de toute évidence. Les échanges économiques entre la Yougoslavie et l'Italie, et bien davantage entre la Yougoslavie et l'Allemagne, se développaient très vite.

Les nouveaux dirigeants yougoslaves, dans un esprit réaliste commencèrent à favoriser un rapprochement économique très étroit avec Rome et Berlin. Les raisons en étaient pertinentes, et nul ne pouvait trouver à redire à une telle façon de faire.

Il y a cependant limite à tout.

Les années 1936 et 1937 furent en Yougoslavie, parmi des plus fécondes. En Europe et dans le monde, dans le même temps, par une curieuse coïncidence, tous les Etats de même structure économique que la Yougoslavie enregistraient des récoltes d'un rendement beaucoup moindre. Parallèlement, les grandes dépenses effectuées pour les armements dépassaient toute mesure. Très facilement et à un prix très élevé les céréales yougoslaves trouvaient des débouchés en Allemagne et en Italie notamment. Un certain essor économique du pays ne tarda pas à se manifester et les dirigeants yougoslaves s'imaginant que cet essor économique était dû à leur politique extérieure, marquée par un rapprochement yougo-allemand et yougo-italien très accusé, se prirent à intensifier leurs efforts dans cette voie.

Le gouvernement yougoslave, séduit par ce développement économique, paraissait insensible aux préoccupations politiques. L'Allemagne et l'Italie, de leur côté, mirent à profit cette conception de la Yougoslavie nouvelle et redoublèrent leurs propres efforts, pour l'attirer par différents avantages économiques.

On ne peut nier que l'Allemagne et l'Italie ne soient devenus les meilleurs clients de la Yougoslavie et que cette dernière n'ait retiré de très sérieux avantages économiques de cette politique opportuniste. Mais, comme nous le disions plus haut, il y a des limites à tout, et nous essaierons de montrer par la suite que ces raisons d'ordre purement économique n'auraient jamais dû être prépondérantes, et s'exercer aux dépens de la situation politique du pays.

Une autre raison avait poussé la Yougoslavie dans cette nouvelle orientation de sa politique extérieure, et celle-ci touche de près une question d'ordre tout à fait intérieur, à savoir la fameuse *question croate*, toujours d'ailleurs, d'une grande actualité. Les relations des Serbes avec les cinq millions de Croates, ont été, en effet, pendant près de

vingt ans de nature assez délicate. Au début, c'est-à-dire immédiatement après la guerre et en dépit de grandes difficultés, les Croates et les Serbes pensaient que toutes discordes finiraient par s'aplanir à la satisfaction générale dans le cadre d'un Etat centraliste. Mais la tâche était loin d'être aisée, et de graves fautes furent commises de part et d'autre, tant du côté des Croates que des Serbes.

Après le lamentable assassinat des leaders croates au Parlement de Belgrade, en 1928, les désaccords entre les deux peuples, s'accrurent avec une dangereuse rapidité. En conséquence suivit la dictature, inaugurée en janvier 1929. Cette dictature subsista jusqu'en 1931, pour être, beaucoup l'estiment, remplacée par une autre, à peine déguisée, qui s'affirmerait encore aujourd'hui.

Les représentants des cinq millions de Croates n'ont depuis lors aucune participation au pouvoir et demeurent dans une opposition qui, vu le nombre considérable des Croates, se révèle des plus forte.

L'expérience de la vie commune avait appris aux Croates que l'Etat yougoslave devait subir une profonde réforme, si les Serbes, Croates et Slovènes songeaient réellement à devenir un seul et même Etat, au sens habituel du mot. Une grande partie des Serbes, surtout parmi les éléments démocratiques, se déclaraient d'accord avec les Croates et demandaient une modification de la Constitution yougoslave. Cette opposition était d'avis que les trois branches d'une même nation devaient rester dans le cadre de l'Etat yougoslave, tel qu'il existe aujourd'hui, mais afin d'en terminer avec d'éternelles querelles, elle envisageait l'octroi d'une certaine autonomie de plusieurs régions qui, ensemble, eussent formé une Yougoslavie plus consolidée et sûrement plus forte. Nous ne voulons pas examiner ici la question de savoir si cette nouvelle constitution de la Yougoslavie aboutirait à renforcer réellement le pays. L'important pour nous est de noter que les cinq millions de Croates se refusent à conti-

nuer la vie commune avant d'avoir obtenu gain de cause dans leurs revendications.

Cependant, ils n'en continuent pas moins de rester d'excellents Yougoslaves, même sans posséder la moindre participation à la direction des affaires publiques d'un Etat, toujours le leur. Ne voulant pas ébranler la sécurité de la Yougoslavie, les Croates attendaient de la légalité la solution du problème les affectant au premier chef.

Les gouvernements dictatoriaux de Belgrade profitèrent de cette loyauté des Croates pour continuer à gouverner l'Etat sans se préoccuper de leurs intérêts à tous égards respectables.

Quand le gouvernement de M. Stoyadinovitch prit le pouvoir, en 1935, il avait promis au peuple yougoslave, et notamment aux Croates, la prompte solution de toutes les questions constitutionnelles et notamment la liquidation de la question croate. Mais cette promesse resta seulement une promesse et rien ne fut tenté pour la transformer pratiquement. Les Croates étaient de plus en plus mécontents. La majorité des Serbes partageant les vues des Croates et voulant éviter le pire s'associèrent avec eux pour demander que fut résolue aussi promptement que possible la question croate, vitale pour la Yougoslavie. L'opposition contre le nouveau gouvernement yougoslave augmenta rapidement.

A aucun prix, le gouvernement de Belgrade ne voulait céder, sans cependant ignorer qu'il lui était impossible de compter sur le moindre appui du peuple, au cas d'une insurrection des Croates. La situation intérieure devenait de plus en plus tendue, les Yougoslaves ne disposant d'aucuns moyens légaux pour renverser leur propre gouvernement.

C'est à ce moment que le gouvernement de M. Stoyadinovitch, pour ne pas permettre que l'on touchât en quoi que ce fût à l'unité et au centralisme de la Yougoslavie, trouva un moyen de contrarier et même d'anéantir l'efficacité de l'opposition toujours croissante.

Ce moyen consistait précisément dans un changement

général de la politique extérieure yougoslave et dans une orientation tout à fait nouvelle de la Yougoslavie. Nous abordons ainsi la nouvelle raison de la déviation de la politique extérieure traditionnelle yougoslave et allons voir le lien qui unit entre elles les deux questions, l'une purement intérieure, l'autre spécialement extérieure.

Le changement de la politique extérieure de la Yougoslavie avait mis l'opposition dans une situation très délicate. En présence de cette opposition sans cesse grandissante, à tendance nettement démocratique, le gouvernement de Belgrade pensa, avec juste raison d'ailleurs, qu'un rapprochement avec les pays totalitaires pouvait la mieux réduire.

L'Allemagne et l'Italie reprochaient vivement à la Yougoslavie sa politique d'attachement à la France démocratique, à la Société des Nations, à la Petite-Entente et à l'Entente balkanique, qui, les unes et les autres s'appuyaient sur les mêmes principes. Afin de s'assurer la bienveillance de Berlin et de Rome, il suffisait pour Belgrade d'affaiblir ses liens avec tous les pays et institutions démocratiques. A peine arrivé au pouvoir, le gouvernement yougoslave, donna à cet égard pleine satisfaction à l'Allemagne ainsi qu'à l'Italie.

Avant 1935, l'Allemagne et l'Italie étaient toujours prêtes à soutenir l'opposition croate contre le gouvernement de Belgrade. Par bonheur, les Croates étaient plus profondément yougoslaves que ne le croyaient les gouvernements de Belgrade et refusaient toujours tout appui venant de l'étranger. Déjà, l'Italie, à cette même époque, avait subventionné quelques séparatistes croates, espérant qu'un jour leurs compatriotes ne pourraient plus supporter la situation qui leur était faite en Yougoslavie, et accepteraient alors les offres italiennes.

Cette politique italienne était extrêmement dangereuse pour la Yougoslavie, et c'est elle que le gouvernement du pays invoquait pour justifier sa nouvelle politique exté-

rieure. Rappelons-nous qu'en se rapprochant de l'Italie, le gouvernement de Belgrade avait fait entrer dans l'accord italo-yougoslave un article 4 d'après lequel

les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas tolérer sur leurs territoires respectifs ni aider de n'importe quelle façon toute activité qui serait dirigée contre l'intégrité territoriale ou l'ordre établi de l'autre Haute Partie Contractante, ou qui serait de nature à porter préjudice aux relations amicales entre les deux pays.

Donc, l'Italie prenait l'engagement de ne plus soutenir les éléments anti-yougoslaves. Cela aurait pu représenter un succès pour la Yougoslavie, mais nous avons déjà dit, et devons le répéter : le brave peuple croate refusait toujours, obstinément, d'accepter la moindre aide de l'étranger. Dès lors, l'article 4 de l'accord italo-yougoslave n'avait que piètre valeur, comme nous l'avons constaté en analysant les articles de cet accord.

La situation est actuellement complètement inversée. Le gouvernement de Belgrade a montré ses sympathies pour les gouvernements de Rome et de Berlin. L'opposition démocratique en Yougoslavie est matée, parce que les deux grandes dictatures voisines seront toujours à même d'exercer une pression suffisante pour maintenir à Belgrade le régime qui leur est le plus favorable. Les Croates, souvent accusés de ne pas être de bons Yougoslaves, avaient constamment refusé toute aide de Rome et de Berlin. Les nouveaux dirigeants, par contre, se sont assuré un soutien étranger, sous le prétexte de conserver l'unité de leur pays. L'opposition en Yougoslavie n'a pas de moyens légaux de renverser le gouvernement de Belgrade et toute action énergique risque d'amener l'intervention de Berlin et de Rome qui ne seraient évidemment pas très heureuses de voir s'installer en Yougoslavie un gouvernement démocratique et francophile. Devant le péril étranger, l'opposition doit donc adoucir son intransigeance.

C'est ainsi, qu'avec sa politique extérieure, le gouvernement yougoslave a entendu résoudre la fameuse question Croate. Nous verrons par la suite l'opportunité de cette façon d'opérer. Pour le moment, une constatation s'impose; tolérant la dictature de Belgrade par crainte d'un éventuel danger extérieur, les Croates ont le mieux prouvé leur désir de rester Yougoslaves et d'être de très bons citoyens. Cette attitude du peuple croate lui a valu les sympathies de tous les Serbes et de tous les autres Yougoslaves.

Une troisième raison, à notre avis, la plus importante, du changement de la politique extérieure yougoslave, réside dans le fait que le nouveau gouvernement yougoslave avait le plus vif désir de se maintenir au pouvoir pendant une longue durée. Dans le même temps, les dirigeants affectaient un sentiment de prédilection pour la dictature et les dictateurs. Rien donc de plus naturel que de voir la Yougoslavie s'éloigner de toutes les démocraties et se rapprocher des Etats totalitaires. On ne pouvait pas demander à un premier ministre yougoslave d'être attaché à la Société des Nations ou à la France, par exemple, si ce même premier ministre avait le plus grand désir d'imiter le Duce et le Führer. Les préférences et les intentions des dirigeants yougoslaves sont dès lors les raisons les plus plausibles du changement de la politique extérieures du pays.

II

Quels ont été maintenant les résultats de cette politique nouvelle? La période de 1935 à 1938 est évidemment trop courte pour nous donner des indications précises mais, néanmoins, quelques résultats non niabiles peuvent autoriser dès aujourd'hui certaines prévisions.

Cette analyse des résultats acquis par la nouvelle politique de Belgrade nous amènera à comparer sa valeur

avec celle de la politique traditionnelle de la Yougoslavie.

Les résultats de la politique extérieure traditionnelle de la Yougoslavie se constatent aisément. Créé après la guerre, cet Etat avait réussi à se faire en Europe une place importante.

Par sa politique de fidélité envers la S. D. N., la Yougoslavie avait contribué au maintien de cette institution, dont elle pouvait, en conséquence, attendre, le cas échéant, une aide importante. Il est vrai que cette aide devenait de plus en plus problématique, mais il est encore préférable d'avoir peu de chose que de ne rien posséder du tout.

Son attachement à la France, puissance de premier ordre, avait pour la Yougoslavie une énorme valeur. La force de la France, longtemps après la guerre, était de beaucoup la plus considérable en Europe, et l'avoir comme amie et alliée était à la fois très flatteur et très opportun pour un petit Etat comme la Yougoslavie. Le prestige de la France était grand, et entraînait dans son sillage celui de ses alliés.

Les autres grandes puissances, l'Italie et l'Angleterre notamment, alliées de la France pendant la Grande Guerre, ne soutenaient pas la puissance française. Elle ne regardaient pas favorablement son hégémonie en Europe et s'efforçaient de la diminuer. Jusqu'en 1935, les gouvernements yougoslaves ne se soucièrent pas tellement de cette jalousie ni de cette crainte des autres grandes puissances. Tout au contraire, étroitement unie à la France, la Yougoslavie voulait encore augmenter la force et le prestige de cette nation généreuse.

Maintenir et même renforcer la puissance de la France, telle fut la ligne de conduite respectée par tous les dirigeants yougoslaves depuis la fin de la guerre jusqu'en 1935. La Yougoslavie se rendait fort bien compte qu'un petit Etat doit toujours subir l'influence des Grandes Puissances. Or, il y avait une seule Grande Puissance dont les intérêts étaient compatibles avec ceux d'une Yougoslavie grande et

forte. Cette puissance était la France. Contribuant au renforcement de cette dernière, la Yougoslavie travaillait pour elle-même. Plus la France était forte, plus la Yougoslavie avait de garanties pour conserver son indépendance et son intégrité territoriale.

Sans doute, la Yougoslavie était un peu obligée de suivre les conseils de Paris, ce qui diminuait dans une certaine mesure son indépendance. Mais, comme les intérêts de la Yougoslavie concordaient presque en tous points avec ceux de sa puissante amie, son indépendance ne pouvait en souffrir.

D'autre part, les dirigeants yougoslaves d'alors étaient conscients qu'il était toujours préférable de suivre les directives de la France que celles de n'importe quelle autre puissance. Par sa politique extérieure, la Yougoslavie avait beaucoup contribué au maintien du prestige français en Europe; en retour, ce même prestige permettait à la Yougoslavie de se maintenir et de neutraliser toutes les campagnes menées contre elle, depuis la guerre. Si la Yougoslavie n'a pas été attaquée par ses ennemis, nous n'exagérons pas en disant que c'était par la crainte d'une intervention française. Le résultat de la politique d'attachement à la France était donc très satisfaisant pour la Yougoslavie. Cette politique rendait la France forte; la France était l'alliée de la Yougoslavie, et une politique qui rendait forte une alliée ne pouvait qu'être bonne.

La politique de rapprochement avec les Etats balkaniques ne pouvait, elle aussi, que donner d'excellents résultats. Ainsi, la conclusion de l'Entente Balkanique avait complètement neutralisé la dangereuse politique italienne dans les Balkans. Cette entente constituait un grave échec pour la diplomatie de Rome, qui s'employait activement à encercler la Yougoslavie. La fameuse formule « Les Balkans aux peuples balkaniques » démontrait aux puissances

intéressées qu'elles ne pouvaient plus compter sur les querelles des peuples balkaniques, pour la réalisation de leurs visées impérialistes. Les efforts des dirigeants yougoslaves pour la création de l'Entente balkanique étaient largement récompensés par les services que celle-ci leur rendait. Les ennemis de la Yougoslavie, au lieu de trouver un appui auprès des autres Etat des Balkans, dans leurs intentions anti-yougoslaves, se trouvaient depuis l'organisation de l'Entente, toujours en face d'un bloc de cinquante millions d'hommes. Les dirigeants yougoslaves se rendaient compte que le salut des petits Etats reposait sur leur union. La réalisation de l'Entente, son maintien et son renforcement ne pouvaient dès lors qu'être très bienfaisants pour la Yougoslavie.

**

Nous arrivons maintenant aux résultats de la politique extérieure traditionnelle yougoslave concernant la Petite Entente. Nous avons suffisamment parlé de la Petite Entente pour n'avoir pas à y revenir. Il faudrait être vraiment de mauvaise foi pour ne pas reconnaître les succès considérables remportés par ce groupement. Trois Etats ayant des intérêts sensiblement concordants avaient réussi à constituer un bloc unique, avec une population de 46 millions d'habitants, sur plus de 678.000 kilomètres carrés. La Tchécoslovaquie, avec son armée et sa puissante industrie; la Roumanie avec son blé, son pétrole et ses 18 millions d'hommes; la Yougoslavie avec son blé et sa magnifique armée, formaient un ensemble qui devait imposer le respect de tous. Manifestant à chaque occasion leur unité d'action, les trois Etats de la Petite Entente avaient toujours réussi à faire échec à toute tentative dirigée contre leurs intérêts. Ces trois Etats danubiens qui, isolément, ne pouvaient pas représenter grand chose, avaient réussi à s'élever à la di-

gnité d'une grande puissance, en se présentant en toute occasion comme un bloc homogène.

On reprochait très souvent à la Petite Entente de n'être qu'un instrument de la France. Rien de moins vrai. La vérité était que la Petite Entente se considérait comme l'alliée de la France, parce qu'elle comprenait très bien qu'en renforçant la France, elle renforçait par là même sa propre puissance. Il est exact que la Petite Entente était prête à donner son aide à la France, mais elle était également certaine de pouvoir compter sur l'aide de cette dernière. Elles avaient besoin l'une de l'autre, et c'était tout.

Lorsque le fameux plan de Mussolini, ennemi déclaré des petits Etats, en vue de créer un directoire des quatre grandes puissances, fut publié, une consternation frappa certains hommes d'Etat, notamment ceux de la Petite Entente. L'énergie de ce groupement et son amitié à l'égard de la France permirent à celle-ci de faire échouer ce plan, susceptible d'être désastreux pour les petits Etats. L'unanimité des membres de la Petite Entente avait donc empêché que la France acceptât le Pacte à Quatre, tel qu'il était conçu par Mussolini. Ce Pacte n'était évidemment pas avantageux pour la France, mais, si l'intervention de la Petite Entente ne s'était pas produite, elle se serait trouvée dans l'obligation de l'admettre. Or, la France ne voulait pas perdre l'amitié de la Petite Entente, parce qu'elle appréciait la juste valeur d'un bloc compact, grâce auquel elle était parvenue à changer complètement le plan de Mussolini et à donner satisfaction à ses alliés. Nous allons voir de quelle énorme importance fut cette intervention de ce groupement des pays danubiens.

Si la Petite Entente était la base fondamentale de la politique extérieure yougoslave, la Yougoslavie, en échange, en avait tiré les plus grands avantages. Les Yougoslaves avaient tout intérêt à renforcer la Petite Entente, parce qu'en cas de nécessité, c'est-à-dire en cas de conflit éventuel,

la Yougoslavie, d'abord, ne serait pas seule, mais avec la Roumanie et la Tchécoslovaquie; la France, ensuite, serait beaucoup plus disposée à secourir un bloc puissant, tel que celui de la Petite Entente, plutôt que la Yougoslavie isolée. La cohésion de la Petite Entente rendait donc l'intervention de la France plus certaine. Les dirigeants yougoslaves n'ignoraient pas cette vérité et, à cet effet, ils orientèrent toujours leur politique dans le sens qui pouvait le mieux renforcer les liens entre les divers Etats de la Petite Entente.

Connaissant les immenses services rendus à la Yougoslavie, par la Petite Entente, cette politique de la diplomatie yougoslave mérite les plus chaudes approbations

Nous avons déjà indiqué les résultats de la politique traditionnelle yougoslave en ce qui concerne les autres Etats.

A la veille du grand changement qui s'est produit dans la direction de ses affaires publiques, on pourrait résumer la situation internationale de la Yougoslavie de la façon suivante :

1. La Yougoslavie faisait partie de deux blocs défensifs très forts, à savoir la Petite Entente et l'Entente Balkanique, constituant une très sérieuse garantie contre toute attaque d'un ennemi quel qu'il soit;

2. Elle avait comme alliée son amie d'ancienne date, la France, toute disposée à aider la Yougoslavie, pour la raison, précisément, que cette dernière devait, très probablement, être suivie par les autres Etats de la Petite Entente et de l'Entente Balkanique;

3. Elle pouvait espérer même une certaine aide de la Société des Nations, dont elle était un des membres les plus dociles;

4. Avec la Bulgarie et la Hongrie, la Yougoslavie entre-

tenait des relations très correctes, mais en tout état de cause, la Petite Entente et l'Entente Balkanique suffisaient à elles seules pour faire comprendre à ces deux pays que toute action de leur part contre la Yougoslavie était vouée à un échec;

5. Avec l'Allemagne les relations étaient également correctes et, à l'exclusion de tout point de vue politique, les rapports économiques étaient très développés;

6. Le seul point très épineux résidait dans les relations italo-yougoslaves, mais le système défensif de la Yougoslavie se trouvait suffisant pour barrer la route à toute action italienne dirigée contre elle.

La Yougoslavie de 1935 ne pouvait donc pas se plaindre de sa situation internationale. Tout au contraire, elle devait s'en déclarer très satisfaite parce que, s'il lui était impossible de compter la totalité des Etats au nombre de ses amis sincères, elle avait réussi à réduire le nombre de ses adversaires éventuels à une importance minime et à porter au maximum le nombre de ses amis.

✱
✱✱

Nous avons souligné que la période de 1919 à 1935 avait été marquée par un accroissement de force et d'activité de la Petite Entente et par une tension italo-yougoslave. La seconde période le fut, par contre, par une détente entre l'Italie et la Yougoslavie et par une désagrégation de la Petite Entente.

Si les résultats de la politique d'attachement à la Petite Entente étaient plus que satisfaisants pour la Yougoslavie, nous ne sommes pas en mesure d'en dire autant pour ceux qui marquèrent la politique extérieure yougoslave du jour où la Yougoslavie cessa de porter intérêt à la Petite Entente. Nous savons que la Yougoslavie était très hostile à toute révision des traités de paix. Depuis 1935, nous avons assisté

à un effondrement total de tout système qui défendait le *statu quo*, ce qui ne pouvait qu'être néfaste pour la Yougoslavie.

Pour ne parler que de ce qui intéresse directement ce dernier pays, nous devons citer deux grands événements qui ont ébranlé terriblement sa sécurité, et mis en question son intégrité territoriale ainsi que son indépendance. La Yougoslavie, nous le savons, était très hostile à l'Anschluss. Or, depuis la nouvelle orientation de la politique de Belgrade, l'Autriche n'existe plus. Si l'on pouvait admettre que l'Anschluss a été réalisé sans provoquer d'inquiétude à Belgrade, on ne saurait penser que la Yougoslavie soit maintenant exposée à une menace moins grande de la pousée allemande. Voilà donc déjà un premier résultat déplorable, conséquence de la nouvelle politique yougoslave et, particulièrement, de l'affaiblissement de la Petite Entente.

Un autre événement plus désastreux encore s'est produit depuis le changement de la politique extérieure yougoslave. La Tchécoslovaquie, membre de la Petite Entente, vient de subir un sort des plus tristes. Elle a été mutilée, démembrée. Nous avons déjà parlé de ce démembrement et montré que la Yougoslavie n'avait pas tenu ses obligations envers la Tchécoslovaquie, la nouvelle politique de Belgrade ayant facilité dans une large mesure le déplorable événement.

Nous avons déjà relaté que l'intervention de la France pour le compte d'un petit Etat était toujours plus sûre si cet Etat se présentait en bloc avec d'autres petits Etats. Or, si la Yougoslavie avait laissé entendre qu'elle ne permettrait pas le démembrement de la Tchécoslovaquie, la Roumanie eût fait de même et l'intervention française n'aurait plus fait aucun doute pour l'Allemagne. La France n'aurait jamais permis que l'Allemagne écrasât par la guerre tous les Etats de la Petite Entente, parce que cela aurait signifié la domination allemande dans toute l'Europe Centrale et

Balkanique. L'Angleterre, de son côté, mise devant le fait accompli, se serait rangée, elle aussi, aux côtés de la France. Sans aucun doute, la Russie aurait agi pareillement. Quant à l'Italie, à notre avis, elle aurait réservé à l'axe Berlin-Rome le sort qu'elle réserva à la Triplice en 1915.

Nous venons d'envisager la pire supposition, mais nous sommes persuadés que si Hitler avait, lui aussi, prévu comme possible cette hypothèse, il n'aurait jamais osé déclencher une guerre. Un dictateur ne peut aller au-devant d'un échec certain. Cette guerre devait porter en elle une telle certitude d'échec qu'Hitler n'aurait jamais pu l'entrevoir. Supposons même — ce qui n'est pas — que la Yougoslavie n'ait pas eu d'obligations formelles envers la Tchécoslovaquie, le fait n'eût pas eu d'importance. La Tchécoslovaquie était sa meilleure alliée, son arsenal, et, au dire d'Hitler lui-même, le rempart devant la poussée allemande vers le sud-est et vers l'orient. L'Autriche, n'était pas une alliée de la Yougoslavie, mais plus ou moins son adversaire. C'est parce que l'Autriche représentait également un certain rempart contre la poussée allemande, que la Yougoslavie a défendu âprement pendant vingt ans son indépendance. Maintenant, quand il s'est agi de la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, non seulement n'a pas bougé, mais a fait savoir bien avant qu'elle ne bougerait pas. Donc, avec sa nouvelle politique, elle laisse s'écrouler un rempart qui eût pu être efficace et la protégeait depuis vingt ans. Nous ne pensons pas qu'elle ait pu, à elle seule, être capable de s'opposer aux intentions de l'Allemagne, mais nous sommes persuadés qu'une guerre entre la Petite Entente et l'Allemagne aurait signifié une guerre générale. Or, l'Allemagne ne répétera jamais la faute de 1914.

Une politique différente de la Yougoslavie, eût donc pu sauver la Tchécoslovaquie et la Petite Entente avec elle. Avec la politique actuelle, telle que la suit Belgrade, la Tchécoslovaquie est ruinée, la Petite Entente disloquée et l'indépendance de la Yougoslavie fortement menacée. Plus

encore. La France, la grande alliée de la Yougoslavie, est sortie affaiblie de ces complications internationales. Si elle est encore assez forte pour se préserver elle-même, elle ne l'est plus suffisamment pour secourir ses alliées de l'Europe centrale et balkanique. On ne peut pas dire qu'une politique qui conduit à l'affaiblissement de ses deux meilleurs alliés soit une bonne politique. Le salut des petits Etats créés après guerre ne pouvait être que dans leur unité et dans la puissance de la France. La Petite Entente formait un bloc résistant qui augmentait les forces de ses membres et qui par son attachement à la France, redoublait la force de celle-ci. Maintenant, il est clair que la situation est fort compromise.

La Yougoslavie était un adversaire acharné du Pacte à Quatre. Les dirigeants yougoslaves savaient fort bien que ce fameux Pacte était dirigé contre les petits Etats. Mussolini n'avait même pas caché ses intentions à cet égard. N'avait-il pas déclaré en 1933, que tous les petits Etats en Europe étaient appelés à disparaître d'ici dix ans et que c'était là chose toute naturelle? On pouvait donc facilement comprendre la révolte de la Yougoslavie contre ce sinistre Pacte à Quatre. La France, soutenue par la Petite-Entente, avait réussi à modifier, ou, disons le mot, à supprimer le plan de Mussolini. Mais c'était au temps où la Yougoslavie suivait une politique prudente et avisée. Actuellement, dans cette terrible crise tchécoslovaque, la France n'ayant plus la Petite-Entente à ses côtés, a été amenée à accepter la réunion d'une sorte de Directoire des Quatre Puissances. Un grand danger pour les petits Etats est de nouveau apparu. Le fameux accord de Munich, par lequel a été dépecé la vaillante Tchécoslovaquie, a créé une situation comportant péril de mort pour les petits Etats. L'égoïsme et le cynisme des dictateurs ont fini par triompher.

Le gouvernement de Belgrade, au lieu de protester, a

au contraire, par l'intermédiaire de sa presse, salué favorablement et chaleureusement l'accord de Munich, accord par lequel on décidait de l'existence même d'un Etat, sans même avoir, dans une antichambre, convoqué l'un de ses représentants. Combien l'accord de Munich est loin de la Conférence de Gênes où la Petite-Entente était élevée à la dignité des Grandes Puissances !

Ce qui est fait, est fait. Le fameux Directoire a commencé ses travaux d'Hercule. Il en a pris l'habitude. Il ne reste plus aux petits Etats qu'à attendre le mot de la fin.

Il est inutile de constater que l'accord de Munich est comme un dernier rôle de la malheureuse institution génevoise.

Parlant des relations italo-yougoslaves, nous avons dit que le but de Mussolini était d'anéantir le prestige de la France dans l'Europe Centrale et Balkanique, de disloquer la Petite-Entente et de donner le coup de grâce à la Société des Nations. Nous ne pouvons ignorer, non plus, le but poursuivi par celui-ci d'avoir les mains libres dans les Balkans, notamment en Yougoslavie. L'intérêt de la Yougoslavie est justement opposé. Trois ans après l'arrivée au pouvoir des nouveaux dirigeants yougoslaves, le résultat est clair : la défaite de la Yougoslavie sur tous les tableaux, la victoire de l'Italie partout.

La S. D. N. n'existe plus, la Petite-Entente, non plus, et il faudrait être d'une grande indulgence pour ne pas avouer la chute verticale du prestige de la France en Europe Centrale et Balkanique. Il y avait encore une organisation internationale qui protégeait la Yougoslavie, l'Entente Balkanique, mais, dès janvier 1937, elle avait déjà perdu de son importance : le pacte bulgaro-yougoslave, en contradiction très nette avec l'Entente Balkanique, lui avait porté un coup mortel. Ajoutons seulement que l'Italie était l'inspiratrice de ce Pacte, et, étant donné qu'il a porté atteinte à l'Entente Balkanique, on peut conclure que, de ce côté aussi,

Mussolini a remporté une victoire. Il a voulu isoler la Yougoslavié, il y est parvenu. On ne peut pas supposer que les dirigeants yougoslaves ne sont pas conscients de cette vérité, mais ils estiment qu'ils ont trouvé une contre-partie dans leur nouvelle amitié, celle de l'Italie.



Disons quelques mots de l'amitié italo-yougoslave. Nous avons précédemment montré la grande faiblesse de l'accord italo-yougoslave de 1937. Laissons maintenant de côté les traités et leurs textes. Prenons seulement les faits. L'Italie s'est opposée à la Yougoslavie pendant une quinzaine d'années et avait tenté l'impossible pour s'assurer une domination dans les Balkans. Nous avons exposé et illustré par des exemples cette politique de l'Italie fasciste. La Yougoslavie sut résister grâce à l'excellence de son système défensif que l'Italie, d'ailleurs, s'efforça de briser. Elle y est parvenue puisque le système défensif de la Yougoslavie n'existe plus aujourd'hui. L'Italie a désormais les mains libres.

Les gouvernants yougoslaves prétendent que l'Italie a renoncé à sa politique d'hostilité envers la Yougoslavie et qu'elle a maintenant tout intérêt à vivre en bonne intelligence avec elle. Pourquoi Mussolini aurait-il renoncé à sa politique anti-yougoslave? Le gouvernement yougoslave prétend connaître les raisons de cette brusque volte-face italienne, et affirme que l'Italie, devant le danger allemand, est obligée de s'entendre avec la Yougoslavie, voire même de la soutenir.

Notre avis est tout à fait différent. Pour nous, l'Italie n'a pas renoncé à sa politique anti-yougoslave et nous croyons pouvoir appuyer cette affirmation sur les raisons suivantes :

1. La thèse du gouvernement yougoslave, expliquant la bienveillance de l'Italie par la crainte de l'Allemagne, dan-

ger commun aux deux Etats de l'Adriatique, n'est en rien admissible. Si l'Italie avait besoin de se protéger contre l'Allemagne, elle aurait suivi une politique toute différente. Elle était consciente que la Petite-Entente constituait la meilleure protection contre la poussée germanique. *Si l'on prétend que l'Italie avait l'intention de se rapprocher sincèrement de la Yougoslavie, pour se défendre en commun contre l'Allemagne, comment peut-on expliquer alors la campagne ininterrompue de Mussolini contre la Tchécoslovaquie et la Petite-Entente, qui pouvaient beaucoup mieux la protéger que la Yougoslavie isolée?* Quel intérêt poussait donc Mussolini à affaiblir la Tchécoslovaquie et à agrandir l'Allemagne? Si l'Italie avait désiré réellement s'entendre avec la Yougoslavie, elle n'aurait qu'à agir de même avec la Petite-Entente. L'Italie a continué sa politique contre la France et la Petite-Entente. Nous savons qu'elle a inauguré cette politique, précisément en vue d'asseoir la domination italienne en Yougoslavie. La conclusion s'impose : l'Italie n'a aucunement renoncé à sa politique anti-yougoslave.

2. Un autre argument viendra renforcer notre raisonnement. Il s'agit de la main-mise italienne sur l'Albanie. Comme il est apparu, l'Italie avait fortement menacé la sécurité yougoslave, par sa pénétration dans les Balkans. Le fameux traité de Tirana de 1926, dont nous avons parlé, a créé pour la Yougoslavie une situation intolérable. « La situation qui est faite ainsi au Royaume Serbe, Croate et Slovène, est en réalité, en temps de crise internationale, identique à celle de la Serbie, qui ne possédait aucun débouché territorial sur la mer Adriatique » (1). En effet, par le traité de Tirana, l'Italie s'était assuré le contrôle absolu des deux rives des détroits d'Otrante, coupant ainsi à la Yougoslavie toute communication avec la Méditerranée, et faisant de

(1) M. Nintchitch : *La tension adriatique*, *Revue des Vivants*, 1927.

l'Adriatique un simple lac italien. Les raisons de cette action italienne ne sont pas difficiles à découvrir. Ce ne sont pas des visées défensives qui ont poussé l'Italie à occuper les deux rives des détroits d'Otrante, parce que l'Italie, grande puissance maritime, n'avait aucuns motifs de craindre, dans l'Adriatique, une Albanie ou une Yougoslavie. « Les raisons de la signature du premier traité de Tirana doivent être recherchées ailleurs, dans l'intention de l'Italie d'étendre son influence dans les Balkans, d'isoler la Yougoslavie, d'affaiblir la Petite-Entente, de préparer l'action revisionniste et le renversement de l'hégémonie française (1) ». De toute évidence, la politique italienne en Albanie est dirigée contre la Yougoslavie.

L'Italie n'a pas voulu modifier cette position en Albanie par l'accord italo-yougoslave de 1937 et ne l'a pas cherché depuis. Au contraire, elle s'y installe de mieux en mieux. Cette fois encore, la même conclusion s'impose. L'Italie n'a pas renoncé à la politique anti-yougoslave, parce que, suivant les mots d'un homme d'Etat yougoslave : « les rapports italo-yougoslaves ne deviendront amicaux que lorsque l'Italie se retirera des Balkans ». L'Italie ne s'est pas retirée.

Depuis, il est vrai, une nouvelle situation s'est fait jour. L'Italie rencontre maintenant dans les Balkans l'Allemagne ressuscitée. Or, pourraient penser les Yougoslaves, l'Italie ne peut nous faire aucun mal, parce qu'elle se heurtera à l'opposition de l'Allemagne. Mais, là encore, nous pouvons affirmer le contraire. S'il est vrai que l'Italie et l'Allemagne lutteront pour la domination en Yougoslavie, il est également vrai que cette lutte finira mal pour la Yougoslavie.

Où l'Italie et l'Allemagne s'entendront par un nouvel accord général de Munich, ou le conflit général éclatera.

Deux solutions sont donc à envisager : ou l'Italie tiendra ses obligations envers l'axe Berlin-Rome, en demandant à Berlin de lui laisser les mains libres dans l'ouest de la péninsule balkanique; ou bien elle trahira l'Allemagne au

(1) G. Christopoulos : *op. cit.*, p. 218.

prix d'un nouveau traité secret de Londres qui risque, cette fois, d'être beaucoup plus néfaste pour la Yougoslavie.

Nous voyons bien qu'aucune de ces solutions n'est favorable à la Yougoslavie.

Résumer les résultats de la nouvelle politique yougoslave inaugurée depuis trois ans est chose aisée.

Comment se présente la situation internationale de la Yougoslavie?

1. La S. D. N. n'est plus capable de lui prêter la moindre assistance;

2. La France, affaiblie par la perte de ses alliées de l'Europe Centrale, n'est plus ni capable, ni tellement disposée semble-t-il, à secourir la Yougoslavie au cours d'un conflit éventuel localisé;

3. L'Entente Balkanique est presque devenue lettre morte;

4. La Petite-Entente, base fondamentale de la politique extérieure yougoslave, est disloquée et la Yougoslavie ne peut guère s'attendre à une aide de ce côté;

5. L'amitié avec l'Italie, ne présente aucune base stable;

6. L'Allemagne, maintenant voisine de la Yougoslavie, accomplit déjà une terrible pression sur sa voisine, isolée et relativement faible. On sent une poussée germanique formidable, d'abord économique mais, pour qui connaît les méthodes allemandes, l'emprise économique sera fatalement suivie de l'emprise politique. [Bref, le système défensif yougoslave n'existe plus et le danger s'est accru, par cela même que l'Allemagne est devenue très forte. Suivant les paroles de M. Mousset : « le centre de gravité des grandes crises européennes de l'avenir n'est ni à Budapest, ni à Vienne, ni à Sofia; il est à Berlin ». Plus que jamais la Yougoslavie aurait eu besoin d'une Petite-Entente. Elle ne l'a plus. Elle l'a échangée contre une amitié douteuse avec l'Italie fasciste.

Les résultats de la nouvelle politique de Belgrade, sont loin d'appuyer les raisons données du changement de la politique traditionnelle et ne suffisent point à justifier la volte-face de la Yougoslavie.

CONCLUSION

Il nous serait pénible d'apporter une conclusion à cette étude, après avoir constaté les graves fautes de la diplomatie yougoslave, cette conclusion ne pouvant être que pessimiste pour l'avenir de la Yougoslavie.

Toutefois, nous nous efforcerons de tirer une leçon de l'expérience yougoslave, pour constater une vérité qui nous paraît absolue.

La Yougoslavie avait toutes les assurances d'indépendance, pendant qu'elle faisait partie des deux blocs des petits Etats, la Petite-Entente et l'Entente balkanique. Ces blocs ayant cessé d'être de solide groupements, le sort de tous ces petits Etats est devenu très incertain. Dans de telles conditions, le seul salut pour eux est de s'entendre entre eux et de former un bloc unique qui se présentera toujours comme tel, lors d'éventuelles complications internationales. Unis, les petits Etats, constitueront un sérieux obstacle à toutes les prétentions égoïstes des différentes Grandes Puissances. Désunis, au contraire, ils faciliteront le travail destructeur de ces dernières, travail dont les conséquences seront toujours sinistres. L'accord de Munich nous en donne la meilleure des preuves.

Les grands hommes d'Etat de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Roumanie, de la Turquie et de la Grèce ont eu la même pensée quand ils se sont efforcés de créer la Petite-Entente et l'Entente Balkanique. Maintenant, l'œuvre de Massaryk, de Bénès, du roi Alexandre, de Pachitch et de Titulesco s'est effondrée. Nous voulons croire que l'expérience ne tardera pas à démontrer que notre idée demeure

exacte et qu'une Confédération des Etats d'Europe Centrale et Balkanique sera seule en mesure de les soustraire aux ambitions démesurées de certaines Grandes Puissances.

Ainsi, encore, les petits Etats s'assureront la bienveillante amitié de la plus grande nation pacifiste, la France.

ANNEXE

CONVENTION DEFENSIVE

ENTRE LE ROYAUME DES SERBES-CROATES-SLOVÈNES
ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE

Fermement résolus à maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices et prévue par le Pacte de la Société des Nations, ainsi que l'ordre établi par le traité conclu à Trianon le 4 juin 1920 entre les Puissances alliées et associées d'une part, et la Hongrie de l'autre, Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes et le Président de la République tchécoslovaque se sont mis d'accord pour conclure une convention défensive.

Dans ce but, ont nommé leurs délégués plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes;

M. Momtchilo Nintchich, docteur en droit, son ministre du Commerce et de l'Industrie, ministre des Affaires Etrangères par intérim;

Le Président de la République tchécoslovaque;

M. Edouard Bénès, son ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonnes et dues formes, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

En cas d'une attaque, non provoquée, de la Hongrie contre l'une des hautes parties contractantes, l'autre partie s'engage à

concourir à la défense de la partie attaquée de la façon déterminée par l'arrangement prévu dans l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE II

Les autorités techniques compétentes du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la République Tchécoslovaque fixeront d'un commun accord, les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente convention.

ARTICLE III

Aucune des hautes parties contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce puissance, sans avis préalable à l'autre.

ARTICLE IV

La présente convention sera valable deux ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Ce terme expiré, chacune des parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente convention. Elle restera pourtant en vigueur six mois après la date de la dénonciation.

ARTICLE V

La présente convention sera communiquée à la Société des Nations (pacte de la Société des Nations).

ARTICLE VI

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Belgrade le plus tôt possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires désignés l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double expédition, le 14 août 1920.

Signé : D^r Edouard BÉNÈS, m. p.

Signé : D^r M. NINTCHICH, m. p.

CONVENTION DEFENSIVE

ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
ET LE ROYAUME DE ROUMANIE

Fermement résolu à maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices et prévue par le pacte de la Société des Nations, ainsi que l'ordre établi par le traité conclu à Trianon le 4 juin 1920, entre les puissances alliées et associées, d'une part, et la Hongrie d'autre part, le Président de la République Tchécoslovaque et Sa Majesté le Roi de Roumanie se sont mis d'accord pour conclure une convention défensive.

Dans ce but ont nommé pour leurs délégués plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République Tchécoslovaque;

M. Ferdinand Veverka, envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire de la République Tchécoslovaque à Bucarest.

Sa Majesté le Roi de Roumanie;

M. Take Jonesco, son ministre d'Etat au département des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

En cas d'une attaque non provoquée de la Hongrie contre l'une des Hautes Parties Contractantes, l'autre partie s'engage à concourir à la défense de la partie attaquée de la façon déterminée par l'arrangement prévu dans l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE II

Les autorités techniques compétentes de la République Tchécoslovaque et du Royaume de Roumanie fixeront, d'un commun accord, les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente convention dans une convention militaire à conclure ultérieurement.

ARTICLE III

Aucune des Hautes Parties Contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce puissance, sans avis préalable de l'autre.

ARTICLE IV

Afin de coordonner leurs efforts pacifiques, les deux gouvernements s'engagent à se concerter sur les questions de politique extérieure qui ont trait à leurs rapports avec la Hongrie.

ARTICLE V

La présente convention sera valable deux ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Ce terme expiré, chacune des parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente convention. Elle restera en vigueur six mois après la date de la dénonciation.

ARTICLE VI

La présente convention sera communiquée à la Société des Nations (pacte de la Société des Nations).

ARTICLE VII

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Bucarest le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double expédition le 23 avril 1921.

Signé : Ferdinand VEVERKA.

Signé : Take JONESCO.

CONVENTION DEFENSIVE
ENTRE LE ROYAUME DES SERBES-CROATES-SLOVÈNES
ET LE ROYAUME DE ROUMANIE

Fermement résolu à maintenir la paix acquise au prix de tant de sacrifices et l'ordre établi par le traité conclu à Trianon, le 4 juin 1920, entre les Puissances alliées et associées d'une part, et la Hongrie d'autre part, ainsi que le traité conclu à Neuilly, le 27 novembre 1919, entre ces mêmes puissances et la Bulgarie, Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates, Slovènes et Sa Majesté le Roi de Roumanie se sont mis d'accord pour conclure une convention défensive.

Dans ce but ont nommé pour leurs délégués plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes;

M. Pachitch, président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Roumanie;

M. Take Jonesco, son ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, après avoir examiné mutuellement leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en règle, ont conclu les articles suivants:

ARTICLE PREMIER

En cas d'une attaque, non provoquée, de la Hongrie ou de la Bulgarie, ou bien de ces deux puissances contre une des deux hautes parties contractantes dans le but de détruire l'état de choses créé par le traité de Trianon ou de Neuilly, l'autre partie s'engage à concourir à la défense de la partie attaquée de la façon déterminée par l'article 2 de cette convention.

ARTICLE II

Les autorités techniques du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et du Royaume de Roumanie fixeront d'un commun accord dans une convention militaire qui doit être conclue dans le plus bref délai, les dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente convention.

ARTICLE III

Aucune des hautes parties contractantes ne pourra conclure une alliance avec une tierce puissance sans l'avis préalable de l'autre.

ARTICLE IV

En vue d'associer leurs efforts pacifiques, les deux gouvernements s'obligent à se concerter dans les questions de politique extérieure concernant leurs rapports avec la Hongrie et la Bulgarie.

ARTICLE V

Cette convention sera valable deux ans, à partir de l'échange des ratifications. Ce terme expiré, chaque partie contractante aura la faculté de dénoncer la présente convention, qui restera néanmoins en vigueur six mois après la date de la dénonciation.

ARTICLE VI

Cette convention sera communiquée à la Société des Nations.

ARTICLE VII

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double expédition, le 7 juin 1921.

Signé : Take JONESCO, m. p.

Signé : PACHITCH, m. p.

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION
ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES, SLOVENES
ET LA REPUBLIQUE TCHECOSLOVAQUE

Les gouvernements de la République Tchécoslovaque et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, désireux de prolonger l'accord conclu entre eux le 13 août 1920 et de le compléter par de nouvelles stipulations ayant pour but :

- a) le raffermissement et le maintien de la paix;
- b) la consolidation et l'amplification des liens politiques et économiques entre les deux Etats;

Ont accepté, d'un commun accord, les articles qui suivent;

A ces fins, ont été nommés comme plénipotentiaires par le Président de la République Tchécoslovaque,

Son Excellence M. le Docteur Edouard Bénès, Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères;

Par sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes,

Son Excellence M. Nik. R. Pachitch, Président du Conseil des Ministres.

Qui, ayant échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu que :

ARTICLE PREMIER

L'accord conclu entre la République Tchécoslovaque et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le 13 août 1920 à Belgrade, est prolongé pour la même durée que la présente convention.

ARTICLE II

Les Hautes Parties Contractantes prennent acte, d'une part des traités politiques et militaires et des accords conclus par la République tchécoslovaque avec la Roumanie, l'Autriche et la Pologne et, d'autre part, des accords similaires conclus par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes avec la Roumanie et l'Italie.

ARTICLE III

Les Hautes Parties contractantes s'efforceront d'asseoir sur une base solide toutes leurs relations économiques, financières et celles de leurs moyens de transport, et, à cet effet, de s'assurer mutuellement la collaboration la plus étroite; à cette fin, elles conclueront des arrangements particuliers, spécialement un traité de commerce conforme à ce but.

ARTICLE IV

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à se prêter, en général, appui politique et diplomatique dans leurs intérêts menacés, elles s'engagent à se concerter sur les mesures propres à les sauvegarder.

ARTICLE V

Les autorités compétentes de la République Tchécoslovaque et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, s'entendront en vue de prendre toutes les mesures nécessaires à l'application de la présente convention.

ARTICLE VI

La présente convention doit demeurer en vigueur cinq ans à partir du jour de l'échange des instruments de ratification.

A l'expiration de ces cinq années, chacune des Hautes Parties contractantes est libre de dénoncer la présente convention, tout en avisant l'autre partie six mois d'avance.

ARTICLE VII

La présente convention sera communiquée à la Société des Nations.

En foi de quoi les deux plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en deux exemplaires, à Marianske Lazne, le 31 août 1922.
Signé : Edouard BENÈS.

Signé : Nik. PACHITCH.

PACTE D'ENTENTE BALKANIQUE

signé à Athènes, le 9 février 1934

Le Président de la République Hellénique, Sa Majesté le Roi de Roumanie, le Président de la République Turque et Sa Majesté le Roi de Yougoslavie, désireux de contribuer au raffermissement de la paix dans les Balkans.

Animés de l'esprit d'entente et de conciliation qui a présidé à l'élaboration du Pacte Briand-Kellog et aux décisions y relatives de l'Assemblée de la Société des Nations.

Fermement décidés à assurer le respect des engagements contractuels déjà existants et le maintien de l'ordre territorial actuellement établi dans les Balkans,

Ont résolu de conclure un

PACTE D'ENTENTE BALKANIQUE

et à cet effet, ont désigné pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président de la République Hellénique :

Son Excellence M. Demètre Maximos, Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté, le Roi de Roumanie :

Son Excellence M. Nikolas Titulesco, Ministre des Affaires Etrangères;

Le Président de la République Turque :

Son Excellence M. Tevfik Rustu Bey, Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie :

Son Excellence M. Bogolioub Jevtitch, Ministre des Affaires Etrangères.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

La Grèce, la Roumanie, la Turquie, la Yougoslavie garantiront mutuellement la sécurité de toutes leurs frontières balkaniques.

ARTICLE II

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se concerter sur les mesures à prendre en présence d'éventualités pouvant affecter leurs intérêts tels qu'ils sont définis par le présent accord. Elles s'engagent à n'entreprendre aucune action politique envers tout autre Pays Balkanique non signataire du présent accord, sans avis mutuel préalable et à n'assumer aucune obligation politique envers tout autre pays balkanique sans le consentement.

ARTICLE III

Le présent accord entrera en vigueur dès sa signature par toutes les Puissances contractantes et sera ratifié le plus rapidement possible. Il sera ouvert à tout pays balkanique dont l'adhésion fera l'objet d'un examen favorable de la part des Parties Contractantes et prendre effet dès que les autres pays signataires auront notifié leur accord.

En foi de quoi lesdits Plénipotentiaires ont signé le Présent acte.

Fait à Athènes, le 9 février 1934 en quatre exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Signé : D. MAXIMOS N. TITULESCO.

Signé : TEVFIK RUSTU BEY B. JEVTITCH.

PACTE D'AMITIE ITALO-YOUGOSLAVE

27 janvier 1924

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes,
Fermement résolus d'assurer la paix, ainsi que les résultats

obtenus pendant la grande guerre et sanctionnés par les Traités de Paix, sont tombés d'accord pour stipuler la présente convention, conséquence naturelle, soit de l'amitié existant entre les deux Royaumes, soit du respect mutuel de leurs droits sur terre autant que sur mer.

Et sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à se prêter leur appui mutuel et leur collaboration cordiale pour le maintien de l'ordre établi par les Traités de Paix, conclus à Trianon, à Saint-Germain et à Neuilly, ainsi que pour le respect et l'exécution des obligations stipulées dans lesdits Traités.

ARTICLE II

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes, deviendrait l'objet d'une agression non provoquée de la part d'une ou de plusieurs Puissances, l'autre Partie s'engage à rester neutre pendant toute la durée du conflit. Engagement au cas où la sécurité et les intérêts d'une des Hautes Parties contractantes seraient menacés par suite d'incursions violentes provenant du dehors, l'autre Partie s'engage à lui prêter, par son concours bienveillant, son appui politique et diplomatique dans le but de contribuer à faire disparaître la cause extérieure de ces menaces.

ARTICLE III

Au cas de complications internationales, et si les deux Hautes Parties contractantes tombent d'accord que leurs intérêts communs sont ou pourront être menacés, elles s'engagent à se concerter sur les mesures à prendre en commun pour les sauvegarder.

ARTICLE IV

La durée de la présente convention sera de cinq ans et pourra être dénoncée ou renouvelée un an avant son expiration.

ARTICLE V

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Rome.

Il entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double original et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Rome, le 27 janvier mil neuf cent vingt-quatre.

Signé : Benito MUSSOLINI.

Signé : Nik. P. PACHITCH, M NINTCHITCH.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

27 janvier 1924

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se communiquer, après une entente préalable les accords qui intéressent leur politique dans l'Europe Centrale et déclarent à ce sujet, que, dans le Pacte d'amitié signé à la date de ce jour, il n'y a rien qui soit contraire aux Traités d'Alliance que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a conclus respectivement avec la République Tchécoslovaque, et avec le Royaume de Roumanie, le 31 août 1922 et le 7 juillet 1923.

ARTICLE II

Le Pacte d'amitié conclu à la date de ce jour et le présent Protocole additionnel seront présentés à la Société des Nations pour y être enregistrés conformément à l'article 18 du Pacte.

Fait à Rome, le 27 janvier mil neuf cent vingt-quatre.

Signé : Benito MUSSOLINI.

• • •

Signé : Nik. P. PACHITCH, M. NINTCHITCH.

TRAITE D'AMITIE FRANCO-YOUGOSLAVE

11 novembre 1927

Le Président de la République française,
Et Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes,

Ayant un égal souci du maintien en Europe d'un état de paix et de stabilité politique aussi nécessaire au progrès social qu'à la prospérité économique de la France et du Royaume serbe-croate-slovène;

Fermement attachés au principe du respect des engagements internationaux, solennellement confirmé par le Pacte de la Société des Nations;

Désireux, dans le cadre de ce pacte, d'assurer par avance leur communauté de vues dans le cas où il serait porté atteinte à l'ordre établi par les traités dont ils sont signataires;

Et convaincus du devoir des gouvernements modernes d'éviter le retour des guerres en prévoyant les règlement pacifique des litiges qui peuvent survenir entre eux;

Ont résolu à ces fins de se donner mutuellement de nouveaux gages de paix, d'entente et d'amitié, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir...

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

La France et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engagent réciproquement à ne se livrer de part et d'autre à aucune attaque ou invasion et à ne recourir de part et d'autre en aucun cas à la guerre.

Toutefois, cette stipulation ne s'applique pas, s'il s'agit :

1° de l'exercice du droit de légitime défense, c'est-à-dire de s'opposer à une violation de l'engagement pris dans l'alinéa premier du présent article.

2° d'une action entreprise par application d'article 16 du Pacte de la Société des Nations;

3° D'une action entreprise en raison d'une décision de l'As-

semblée ou du Conseil de la Société des Nations ou par application de l'article 15, alinéa 7, du Pacte de la Société des Nations, pourvu que, dans ce dernier cas, cette action soit dirigée contre un Etat qui, le premier, s'est livré à une attaque.

ARTICLE II

Prenant en considération les engagements respectivement pris par eux dans l'article premier du présent Traité, la France et le Royaume des Serbes, Croates, Slovènes, s'engagent à régler par voie pacifique et de la manière suivante toutes questions de quelque nature qu'elles soient, qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires : toutes questions au sujet desquelles les Parties se constesteraient réciproquement un droit seront soumises à des juges à la décision desquels les Parties s'engagent à se conformer; toute autre question sera soumise à une commission de conciliation et, si l'arrangement proposé par cette commission n'est pas agréé par les deux Parties, la question sera portée devant le Conseil de la Société des Nations, statuant conformément à l'article 15 du Pacte de la Société.

Les modalités de ces méthodes de règlement pacifique sont l'objet de conventions particulières signées en date de ce jour.

ARTICLE III

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement royal de l'Etat serbe-croate-slovène, s'engagent à examiner en commun, sous réserve des résolutions éventuelles du Conseil ou de l'Assemblée de la Société des Nations, les questions de nature à mettre en danger la sécurité extérieure de la France ou de l'Etat serbe-croate-slovène ou à porter atteinte à l'ordre établi par les traités dont l'un et l'autre sont signataires.

ARTICLE IV

Si, malgré les intentions sincèrement pacifiques des Gouvernements français et serbe-croate-slovène, la France ou le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes se voyaient attaqués sans provocations de leur part, les deux Gouvernements se con-

certeraient sans délai sur leur action respective à exercer dans le cadre du Pacte de la Société des Nations en vue de la sauvegarde de leurs légitimes intérêts nationaux et du maintien de l'ordre établi par les traités dont l'un et l'autre sont signataires.

ARTICLE V

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour se concerter entre elles, dans l'éventualité d'une modification ou d'une tentative de modification du statut politique des pays de l'Europe, et, sous réserve des résolutions qui seraient prises en pareil cas par le Conseil ou par l'Assemblée de la Société des Nations, pour s'entendre sur l'attitude à observer respectivement en pareil cas par chacune d'elles.

ARTICLE VI

Les Hautes Parties Contractantes déclarent que rien dans le présent Traité ne doit être interprété en contradiction des stipulations des traités actuellement en vigueur, qui sont signés par la France ou le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et qui concernent leur politique en Europe. Elles s'engagent à échanger leurs vues dans les questions touchant la politique européenne, en vue de coordonner leurs efforts pacifiques et, à cette fin, à se faire désormais respectivement connaître les traités ou accords qu'elles viendraient à conclure avec des tierces Puissances sur le même sujet et qui auront toujours un but conforme au maintien de la paix.

ARTICLE VII

Rien dans le présent Traité ne pourra être interprété ou appliqué de manière à porter atteinte aux droits et obligations des Hautes Parties Contractantes en vertu du Pacte de la Société des Nations.

ARTICLE VIII

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Paris le plus tôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et restera

en vigueur cinq ans, à l'expiration desquels il pourra être renouvelé moyennant un préavis dûment notifié à la fin de la quatrième année et pour une période à déterminer.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 1 novembre 1927.
(L. S.) Signé : Dr. V. MARINKOVITCH,

(L. S.) Signé : A BRIAND.

PACTE D'AMITIE BULGARO-YOUGOSLAVE

27 janvier 1927

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie,
Et Sa Majesté le Roi des Bulgares

Animés de l'esprit de bon voisinage, de confiance mutuelle et de sincère amitié, qui caractérise les relations existantes entre leurs pays respectifs;

Fermement convaincus que la consolidation et le développement de ces relations heureuses serviront à la prospérité et au bien-être de leurs deux nations voisines et fraternelles;

Désireux de contribuer au raffermissement de la paix dans les Balkans,

Ont résolu de conclure un « Traité d'amitié entre la Yougoslavie et la Bulgarie » et, à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir : ...

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE PREMIER

Il y aura une paix inviolable et une amitié sincère et perpétuelle entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Bulgarie.

ARTICLE II

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Belgrade le plus tôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur après l'échange des ratifications.

En foi de quoi, lesdits plénipotentiaires ont signé le Présent Traité.

Fait à Belgrade, le 24 janvier 1937, en deux exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Signé : D^r Milan STOYADINOVITCH.

Signé : D^r Georges KIOSSEIVANOV.

ACCORD POLITIQUE ITALO-YOUGOSLAVE

25 mars 1937

Au nom de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie, les Régents royaux,

Et de Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie.

Considérant qu'il est de l'intérêt des deux Pays ainsi que de la paix générale de resserrer entre eux les liens d'une amitié sincère et durable et désireux de donner à cette amitié une base nouvelle et d'ouvrir une ère nouvelle dans les relations politiques et économiques entre les deux Etats.

Persuadés que le maintien et la consolidation d'une paix durable entre leurs Pays sont aussi une condition importante pour la paix de l'Europe :

Ont décidé de conclure un accord et, à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir : ...

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter leurs

frontières communes ainsi que les frontières maritimes des deux Etats dans l'Adriatique et dans le cas où l'une d'Elles serait l'objet d'une agression non provoquée de la part d'une ou de plusieurs Puissances, l'autre Partie s'engage à s'abstenir de toute action qui puisse favoriser l'agresseur.

ARTICLE II

Au cas de complications internationales et si les Hautes Parties contractantes tombent d'accord que leurs intérêts communs sont ou pourront être menacés, Elles s'engagent à se concerter sur les mesures à prendre pour les sauvegarder.

ARTICLE III

Les Hautes Parties contractantes réaffirment leur volonté de ne pas recourir dans leurs relations réciproques à la guerre comme un instrument de leur politique nationale, et de régler tous les différends ou conflits qui pourraient surgir entre Elles par des moyens pacifiques.

ARTICLE IV

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas tolérer sur leurs territoires respectifs ni aider de n'importe quelle façon toute activité qui serait dirigée contre l'intégrité territoriale ou l'ordre établi de l'autre Partie contractante ou qui serait de nature à porter préjudice aux relations amicales entre les deux Pays.

ARTICLE V

En vue de donner à leurs relations commerciales existantes un essor nouveau, plus approprié aux rapports amicaux établis entre leurs deux Pays, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour raffermir et élargir leurs échanges commerciaux actuels ainsi que pour rechercher les conditions d'une collaboration économique plus étendue. A cette fin, des accords spéciaux seront conclus dans le plus bref délai.

ARTICLE VI

Les Hautes Parties contractantes conviennent que rien dans le présent Accord ne sera considéré comme étant contraire aux engagements internationaux existants des deux Pays et qui d'ailleurs sont publics.

ARTICLE VII

Le présent Accord aura une durée de cinq ans. Sauf dénonciation dans le délai de six mois avant son expiration, il sera prolongé d'année en année par tacite reconduction.

ARTICLE VIII

Le présent Accord sera ratifié. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification. Cet échange aura lieu à Belgrade le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les dits plénipotentiaires ont signé le présent Accord.

Fait à Belgrade, le 25 mars 1937, en deux exemplaires, dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Signé : D^r M. STOYADINOVITCH.

Signé : Galeazzo CIANO.

ACCORD ECONOMIQUE ITALO-YOUGOSLAVE

25 mars 1937

Accord complémentaire au traité de commerce et de navigation du 14 juillet 1924 et aux accords complémentaires du 25 avril 1932, de janvier 1934 et du 26 septembre 1936, sur l'élargissement des échanges commerciaux existant et sur le développement des relations économiques entre la Yougoslavie et l'Italie.

Au nom de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie, des Régents royaux,

Et de Sa Majesté le Roi d'Italie, Empereur d'Ethiopie,

Dans le but de donner une nouvelle impulsion à leurs relations commerciales existantes, mieux appropriées aux relations cordiales entre les deux Pays.

D'affirmer et d'élargir les échanges commerciaux actuels sur la base de l'équilibre.

D'assurer un traitement plus régulier et plus conforme aux buts sus-mentionnés.

De contrôler l'application des dispositions prévues à cet effet.

D'examiner les conditions pour une collaboration économique plus large,

Décidèrent de conclure un accord et désignèrent à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir : ...

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

L'Italie reconnaît à la Yougoslavie des contingents complémentaires en dehors des contingents prévus et fixés par les accords qui précéderont le présent accord. Ces contingents seront établis ultérieurement.

Dans le but de faciliter l'utilisation de ces contingents au point de vue des licences d'importation, les autorités compétentes des deux pays collaboreront dans une forme et d'une manière qui sera déterminée par le Comité économique permanent italo-yougoslave prévu à l'article 4 du présent accord.

ARTICLE II

La Yougoslavie reconnaît à l'Italie, par voie de clearing le paiement de certains produits spéciaux dont la quantité et la valeur seront déterminées ultérieurement et pour lesquels le paiement en devises est exigé actuellement,

ARTICLE III

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se reconnaître réciproquement l'égalité de traitement sauf celui résultant de l'application normale de la clause de la nation la plus favorisée, qui est à la base de toutes leurs relations économiques, de telle sorte qu'il ne se produise aucune discrimination au préjudice de l'une ou de l'autre des deux parties à l'égard de n'importe quel tiers pays ou bien pour n'importe quel article.

L'établissement de cette égalité de traitement, de son étendue, de ses rapports à l'égard du régime douanier, à l'égard des produits auxquels il a trait et des pays auxquels il s'appliquera, sera confié au Comité économique permanent italo-yougoslave.

ARTICLE IV

Les Hautes Parties contractantes sont convenues de la création, au plus tard un mois après la mise en vigueur de cet accord, du Comité permanent économique italo-yougoslave prévu au protocole de l'accord additionnel du 25 avril 1932.

Outre la tâche spécifiée dans l'accord sus-mentionné le Comité aura à s'occuper du contrôle de l'application des différentes dispositions contractuelles ainsi que de la recherche permanente de l'amélioration des échanges commerciaux et de l'élargissement de la collaboration économique entre les deux pays.

Ce Comité se réunira au moins une fois par an, alternativement dans l'un des deux pays. La première réunion devra se tenir dans un délai de trois mois après la mise en vigueur de cet accord.

Le nombre des membres du Comité sera fixé par un accord commun entre les deux gouvernements. Toutefois, il n'est pas nécessaire que tous les membres soient tenus d'assister aux réunions du Comité, leur présence pouvant dépendre des questions qui seront examinées.

ARTICLE V

Cet accord complémentaire constitue seulement la base préliminaire d'une plus large collaboration économique qui pourra revêtir la forme d'un accord régional plus étroit. Le Comité per-

manent aura pour mission d'étudier ses lignes essentielles et d'en proposer l'étendue.

ARTICLE VI

La durée de cet accord reste liée à celle de l'accord politique signé à la même date.

ARTICLE VII

Cet accord sera ratifié. Il entrera en vigueur à compter de la date de l'échange des instruments de ratification. Cet échange aura lieu à Belgrade le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent accord.

Fait à Belgrade, le 25 mars 1937, en deux exemplaires, dont un remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Signé : D^r M. STOYADINOVITCH.

Signé : Galeazzo CIANO.

Vu :

Le Président de la Thèse,

DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE.

Vu :

Le Doyen,

GEORGES RIFERT.

Vu et Permis d'Imprimer :

le Recteur de l'Académie de Paris,

ROUSSY.

Bibliographie

- Ancel Jacques. — *Les Balkans face à l'Italie*, Paris, 1928.
- Ancel Jacques. — *La politique italienne dans l'Europe Centrale et Orientale*, Paris, 1933.
- Aulneau Jean. — *Histoire de l'Europe Centrale*, Paris, 1926.
- Aymard Camille. — *Le drame de la Méditerranée*, Paris, 1938.
- Bénès Edouard. — *Souvenirs de guerre et de révolution, 1914-1918*. — *La lutte pour l'indépendance des peuples*, 2 vol., Paris, 1928.
- Bénès Edouard. — *Le pacte d'organisation de la Petite Entente*, Prague, 1933.
- Blondel Georges. — *Tempête sur l'Europe*, Paris, 1938.
- Campolonghi L. — *Avec l'Italie? Oui*. — *Avec le fascisme? Non*.
- Christopoulos Georges. — *La politique extérieure de l'Italie fasciste*, Paris, 1936.
- Codresco Florin. — *La Petite Entente*, Préface de M. Louis Le Fur, Thèse, Paris, 1930.
- Cvietisa Franco. — *Les Yougoslaves*, 1918.
- Denis Ernest. — *La grande Serbie*, Paris, 1915.
- Denis Ernest. — *Les Slovaques*, Paris, 1917.
- Deudias Michel. — *L'organisation du Proche Orient et le mouvement de rapprochement balkanique*, Paris, 1935.
- Eisenmann Louis. — *La Tchécoslovaquie*, Paris.

- Gascuel Jacques. — *La querelle adriatique*, extrait de la *Revue politique et parlementaire*, Paris, 1933.
- Grisogono Dr. Prvislav. — *Ujedinjena Jugoslaviija Ljubljana*, 1938.
- L'Italie, la Yougoslavie et le traité secret de Londres*, Bibl. Nat. 8° K. Pièce 1553.
- Jaquin Pierre. — *La question des minorités entre l'Italie et la Yougoslavie*, Paris, 1929.
- Jauculesco V. — *La Petite Entente et l'Union européenne*, Paris, 1931.
- Krofta K. — *L'histoire de la Tchécoslovaquie*, Bruxelles.
- Marcovitch Lazar. — *La politique extérieure de la Yougoslavie*, Paris, 1935.
- Marcovitch Lazar. — *Le désarmement et la politique de Belgrade*, Paris, 1932.
- Mirkovitch M. — *Des rapports entre l'article 10 et l'article 21 du Pacte de la S. D. N.*, Thèse Paris.
- Mousset Albert. — *La Petite Entente*, 1923.
- Nikolitch D. — *Les différends de frontières de l'Albanie et le traité italo-albanais du 27 novembre 1926*, Paris, 1927.
- Niti Francesco. — *La désagrégation de l'Europe*, Paris, 1938.
- Papanastassiou A. P. — *Vers l'Union Balkanique*, Paris, 1934.
- Pétrovitch Stevan. — *L'Union et la Conférence Balkaniques*, Thèse, Paris, 1934.
- Radovanovitch V. M. — *La Petite Entente*, extrait de la *Revue générale de droit international public*, novembre-décembre 1933.
- Ristitch Sinicha. — *L'Italie fasciste et la S. D. N.*, Thèse, Paris, 1934.
- Comte Sforza. — *Les Frères ennemis*, Paris.
- Comte Sforza. — *Les Bâtisseurs de l'Europe moderne*, Paris, 1931.
- Comte Sforza. — *Synthèse de l'Europe*, Paris, 1936.
- Sofronie Georges. — *La position internationale de la Roumanie*, Bucarest, 1938,

- Stanoyevitch St. — *L'histoire de Yougoslavie*, Belgrade, 1935.
- Tchirkovitch Stevan. — *La Petite Entente politique et économique*, Belgrade, 1935.
- Louis de Vienne. — *Le guépier de l'Europe Centrale*, Paris, 1937.
- Comte Louis de Voïnovitch. — *La Dalmatie, l'Italie et l'Unité yougoslave*.
- Vosnak Dogumil. — *Un rempart contre l'Allemagne*.
- Yorga N. — *L'histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie*.
- La Yougoslavie*, publié par le Ministère des Affaires Etrangères de Yougoslavie, Belgrade, 1935.

REVUES

Affaires Etrangères.
Bibliographie Balkanique.
Esprit International.
L'Europe Centrale.
L'Europe Nouvelle.
L'Europe Orientale.
Monde Slave.
Nouvelle Revue de Hongrie.
Politique.
Politique Etrangère.
Revue de France.
Revue de Paris.
Revue Politique et Parlementaire.
Revue des Vivants.

JOURNAUX

Bulletin de Presse Etrangère.
Journal de Genève.
Journal des Nations.
Politika.

Samoouprava.

Pravda.

Le Temps.

Times.

Vreme.

Table des Matières

PREMIÈRE PARTIE

ASPECT GENERAL DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA YUGOSLAVIE DEPUIS LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

La politique traditionnelle	11
<i>Section I.</i> — La fidélité à la S. D. N.	15
<i>Section II.</i> — L'attachement à la France	17
<i>Section III.</i> — La politique de la Petite Entente	24
<i>Section IV.</i> — Le rapprochement des pays balkaniques et la politique de l'Entente Balkanique	33
<i>Section V.</i> — Les relations diplomatiques avec l'Italie.	39
<i>Section VI.</i> — La préoccupation d'entretenir avec tous les Etats de bonnes relations	45

CHAPITRE II

La politique extérieure yougoslave depuis 1935	61
<i>Section I.</i> — Le détachement de la S. D. N.	68
<i>Section II.</i> — L'éloignement de la France	72
<i>Section III.</i> — L'affaiblissement de l'Entente Balka- nique	77
<i>Section V.</i> — Des rapports avec les autres Etats	81

CHAPITRE II

Les relations italo-yougoslaves de 1935 à nos jours. — L'accord italo-yougoslave du 25 mars 1937	179
--	-----

QUATRIÈME PARTIE

APPRÉCIATION DE LA NOUVELLE POLITIQUE DE BELGRADE	201
Conclusion	227
Annexe	231
Bibliographie	257

